

# À L'ENCONTRE

n° 10

2002

5 francs

# LE MONDE

● MILITARISME, GUERRE ET CRISE DU CAPITALISME

● GRÈVE DE LA CONSTRUCTION  
L'action directe légitimée

● PALESTINE La «Naqba» de 1948 et son actualité

● LE BRÉSIL DE LULA Les défis de la gauche sociale

## Sommaire

### Brésil

Le Brésil de Lula et les défis de la gauche sociale (Ricardo Antunes) 3

### Palestine

La Naqba de 1948 et son actualité (Illan Pappé) 7

### Etats-Unis

Le militarisme, la guerre et la crise du capitalisme (Claude Serfati) 13

### Sociétés transnationales

Travail socialisé et appropriation sociale (François Chesnais) 19

### Suisse – Chômage et LACI

Un projet au cœur de l'offensive patronale (Dario Lopreno) 22

### Suisse – Enquête

Le crescendo la précarisation (Angelica Lepori) 26

### Suisse – Grève de la construction

L'action directe légitimée (David Gygax) 29

### Socialisme en débat

« Qu'est-ce que le socialisme-à-partir-d'en-bas ? » VI (Hal Draper) 32

### A lire

40

[www.alencontre.org](http://www.alencontre.org)

#### • ISRAËL – IRAK – ÉTATS-UNIS

Une contribution d'Edward Saïd

#### • ÉCONOMIE

La crise boursière, par François Chesnais; L'impérialisme au XXI<sup>e</sup> siècle, par Claudio Katz

#### • PALESTINE

Refus de servir, lettre de prison, Yigal Bronner

## À L'ENCONTRE

<http://www.alencontre.org>  
administration@alencontre.org  
fax : 021 661 20 71  
cp. 120, 1000 Lausanne 20  
ccp 10-25669-5

10 numéros par année

- abonnement annuel: 50.-
- abonnement de soutien: dès 75.-

Editeur responsable: Alain Gonthier  
Mise en page et impression: CODIS, Lausanne

# Guerres : une norme...

Ces jours, les inspecteurs de l'ONU débarquent en Irak. Les médias vont suivre leurs « prospections » et le degré de « soumission » du régime irakien. La « guerre en Irak » aura lieu – ou non – pour une « seule raison » : le régime de Saddam Hussein va-t-il satisfaire toutes les exigences des inspecteurs et de la résolution 1141, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU ?

On croit rêver ou cauchemarder. L'engagement d'une opération militaire de la plus grande puissance impérialiste du monde serait déterminé par le respect, ou non, d'une résolution de l'ONU...

Une première question : quel Etat pourrait, dans les trente jours, établir la liste des programmes nucléaires, biologiques et chimiques, y compris ceux qui n'ont pas de fonction militaire, mais pourraient en avoir une (article 3 de la résolution) ? On imagine le Département militaire helvétique établir un tel tableau, en un mois, avec l'aide de l'industrie chimique ! Et tout oublié – mesuré à l'aune des « informations » détenues par les Etats-Unis – sera considéré comme une violation de la résolution (article 4). Ce qui peut entraîner une « guerre préventive » ! Certains se rappellent « l'incident du Tonkin » – mise en scène par MacNamara en 1964 – pour justifier les bombardements massifs sur le Vietnam du Nord, un Vietnam qui paie encore le prix de cette dévastation. Or, comme le rappelait l'économiste Paul Krugman, en citant le *Wall Street Journal* et *USA Today*, les « services de renseignements sont poussés à biaiser délibérément leurs évaluations, afin de satisfaire à des considérations politiques » (*New York Times*, 25.10.2002).

On trouve dans cette résolution l'expression la plus arrogante de la domination de la plus grande puissance impérialiste, non seulement sur un pays, mais sur des régions et peuples entiers du monde. Le vote de la France de Chirac, au Conseil de sécurité, n'a fait que donner une couverture « légale » à une politique qui marque le retour au protectorat du début du siècle. La politique du gouvernement de la Suisse impérialiste – « si bien reçu pour son entrée à l'ONU » – est conforme à son passé : se mettre dans le sillage de la puissance impérialiste hégémonique, de

façon pas trop visible, afin de ne pas perdre un centime.

Une deuxième question : pourquoi ne pas mettre en relation étroite le budget militaire entériné par le Congrès américain et les grandes manœuvres dont l'Irak – dans cette phase – est la cible ? Le Congrès a endossé un budget militaire se situant à hauteur de 355,1 milliards de dollars. La domination impérialiste – avec ses effets en termes de transfert de richesse et d'inégalité à l'échelle mondiale – ne relève pas de seuls mécanismes économiques. Elle a aussi, entre autres, des dimensions politiques et militaires. Parmi ces dernières, il faut mettre en lumière la volonté de secteurs puissants des élites dirigeantes américaines d'utiliser un armement nucléaire « miniaturisé ».

Troisième question : au-delà du pétrole et de l'aide au vaste complexe militaro-industriel, une guerre contre l'Irak ne s'inscrit-elle pas dans un projet plus vaste ? La réponse est donnée par l'administration Bush et la machine idéologique mise en point pour mener, demain, cette guerre ; car il ne faut pas oublier ce que déclarait – le 10 novembre, après le vote du Conseil de sécurité – le secrétaire général de la Maison-Blanche, Andrew Cart : « Les Etats-Unis n'ont pas besoin de la permission de l'ONU. » La « guerre contre le terrorisme » permet de faire de la « guerre préventive » et du « changement de régime » une norme de la politique états-unienne. Car le « monde doit être sécurisé ». Ce qui est l'autre facette des mesures sécuritaires prises dans l'ensemble des pays impérialistes. Le discours « démocratique » est, de plus, fonctionnel à un redéploiement dans le Moyen-Orient. Si un régime ne sert pas le dessein impérialiste, la démocratie type Afghanistan de Karzai peut toujours être brandie. D'ailleurs l'Allemagne de Schröder ne vient-elle pas d'assurer une présence militaire plus ample en Afghanistan, alors qu'une anodine manifestation d'étudiants à Kaboul se solde par quatre morts.

Le mouvement contre la guerre est vraiment un mouvement pour « un autre monde ». – C.-A. Udry

# Le Brésil de Lula et les défis de la gauche sociale

Le 27 octobre 2002, Luiz Inacio Lula da Silva gagnait l'élection présidentielle au Brésil. Quelque 52 millions d'électrices et d'électeurs ont voté pour le candidat du Parti des travailleurs (PT). Cet événement a fait la une de la presse mondiale. Les commentaires, jusqu'à aujourd'hui, mêlent des analyses sur les évolutions socio-politiques, plus ou moins probables, du Brésil et l'instabilité socio-économique et politique croissante de l'ensemble de l'Amérique latine. La contribution de Ricardo Antunes constitue un élément pour engager une réflexion, qui dépasse les appréciations étroitement institutionnelles.

Ricardo Antunes est professeur de sociologie à l'Université d'Etat de Campinas (UNICAMP), dans la région de Sao Paulo, collaborateur du MST (Mouvement des paysans sans terre) et de la CUT (Centrale unitaire des travailleurs), auteur de «Le nouveau syndicalisme au Brésil», «Classe ouvrière, syndicats et partis au Brésil» et «Le travail et ses sens». – Réd.

Ricardo Antunes

Nous sommes face à une significative victoire politique de Lula à l'occasion de l'élection présidentielle au Brésil. La victoire de Lula exprime la défaite infligée aux diverses alternatives qui furent construites par Fernando Henrique Cardoso, dont le gouvernement sort des élections en subissant une défaite retentissante. Avec toutes ses limites – qui sont grandes – la victoire des gauches et de Lula [au sens de pluralité des gauches au sein du Parti des travailleurs (PT), en dehors du PT, sous la forme de mouvements sociaux, d'organisations comme le MST, etc.] indique, pour le Brésil, un moment opportun qui pourrait altérer l'histoire récente de notre Amérique latine.

De Collor à Cardoso

Dès lors, il est important de souligner que la victoire de Lula constitue tout d'abord une déroute politique du néolibéralisme qui a désarticulé, au moins depuis le début des années 1980, toute l'Amérique latine. Si la phase initiale du néolibéralisme au Brésil a pris consistance sous le gouvernement de Fernando Collor de Mello<sup>1</sup>, ce fut lors des gouvernements de Fernando Henrique Cardoso [entré en fonction en 1995] qu'un ensemble de mesures néolibérales se développa effectivement. Tout cela a charrié de profondes mutations qui ont mis en pièces le pays en approfondissant ses plaies sociales. Comme dans toute l'Amérique latine, le chômage, la précarisation du travail, l'exclusion et diverses formes de barbarie prolifèrent.

Victorieux en 1994, après le désastre de la période Collor, F. H. Cardoso a réussi à être réélu en 1998. S'il n'avait pas réussi avec son premier gouvernement à susciter quelques contentements, il ne serait jamais entré dans l'histoire du Brésil comme un gouvernant aussi désastreux. Mais sa réélection avait pour sens d'opérer un regroupement des besoins sociaux et de reproduction du capital tout autant que des vanités des partisans du PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne), le parti de F. H. Cardoso. Aujourd'hui, il termine tristement son tragique (mauvais)gouvernement.

Que s'est-il passé durant cette période? Nous devons souligner, tout d'abord, que l'infrastructure productive brésilienne a été fortement désarticulée. Et émerge un pays qui fait face, littéralement, à un dénuement au plan énergétique, à une désindustrialisation dans beaucoup de secteurs et à une intégration à «l'ordre mondial» par le biais d'une désintégration sociale.

La corruption s'est répandue dans presque toutes les sphères du gouvernement, depuis l'achat de votes pour des réélections jusqu'aux privatisations qui ont touché de nombreux segments productifs de pointe qui étaient étatisés. La surveillance et la répression politiques sont restées vivaces et, dans ses traits les plus rudes, il est difficile de discerner la différence entre les coups portés au Mouvement de sans terre (MST) et ceux qui ont été portés aux délinquants narco-trafiquants.

La désorganisation du travail et des classes laborieuses a avancé à grands pas. Le chômage a explosé. Presque tous les secteurs productifs «étatiques» [dans lesquels l'Etat intervient] ont été liquidés par les privatisations. La croissance extérieure n'a fait que croître et le pays est devenu encore plus vulnérable. La plus récente crise économique et la

►

Conférence-débat

## *Le Brésil après l'élection de Lula*

Lausanne

jeudi 5 décembre 2002, 20 h 15, salle des Vignerons (Gare CFF)

Genève

vendredi 6 décembre, 20 h, Uni-Mail (40, bd Pont-d'Arve)

avec

**Ricardo Antunes**

## Au peuple brésilien et au Président Lula

Le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) s'adresse au peuple brésilien et au Président Lula pour s'exprimer sur la situation de notre pays et la lutte pour la réforme agraire. Nous sommes stimulés par l'espoir et par la confiance qu'un autre Brésil est possible, où les hommes et les femmes, les enfants, les jeunes et les malades ont tous le droit à une vie digne et heureuse.

1. Le Brésil a souffert au cours de huit ans d'un modèle néolibéral appliqué par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso ; cela n'a fait qu'accroître les peines du peuple et a provoqué des maux graves pour ceux et celles qui vivent dans le monde rural : comme la croissance de la pauvreté, de l'inégalité, de l'exode, du manque de travail et d'accès à la terre.

2. Le peuple brésilien a dit NON à ce modèle économique et agricole. Il a voté massivement pour des changements et a élu comme Président Lula. C'est une victoire du peuple. C'est une défaite des élites et de leur projet.

3. Le MST a combattu ce modèle et pour cette raison nous avons été persécutés et injuriés. Nous avons payé pour cela un prix élevé : des massacres, des emprisonnements, des calomnies systématiques et des expulsions de familles sans terre. Nous nous sommes engagés dans toutes les campagnes électorales, depuis 1989, pour que des changements surviennent. Maintenant, nous sommes fiers, avec un sentiment de victoire, d'avoir élu le Président Lula.

4. Le latifundium [grand domaine agricole, souvent peu cultivé] et le modèle néolibéral sont à l'origine de la faim, du chômage, de la pauvreté, de l'analphabétisme et du manque de développement dans le milieu rural.

5. Nous avons la certitude qu'il est possible de battre en brèche le système du latifundium grâce à l'organisation du peuple et grâce à la volonté politique du nouveau gouvernement. Pour nous, l'ennemi est le latifundium. Et le gouvernement Lula va jouer un rôle fondamental pour démocratiser la propriété terrienne au Brésil.

6. Nous avons besoin de construire un nouveau modèle agricole qui donne la priorité au marché interne, à la production d'aliments et à la distribution de la rente [du revenu agricole]. Pour cela, il est nécessaire de mettre en valeur l'agri-

culture familiale et les coopératives, de rendre viable et de décentraliser l'agro-industrie. L'Etat doit reprendre son rôle dans l'agriculture et garantir le droit des agriculteurs à produire leur semence et à développer des techniques respectueuses de l'environnement et de la qualité des aliments.

7. Il est nécessaire de garantir l'éducation publique pour toute la population en milieu rural, comme une forme de conquête de la dignité et du développement.

8. Notre rôle comme mouvement social consiste à continuer d'organiser les pauvres des régions rurales, en les rendant conscients de leurs droits et en les mobilisant en faveur d'une lutte pour le changement. Nous maintiendrons l'autonomie nécessaire par rapport à l'Etat, mais nous contribuerons dans toute la mesure du possible aux

côtés du nouveau gouvernement afin qu'il puisse effectuer la tant rêvée réforme agraire.

9. Nous avons la possibilité, dans ce moment, de réaliser la tâche historique de mettre en action une vraie réforme agraire, pour démocratiser l'accès à la terre et éliminer la faim, le chômage et les injustices sociales.

10. Nous appelons tous les travailleurs et toutes les travailleuses, la société brésilienne en général, pour qu'ils s'organisent, se mobilisent et nous aident à accomplir la réforme agraire. Un Brésil plus juste et égalitaire est possible. C'est le moment !

*Coordination nationale du MST,  
Cuarua, Pernambuco (Nordeste),  
novembre 2002*

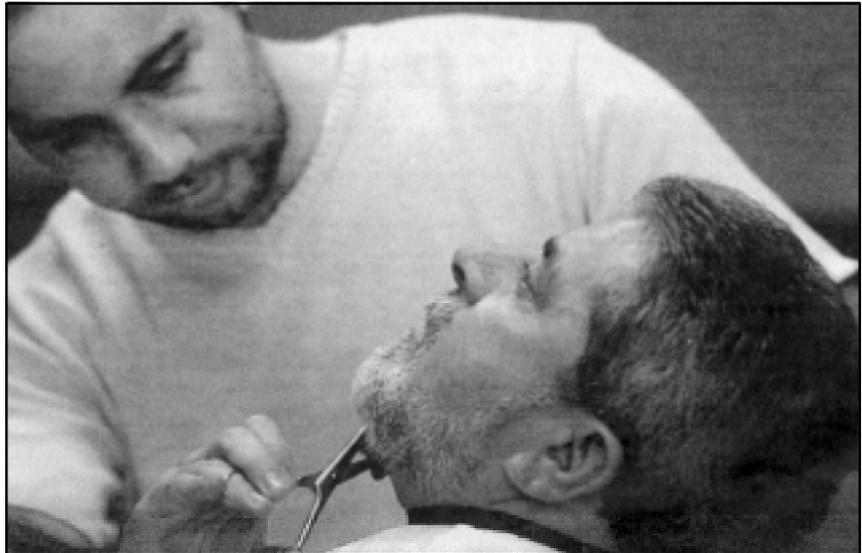


volatilité du taux de change real-dollar démontrent que le Brésil se subordonne aux diktats du Fonds monétaire international (FMI) et de l'empire nord-américain. Il subit aussi les effets des crises financières internationales, à tel point que nous avons le sentiment que le démantèlement du pays opéré sous le gouvernement de F. H. Cardoso a une dimension difficile à appréhender et peut-être irréversible. C'est certainement la lecture que F. H. Cardoso a dû faire du slogan du président Juscelino Kubitschek de Oliveira [président du Brésil de 1956 à 1960] : «Le Brésil devrait croître de cinquante ans en cinq». F. H. Cardoso s'est adapté de la façon suivante à ce slogan : détruire cinquante ans en un peu plus de cinq ans.

C'est au moment où la situation internationale est une des plus dégradées au cours de ces dernières décennies, au moment où le monde est complètement guidé par la raison instrumentale [par une logique aveugle] et commandé par la marchandise et l'argent, au moment où les Etats-Unis et leur pouvoir destructeur exercent une politique impériale agressive, unilatérale, néocoloniale, au moment où la dépendance brésilienne est encore accrue face à la crise économique-financière internationale que le gouvernement nuisible du PSDB de F. H. Cardoso a montré ce qu'il a été capable de faire. Et, aujourd'hui, on peut regarder ce qui reste de ce pays, dépendant et désorienté. Ce qui avait été conçu comme une voie d'intégration extravertie du Brésil à l'économie mondiale [par opposition à un développement «autocentré»] fut en vérité une voie de complète désintégration intravertie. Le Brésil, après les périodes de Collor et de Cardoso, est un autre pays, plus fragile, plus discrédité, plus bafoué.

Dans ce contexte, comment faut-il appréhender ce que peut signifier la victoire de Lula et du PT pour le Brésil et aussi pour l'Amérique latine ?

Tout d'abord, il faut mentionner qu'au milieu d'un affrontement électoral, en fait quelques mois avant le début des élections, dans un Brésil sans tradition démocratique, les règles du système électoral furent altérées et adaptées en



vue de favoriser la candidature officielle. Cela rappelle un peu notre histoire quelque peu prussienne ; autrement dit, lorsque les classes propriétaires parlent de changement, leurs intentions conservatrices et de préservation sont d'autant plus fortes. Lorsque les risques d'une alternance sont plus grands, plus les choses doivent rester en l'état.

C'est un trait constitutif de notre formation sociale brésilienne, dont les dirigeants politiques centraux font des compromis au sommet une marque forte de leur ingénierie politique et de la mécanique de leur système de domination. Et, aujourd'hui, une fois de plus, ils visent à appliquer cela. Quand bien même les mesures ayant trait au processus électoral [possibilité de coalition entre partis] n'ont pas été bénéficiaires au parti de l'Ordre. Les disputes et scissions au sein des partis qui avaient soutenu le projet de F. H. Cardoso ont eu un effet sur le contexte électoral et doivent aussi être prises en compte pour comprendre la victoire de Lula.

Malgré les intérêts puissants qui soutenaient la candidature de José Serra, cette dernière a fait naufrage de concert avec le néolibéralisme (qualifié de façon grotesque de social-libéralisme) de F. H. Cardoso, qui flirtait, il faut le savoir, avec la troisième voie de Tony Blair. Incapable de faire décoller la candidature de Serra, le gouvernement n'a pas pu empêcher la montée de la candidature de Lula, du PT et des gauches brésiennes. Et c'est ici qu'interviennent le PT et sa candidature.

### Symbole et dynamiques sociales

Bien plus qu'en 1989, lorsque Lula s'affronta à Collor, le cadre était favorable à une victoire de la gauche au Brésil.

Néanmoins, dans sa politique électorale – il faut le souligner –, le PT fait de nombreuses concessions, s'alliant à un petit parti, le Parti libéral, assez conservateur. Et le fait de s'allier au Parti libéral a provoqué une gêne importante dans la base du PT, parmi les travailleuses et les travailleurs, au sein des mouvements sociaux, du syndicalisme de classe et du MST combatif. Cette politique, dictée par les secteurs majoritaires et dominants du PT, était considérée comme inéluctable afin d'obtenir une victoire politique et électorale.

Contre les valeurs qu'elle a défendues tout au long de son histoire, la tendance majoritaire qui contrôle le PT a imposé cette politique dite «réaliste» s'alliant aux anciens ennemis du PT et des classes laborieuses.

Mais, parallèlement à cette politique conciliatrice, jamais la force électorale de Lula ne fut si importante et, lorsqu'il pouvait être imaginé que Lula fût battu pour la quatrième fois, c'est à ce moment que sa force électorale et politique s'élargit en direction de secteurs populaires qui, jusqu'à maintenant, ne s'étaient jamais tournés au plan électoral en direction du PT et des forces de gauche.

Comme le Brésil est un pays doté d'un fort conservatisme, d'un élitisme prégnant qui ont toujours pris des initiatives pour que des changements indispensables afin de sauvegarder la dignité de notre peuple, si humilié, la victoire de Lula a, à la fois, une signification réelle et symbolique qui dépasse de beaucoup sa politique d'alliances. Il suffit de dire qu'il s'agissait, pour la première fois, d'une candidature d'origine ouvrière, peut-être la plus importante de toute l'histoire sociale du Brésil, qui a gagné le pouvoir gouvernemental. En ▶

étant victorieux électoralement, les représentants du PT et des gauches brésiliennes devront, toutefois, redessiner leur option et, de cette manière, chercher effectivement à représenter les aspirations populaires, les classes qui vivent du travail, dans toutes leurs diversités, qui incluent aussi bien ceux et celles qui ont un emploi que les chômeurs, les hommes et les femmes, les jeunes et les personnes âgées, les Blancs, les Noirs, les Indiens. En un mot, la totalité de ceux qui désirent ardemment des changements substantiels et réels, comme le MST et d'autres mouvements sociaux, comme le syndicalisme de gauche présent dans la CUT (Centrale unitaire des travailleurs), et qui ne craignent pas d'être de gauche. Se placer sous le charme d'une bourgeoisie transnationale qui n'a jamais exprimé plus qu'actuellement son impudence de classe, mais qui sans alternative électorale s'est rapprochée de Lula, cela ne donnera ni au PT ni à Lula l'ancrage nécessaire pour conduire les changements qui sont inévitables et qui ne se concrétiseront que sous l'impulsion et la force des secteurs sociaux populaires.

### Une reconstruction contre la désintégration «ajustée»

Ce contexte nouveau permet d'envisager, pour les années à venir, une relance des luttes sociales au Brésil à un niveau supérieur à la situation présente. Dans ce but, il est très important d'élaborer – en ayant à l'esprit la centralité du monde du travail dans sa quotidienneté ainsi que des mouvements sociaux et partis politiques de la gauche – une alternative contre l'ordre avec des contours clairs, qui s'oppose à la logique destructrice du capital qui, jusqu'à maintenant, a suivi les programmes rigoureux et néfastes du FMI, avec l'éventail de leurs recettes. Le défi majeur est donc de développer un programme alternatif, contraire au modèle socio-économique actuel, formulé à partir du point de vue du monde du travail, un programme apte à répondre à ses revendications immédiates, urgentes, mais présentant aussi un horizon sociétal socialiste, autrement dit n'entretenant pas d'illusions sur le caractère destructeur et excluant de la logique du capital. Il est clair qu'une telle avancée ne sera

Voir sur le site [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org) la résolution adoptée le 3 novembre par la tendance « Démocratie socialiste » du Parti des travailleurs.

possible que si elle peut prendre appui sur un vaste éventail de forces sociales issues du travail (et tout autant de celles «exclues» par la logique destructrice du capital).

Un point fondamental consiste à engager une bataille pour l'élimination de la sur-exploitation du travail caractéristique du capitalisme latino-américain – et tout autant du capitalisme brésilien – qui est partie prenante de la division inégale internationale du travail et du capital et qui pénalise les peuples dits du tiers-monde, dont les revenus (salaires) minimums atteignent des niveaux misérables; et cela malgré l'existence d'un potentiel productif significatif (agricole et industriel), comme c'est le cas du Brésil. Ce projet devra, dans ses caractéristiques essentielles, engager un démontage du régime d'accumulation capitaliste actuel au travers d'un ensemble de mesures qui s'opposent à la globalisation et à l'intégration destructive – imposées toutes deux par la logique du capital mondialisé et transnational; ce modèle d'accumulation intègre le Brésil à l'extérieur [aux besoins économiques des pays du centre] et désintègre le Brésil à l'intérieur. Il appartiendra au gouvernement Lula de soutenir le niveau technologique brésilien à partir d'éléments concrets, en tenant compte de la science et de la technologie de pointe développées dans notre pays, en cherchant la coopération avec des pays qui ont des caractéristiques similaires au Brésil et dont les lignes de force du développement technologique et scientifique sont prioritairement conçues pour répondre aux manques et besoins de notre population laborieuse.

Dès lors, il devra s'opposer à la prédominance du capital financier et limiter les formes d'expansion et de spéculation du capital de placement. A l'opposé, il devra inciter les productions qui répondent aux besoins sociaux de la population laborieuse, les productions de «choses» socialement utiles, s'inscrivant de la sorte dans cette lutte contre la «marchandisation» du monde qui est un thème des mouvements altermondialistes. Les propriétés et mises en valeur collectives de terres, organisées par le MST, sont des exemples importants et devraient être poursuivies et approfondies dans tout le Brésil, lorsque l'on prend en compte «l'univers agricole» du Brésil et ses potentialités.

Dans cette phase de rébellion importante et d'expectative qui s'exprime dans toute l'Amérique latine – comme on le voit en Argentine, comme on le voit avec cette

rébellion d'en bas qui prend de nombreuses formes en Equateur, au Venezuela, en Colombie, en Uruguay, au Mexique – les réponses que donnera le gouvernement Lula auront un impact allant bien au-delà du Brésil.

Notre défi majeur – et nous le répétons : cela ne sera possible que si un projet s'enracine dans un mouvement social et politique de masse significatif – consistera à prendre des premières mesures en direction d'une société qui aille au-delà du capital. Et à partir de cette perspective d'offrir des réponses à la barbarie qui désole la vie quotidienne des travailleurs et des dépossédés. Un tel projet sera possible en développant des actions qui ont comme point de départ des éléments concrets de la vie quotidienne et qui peuvent rejoindre des valeurs universelles aptes à permettre de se rendre compte de ce que peut être une vie dotée d'un sens construit, dans et dehors du travail, à partir du déroulement de la vie quotidienne.

Notre horizon doit être, toujours plus, la recherche d'un nouveau régime de métabolisme social, comme disait Marx, visant à la production de choses utiles, de valeurs d'usage et non pas de valeurs d'échange. Nous savons que l'humanité qui travaille pourrait se reproduire socialement, à l'échelle globale, éliminant les productions destructrices et visant centralement la production de biens utiles socialement. Si, toutefois, nous sommes apparemment très éloignés d'un tel cadre social, notre Amérique latine doit s'insurger et dire, à tous ceux qui veulent l'entendre, qu'elle n'accepte plus une destruction aussi grande, une inhumanité et une barbarie si fortes.

Dès lors, dans une telle perspective, un nouveau dessein sociétal alternatif et socialiste n'est pas aussi distant qu'on veut le croire. Voilà le message le plus fort qui ressort des urnes et que conforte la victoire électorale de Lula. Pour cette raison, l'actuelle bataille qui se mène au Brésil est une part intégrante et constitutive des luttes sociales et politiques de tout le peuple latino-américain, une lutte pour la réhabilitation de sa dignité et pour la construction d'une humanité devenant effectivement sociale. ■

1. Président de 1990 à 1992. Fernando Collor de Mello, trempé dans de nombreuses affaires de corruption, suscitera une mobilisation populaire visant à sa destitution. En août 1992, après une mobilisation à Sao Paulo de près d'un million de personnes, Collor sera destitué par l'assemblée nationale. Les plans Collor d'austérité seront au nombre de deux, l'un en mars 1990, l'autre en avril 1991.

# La Naqba de 1948 et son actualité

Interviewé en avril 2001, le premier ministre Ariel Sharon déclarait : « *La guerre d'indépendance n'est pas terminée. Non. 1948 n'était qu'un chapitre. Si vous me demandez si l'Etat d'Israël est capable de se défendre aujourd'hui, je dirai oui, absolument... Mais vivons-nous en sécurité? Non. Et c'est pourquoi nous ne pouvons pas dire que nous avons terminé le travail et que nous pouvons nous reposer sur nos lauriers.* » (*Haaretz magazine*, 13 avril 2001). Cette référence à la guerre de 1948 « qui n'est pas terminée », et donc au conflit enclenché avec la deuxième Intifada comme la « deuxième partie de 1948 », est aujourd'hui de plus en plus fréquente au sein de l'establishment politique et militaire israélien (cf. à ce sujet le compte rendu du livre de Tanya Reinhart, *Détruire la Palestine*, en p. 40 de ce numéro). Elle indique le type de projets auxquels ces milieux réfléchissent pour « régler » la question palestinienne et, simultanément, elle contribue à créer les conditions pouvant rendre possible la « deuxième partie de 1948 ». La compétition engagée entre Ariel Sharon et Benjamin Netanyahu pour le contrôle du Likoud en vue des élections anticipées de janvier 2003, et donc pour la direction de l'Etat israélien, renforce cette dynamique.

L'importance de rappeler ce qui s'est passé en 1948, et d'éclairer les liens avec la politique israélienne actuelle, n'en est que plus grande. C'est un tel éclairage que propose le texte de

Illan Pappé que nous publions ici. Ce texte est basé sur une conférence faite le 16 septembre 2002 par Illan Pappé à l'Ecole d'études orientales et africaines (School for Oriental and African Studies) à Londres, à l'invitation de la Coalition pour le droit au retour – Al Awda. Sa version originale anglaise a été revue par l'auteur. Illan Pappé est professeur d'histoire à l'Université de Haïfa. Il est l'auteur notamment de *Britain and the Arab-Israeli conflict, 1948-1951*, Oxford, 1988, *The Israel/Palestine question*, Routledge, 1999, et de *La guerre de 1948 en Palestine : aux origines du conflit israélo-arabe*, La Fabrique, 2000.

Dans l'histoire officielle israélienne, l'expulsion massive des Arabes palestiniens en 1948 – désignée dans la mémoire collective palestinienne et arabe par le terme de *Naqba* [la catastrophe] – n'existe pas. L'explication autorisée est la suivante : les dirigeants arabes qui cherchaient à détruire Israël ont intimé à la population arabe l'ordre de fuir. Ben Gourion donna un statut consacré à cette version dans un discours prononcé en 1961, discours rapporté par Illan Pappé dans son ouvrage *The Making of the Arab-Israeli conflict 1947-1951*, Londres 1992.

De nombreux ouvrages d'historiens israéliens ont depuis plus de 15 ans, sur la base des archives israéliennes, battu en brèche la version officialiste : Benny Morris, *1948 and After* :

*Israel and the Palestinians*, Oxford 1994, Tom Segev, *1949: the First Israelis*, New-York 1986 ; Simha Flapan, *The Births of Israel: Myth and Realities*, New York 1987. Cela n'empêche pas la version homologuée de s'imposer encore en Israël et d'être ravivée aujourd'hui, à des fins évidentes.

L'intervention d'Illan Pappé nécessite quelques points de repère sommaires. Entre mars et mai 1948 – fin du mandat britannique – une première vague d'expulsions de Palestiniens, très importante, est accomplie. Le 15 mai, est proclamé l'Etat d'Israël. A la même date, les armées irakienne, syrienne, libanaise, transjordanienne et égyptienne pénètrent en Palestine. Dès le 20 mai, les Nations unies interviennent comme médiateur. Au cours des mois allant de mai à décembre 1948 (janvier 1949 : fin des hostilités et armistice), plus de la moitié de la population arabe résidant en Palestine est contrainte de quitter sa terre, de s'enfuir. En 1949, une minorité restreinte des Arabes palestiniens peuvent rester en Israël, qui contrôle alors 77 % des territoires de la Palestine qui avait été mise sous mandat britannique par la Société des Nations (SDN) le 24 juillet 1922. Au terme de cette première guerre israélo-arabe, la Jordanie prend le contrôle des zones à l'ouest du Jourdain (Cisjordanie) et l'Egypte poursuit son administration de la bande de Gaza, qui jouxte sa frontière.

Souvent, les récits historiques se limitent à mettre en lumière les affrontements postérieurs au 15 mai 1948. Or, depuis novembre 1947 – soit depuis l'adoption de la résolution 181 de l'assemblée générale des Nations unies envisageant une partition de la Palestine entre un Etat arabe et un Etat juif (cf. notes) – les affrontements militaires se développèrent et, entre mars et mai 1948, la supériorité des forces armées sionistes fut manifeste. C'est à cette occasion que se produisit la première vague d'expulsion d'Arabes de Palestine. En 1946, la Palestine comptait 1 340 000 Arabes et la population juive s'élevait à 602 000 (Justin Mccarty, *The Population of Palestine : Population Statistics of the late Ottoman Period and the Mandate*, New York 1990). Ce premier exode forcé des Palestiniens concerne à peu près la moitié du total des réfugiés palestiniens, dont le nombre le plus probable s'élève à 700 000. Cet exode toucha aussi bien la popu-



Sharon et ses gardes du corps, lors de sa visite sur l'esplanade des Mosquées, le 28 septembre 2000.



Manifestants arabes face à un soldat britannique, 1937.

l'ation urbaine que rurale ; dans les zones rurales, depuis des dizaines d'années, s'était développée une politique du mouvement sioniste pour le contrôle des terres et des lieux stratégiques, ce qui a joué un rôle important en 1948. En 1949, 400 villages palestiniens sur 500 sont aux mains des Israéliens (voir sur le site [www.alencontre.ch](http://www.alencontre.ch) l'article de Tom Segev sur les villages « disparus », rubrique Palestine).

La communauté juive de Palestine – le Yishouv – disposait d'une force politico-militaire supérieure ; même si l'impression qu'existait une force arabe massive peut sembler être justifiée. Toutefois, il faut prendre en compte l'histoire de la colonisation de la Palestine. Le mandat de la SDN reconnaissait aux juifs le « droit à un foyer national » et donnait à l'Agence juive un statut d'organisme public reconnu devant faciliter, avec l'Administration coloniale, l'établissement de ce foyer. Il y avait reconnaissance, là, d'un droit à une nation. Par contre, les Arabes palestiniens sont « fondus » dans une « communauté non juive », même s'ils constituent le 90 % de la population. Ainsi était consacré un statut inférieur que les diverses propositions de la Grande-Bretagne (en 1939) n'effacèrent jamais. De l'autre côté, la politique des notables palestiniens, entraînés, dans le cadre de l'empire ottoman, à une politique de négociations leur assurant des privilèges, ne va pas renforcer la capacité de leadership des Arabes palestiniens. Le soulèvement arabe de 1936-1939 sera écrasé brutalement par les Britanniques (avec des milliers de morts et d'arrestations), ce qui va peser sur le futur des Arabes palestiniens. Durant ces années, alors que l'émigration juive s'accélère à nouveau sous les effets de la répression antisémite du régime nazi, s'opère un renforcement des positions économiques du Yishouv. Cela ira conjointement avec une consolidation de ses forces militaires, des groupes d'action terroriste. C'est dans ce sillage qu'il faut placer 1948, alors que l'honneur de la *Shoah* s'atteste (publiquement) et que les Etats-Unis comme l'Union soviétique soutiennent les forces « israéliennes ».

Illan Pappé\*

Je suis venu ici afin de présenter le récit global de l'histoire de l'expulsion et du nettoyage ethnique des Palestiniens en 1948, la *naqba*, ainsi que sa pertinence pour un programme présent et à venir de paix en Palestine.

Pour les Israéliens, 1948 représente une année durant laquelle se sont produites deux choses qui se contredisent l'une l'autre. D'un côté, c'est le point culminant des aspirations juives à avoir un Etat, ou à réaliser le vieux rêve de retourner dans une patrie, après ce qui est considéré comme un exil de 2000 ans. En d'autres termes, 1948 a été considéré comme un événement miraculeux, qui ne peut être qualifié qu'avec des adjectifs positifs et dont on ne peut parler, ou se souvenir, que comme un événement particulièrement enthousiasmant. D'un autre côté, 1948 a représenté le pire chapitre de l'histoire juive. En 1948, les Juifs ont fait en Palestine ce que des Juifs n'avaient jamais fait, nulle part ailleurs, au cours des 2000 ans précédents. Ainsi, le pire et le plus glorieux ont convergé en un seul événement. Ce que la mémoire collective israélienne a fait, c'est d'effacer un côté de l'histoire, de manière à ne coexister et à ne vivre qu'avec le côté glorieux. C'est un mécanisme qui s'est mis en place pour résoudre une tension impossible entre deux mémoires collectives.

Dans la mesure où un grand nombre de personnes qui vivent aujourd'hui en Israël ont vécu les événements de 1948, ceux-ci ne constituent pas un *souvenir* éloigné. Ce n'est pas le génocide des indigènes américains aux Etats-Unis. Les gens savent exactement ce qu'ils ont fait, et ce que d'autres ont fait. Ils *parviennent* néanmoins à effacer cela totalement de leur mémoire, en même temps qu'ils combattent *avec rigueur* toute personne tentant de présenter, en Israël ou ailleurs, l'autre histoire, désagréable, de 1948. Si vous consultez des manuels d'histoire israéliens, des programmes d'études, les médias ou des discours politiques, vous verrez comment ce chapitre de l'histoire juive – un chapitre fait d'expulsions, de colonisation, de massacres, de viols et d'incendies de villages

– est totalement absent. Il n'est pas là. Il est remplacé par un chapitre fait d'héroïsme, de campagnes glorieuses, de récits ahurissants de courage moral et de supériorité, inouïs dans quelque autre histoire de la libération d'un peuple au XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, chaque fois que je parle du nettoyage ethnique de la Palestine en 1948, nous devons nous souvenir que ce ne sont pas seulement les termes de « nettoyage ethnique » ou d'« expulsion » qui sont totalement étrangers à la communauté et à la société d'où je viens et où j'ai grandi. C'est l'histoire même de cet épisode qui est soit dénaturée, soit totalement absente, dans le souvenir des gens.

### La stratégie des dirigeants sionistes : colonisation et expulsion

Lorsque vous commencez à lire les journaux des dirigeants du mouvement sioniste, et que vous faites des recherches sur leurs idéologies ainsi que sur leurs évolutions idéologiques depuis la conception du mouvement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, vous remarquez que, dès le tout début, ils ont conscience du fait que l'aspiration à un Etat juif en Palestine se heurte à la réalité d'une population indigène vivant sur la terre de Palestine depuis des siècles et dont les aspirations contredisent le plan sioniste pour le pays et ses habitants. Les pères du sionisme connaissaient l'existence d'une société et d'une culture locale en Palestine, avant même que les premiers colons n'y posent le pied.

Deux moyens ont été mis en œuvre pour modifier la réalité en Palestine et imposer la vision sioniste de la réalité locale : la dépossession de la population indigène des terres et le repeuplement de ces dernières par de nouveaux venus, c'est-à-dire la colonisation et l'expulsion. C'est un mouvement qui n'avait pas encore gagné une légitimité régionale ou internationale qui a porté l'effort de colonisation. Il a dû, par conséquent, acheter la terre et créer des enclaves au milieu de la population indigène. L'Empire britannique a été d'une grande aide pour permettre à ce projet de devenir réalité. Cependant, dès le début de la stratégie sioniste, les dirigeants du mouvement savaient que la colonisation constituait

«... un chapitre fait d'héroïsme, de campagnes glorieuses, de récits ahurissants de courage moral et de supériorité...»

un processus très long et mesuré, qui pourrait ne pas être suffisant pour révolutionner la réalité et imposer leur propre vision. Pour cela, vous avez besoin de quelque chose de plus puissant. David Ben Gourion<sup>1</sup>, dirigeant de la communauté juive dans les années 1930, puis premier Premier ministre d'Israël, signale plus d'une fois que, [pour imposer votre vision des choses dans la réalité], vous avez besoin de ce qu'il appelle des «conditions révolutionnaires». Il entendait par là une situation de guerre, une période de changement de gouvernement, l'aube entre une époque ancienne et le début d'une nouvelle. Il n'est pas surprenant de lire dans la presse israélienne d'aujourd'hui qu'Ariel Sharon pense qu'il est le nouveau Ben Gourion et qu'il est sur le point de conduire son peuple vers un nouveau moment révolutionnaire – la guerre contre l'Irak. Moment durant lequel les expulsions, et non plus un accord politique, pourront à nouveau être mises en œuvre afin de mener à terme le processus, entamé en 1882, de désarabisation de la Palestine et de sa judaïsation.

Vers la fin du Mandat britannique, le besoin s'est fait sentir de transformer en un plan concret ces idées plutôt théoriques et abstraites à propos de l'expulsion des Palestiniens. J'écris depuis 1980 au sujet de ce qui s'est passé en 1948. Durant la plus grande partie de ces années, je me suis intéressé à une question: y avait-il, ou non, un plan sioniste préconçu pour expulser les Palestiniens en 1948? J'ai finalement réalisé – dans une grande mesure suite à ce que j'ai appris ces deux dernières années – que cette question ne permettait pas le bon angle d'approche: ni pour la recherche académique, ni pour une tentative de compréhension plus ample de ce qui s'est passé à l'époque. Ce qui est beaucoup plus important pour un nettoyage ethnique, c'est la formulation d'une communauté idéologique, dans laquelle chaque membre de la communauté, qu'il soit un vétéran ou un nouveau venu, ne sait que trop bien qu'il doit contribuer à une solution indiscutée: la seule manière de réaliser le rêve sioniste est de vider la terre de ses habitants indigènes.

### Derrière la Naqba de 1948 : l'endoctrinement idéologique de masse

Les plans préconçus ne sont pas l'élément le plus important pour vous préparer à une période marquée par une conjoncture révolutionnaire ou à l'établissement de plans concrets pour pratiquement mettre en œuvre l'idée d'expulsion. Vous avez besoin de quelque chose d'autre. Vous avez besoin d'une atmosphère, de personnes endoctrinées. Vous avez besoin de chefs qui, à tous les niveaux de la chaîne de commandement, sachent que faire le moment venu, même s'ils ne reçoivent pas d'ordres explicites. L'essentiel de la préparation d'avant 1948 n'a pas porté sur la mise au point d'un plan (bien que je pense qu'un tel plan existait). Les commandants étaient occupés à réunir des renseignements sur chaque village palestinien, afin de permettre aux chefs, à tous les niveaux des groupes armés juifs de connaître la richesse de chaque village, son importance d'un point de vue militaire, etc. Munis de telles informations, ces chefs étaient aussi avertis de ce qui était attendu d'eux de la part des hommes au sommet de la pyramide juive en Palestine: David Ben Gourion et ses collègues. Ces dirigeants voulaient seulement savoir dans quelle mesure chaque opération contribuait à la judaïsation de la Palestine, et ils ont très clairement fait savoir que cela ne leur importait pas de savoir comment cela serait fait. Le plan d'expulsion a fonctionné sans secousse justement parce qu'il n'y avait pas besoin d'une chaîne de commandement systématique, vérifiant si le plan établi était totalement mis en œuvre. Toute personne qui a fait des recherches sur des opérations de nettoyage ethnique durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle sait que c'est exactement de cette manière qu'est réalisé un nettoyage ethnique: en créant une sorte de système d'éducation et d'endoctrinement garantissant que tout soldat, tout commandant, toute personne, avec sa responsabilité individuelle, sache exactement quoi faire lorsqu'il entre dans un village, même s'il n'a pas reçu d'ordre spécifique d'en expulser les habitants.



Très récemment, suite à la lecture de témoignages de Palestiniens, mais également de soldats israéliens, il est devenu clair pour moi que l'existence d'un plan préconçu, bien qu'elle soit en tant que telle significative, perdait de son importance en comparaison de toute la machinerie d'endoctrinement d'une communauté. En 1948, la population de la Yishouva [la communauté sioniste d'avant 1948] était d'un peu plus d'un demi-million d'habitants; avant 1948, elle était même moins importante. Celles et ceux qui avaient alors un rôle actif dans les activités militaires de leur communauté savaient précisément ce qu'ils avaient à faire le moment venu, et pas avant.

Il faut cependant rappeler que le plan d'expulsion n'a pas seulement été un succès à cause de l'endoctrinement idéologique. Il a été mis en œuvre sous les yeux des Nations unies, qui s'étaient engagées, avec la résolution 181<sup>e</sup> adoptée par son Assemblée générale, à assurer la sécurité et le bien-être des «nettoyés». L'ONU devait protéger la vie des Palestiniens censés vivre dans les zones attribuées à l'Etat juif: ils devaient représenter près de la moitié de la population de ce futur Etat. Des 900 000 Palestiniens vivant dans ces zones ainsi que dans d'autres territoires attribués aux pays arabes voisins et occupés par Israël, seuls 100 000 sont restés. Alors même que l'ONU était déjà responsable de la Palestine, une opération d'expulsion massive a été réalisée en un très bref laps de temps.

Bien que tant d'entre nous travaillons sur ce sujet comme historiens professionnels, nous devons encore nous faire raconter les récits les plus horribles de

1948. Nous n'avons pas parlé des viols. Nous n'avons pas parlé des 30 ou 40 massacres que l'historiographie populaire mentionne. Nous n'avons pas encore décidé comment qualifier l'assassinat systématique de plusieurs personnes dans chaque village, afin de créer la panique devant provoquer l'exode. Est-ce un massacre lorsque cela est répété systématiquement dans chaque village ? Il est tout à fait possible que certains épisodes ne seront jamais révélés ; pour beaucoup d'entre eux, cela ne dépend pas des archives, mais de la mémoire de personnes que, chaque jour, nous perdons un peu en tant que témoins essentiels. Il n'y avait pas d'ordres spécifiques écrits, seulement une atmosphère qu'il faut reconstruire. On peut retrouver un aperçu de cette atmosphère dans la bibliothèque de presque toutes les maisons en Israël : dans les livres officiels qui glorifient l'armée israélienne et ses activités en 1948. Si vous savez les lire, vous pouvez voir comment les Palestiniens ont été déshumanisés à un tel niveau qu'il était possible de compter sur les troupes, *et* que ces dernières sauraient quoi faire.

### Les dirigeants israéliens et palestiniens acceptent le jeu américain : réduire physiquement et moralement la Palestine

Noam Chomsky avait raison dans son analyse lorsqu'il constatait que nous, en Palestine / Israël et au Moyen-Orient dans son ensemble, nous jouons avec empressement le jeu américain, depuis que les États-Unis ont décidé de prendre un rôle actif dans le processus de paix, d'abord avec le plan Rogers<sup>3</sup> en 1969, puis avec les initiatives Kissinger. Depuis lors, l'agenda de la paix a été un jeu américain. Les Américains ont inventé le concept de « processus de paix », où le processus est beaucoup plus important que la paix. Les États-Unis ont des intérêts contradictoires au Moyen-Orient. Ils protègent certains régimes dans la région qui préservent les intérêts américains (d'où, occasionnellement, quelques déclarations au sujet de la cause palestinienne), tout en ayant un engagement vis-à-vis d'Israël. Afin de ne pas se retrouver à devoir faire face à ces

deux agendas contradictoires, il est préférable d'avoir un processus en cours, qui n'est ni la paix ni la guerre, mais quelque chose que vous pouvez décrire comme un authentique effort américain pour réconcilier les deux parties – et que dieu nous garde que cette réconciliation n'aboutisse ! Nous avons joué ce jeu non seulement parce que les Américains l'ont inventé, mais aussi parce que le camp de la paix israélien a adopté comme principale stratégie le remplacement de la paix par un « processus de paix ». Lorsque le camp de la paix de la partie la plus forte, dans le rapport local des forces, accepte cette interprétation, alors le monde entier en fait de même.

Un tel processus, qui peut et qui doit se poursuivre éternellement, encadré par la seule superpuissance et soutenu par le camp de la paix de la partie la plus forte au conflit, est présenté comme étant la paix. Une des meilleures manières d'empêcher que le processus n'aboutisse est d'éviter toutes les questions en suspens et qui sont au cœur du problème. C'est de cette manière qu'il a été possible d'effacer les événements de 1948 d'un agenda pour la paix et de se focaliser sur ce qui s'est passé en 1967. La question en suspens est ainsi devenue les territoires occupés par Israël durant la guerre de 1967. La formule de « territoires [échangés] pour la paix » a été inventée simultanément à Tel-Aviv, Londres, Paris et New York pour la résolution 242<sup>4</sup> des Nations unies. Elle est composée d'une variable très concrète – environ 20 % de la Palestine, tout en oubliant de la formule les 80 % restants – juxtaposée à la « paix », qui est en fait un processus de paix sans fin. Un processus qui n'a pas été conçu pour apporter une solution, sans même parler de réconciliation. En échange d'un tel processus de paix, les Palestiniens seraient autorisés à parler d'une entité politique sur 20 % de la Palestine et peut-être même à construire progressivement une telle entité.

En 1988 [après l'acceptation par le Conseil national palestinien, à Alger, de la résolution 242 des Nations unies] et en 1993 [avec les accords d'Oslo], même la direction palestinienne s'est jointe à ce jeu. Il n'est donc pas étonnant qu'après Oslo ceux qui font la politique

américaine aient pensé qu'ils pouvaient boucler l'ensemble de l'affaire. Ils avaient les dirigeants palestiniens et israéliens qui acceptaient les règles du jeu américain. C'était le début du processus, qui a culminé avec « l'offre la plus généreuse jamais faite par Israël pour la paix », lors du sommet de Camp David durant l'été 2000. Si ce processus s'était conclu avec succès, l'histoire n'aurait alors pas seulement été le témoin de l'expulsion en 1948 des Palestiniens de leur patrie, mais également de l'éradication de notre mémoire collective des réfugiés, de même que de la minorité palestinienne en Israël, et peut-être même de la Palestine en tant que telle.

C'est un processus d'élimination qui a fonctionné dans une certaine mesure, jusqu'au deuxième soulèvement. Je me demande ce qui se serait passé si la deuxième Intifada n'avait pas éclaté. Si la direction palestinienne avait continué de participer à ce stratagème visant à réduire physiquement et moralement la Palestine, cela aurait fonctionné. La seconde Intifada a essayé de stopper cela. Nous ne savons pas si elle y parviendra.

### Agenda pour la paix, alors que pèse la menace de transferts

Le problème pour nous, militants pour la paix, est que toute pression coordonnée sur Israël pour stopper ses plans peut, de manière insensée, conduire les Israéliens à justement accélérer leurs plans pour effacer la Palestine, c'est-à-dire à considérer que les circonstances révolutionnaires sont arrivées. C'est ma plus grande crainte pour la seconde Intifada. Je la soutiens totalement et je la considère comme un mouvement populaire déterminé à bloquer un processus de paix qui aurait eu pour conséquence de détruire la Palestine une fois pour toutes. Le soulèvement palestinien et, s'y ajoutant certainement, la guerre à venir contre l'Irak ont produit dans les esprits israéliens – de tous bords, et pas seulement dans les cercles du camp de la droite – l'idée que « nous avons atteint un autre moment imprévu de l'histoire, où des conditions révolutionnaires se sont mises en place pour résoudre de

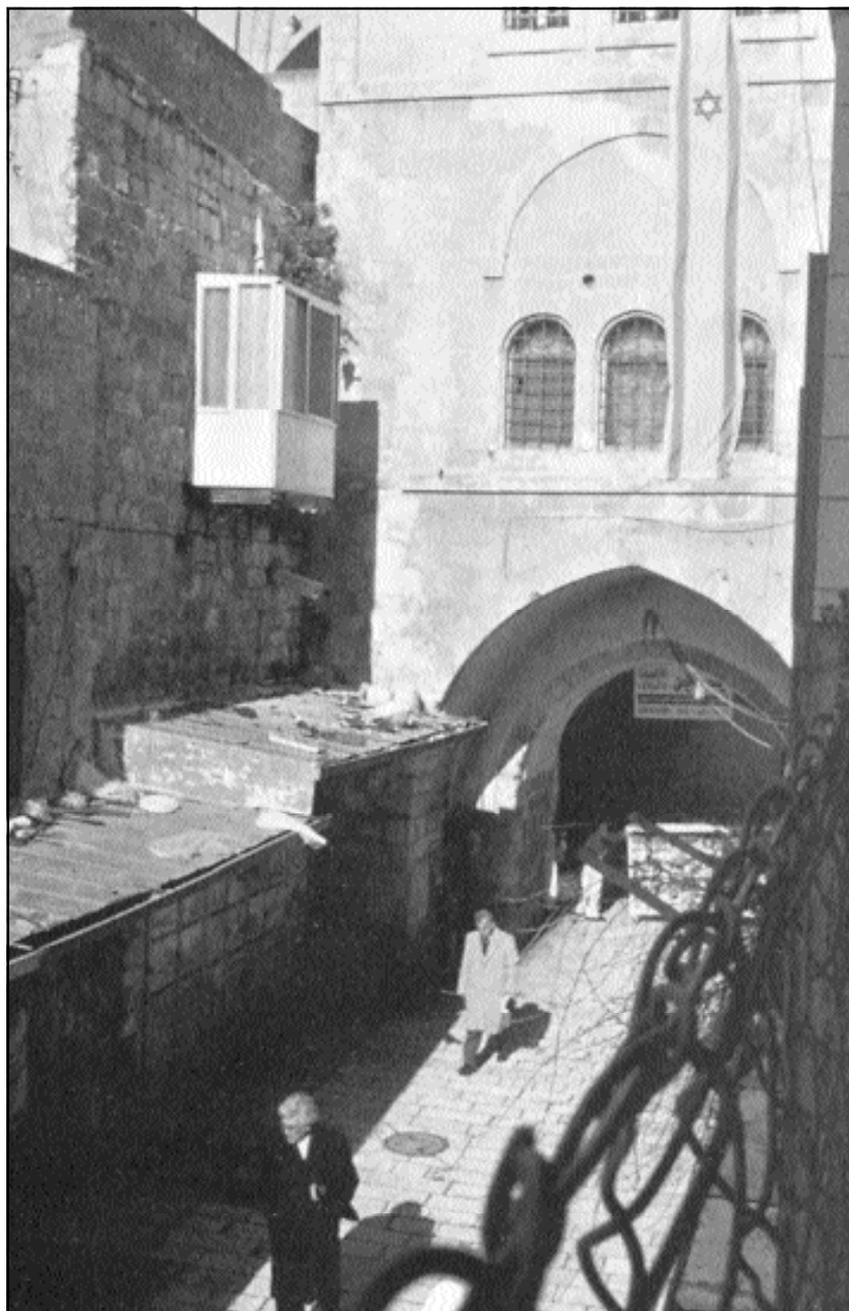
La maison de Sharon, en plein quartier arabe de Jérusalem.

manière définitive la question de la Palestine». On discute de cela en Israël. Le discours sur le transfert et les expulsions, qui était employé par l'extrême droite, est désormais de «bon ton» au centre. Des professeurs d'université reconnus en parlent et écrivent à ce sujet. Des politiciens du centre prêchent dans ce sens. Des officiers de l'armée ne sont que trop contents de glisser dans des interviews que, vraiment, si une guerre devait commencer contre l'Irak, la question du transfert devrait alors être mise à l'ordre du jour.

Cela m'amène à trois questions essentielles à mes yeux pour quiconque est engagé à soutenir la paix en Israël et en Palestine, trois questions qui exigent des réponses, à défaut de quoi nous risquons de «manquer le train».

La première question est la plus urgente: nous devons tous prendre très au sérieux le danger d'une répétition du nettoyage ethnique de 1948. Ce n'est pas céder à la paranoïa de faire, comme je le fais, un lien direct – et non pas indirect – entre la guerre contre l'Irak et la possibilité d'une seconde *Naqba*. Prenez cela au sérieux, croyez-moi. Les dirigeants israéliens ont une interprétation de la situation actuelle qui les amène à se dire: «Nous avons carte blanche des Américains. Les Américains ne vont pas seulement nous permettre de nettoyer la Palestine une fois pour toutes, ils vont même aider à créer la fenêtre d'opportunité permettant de mettre en œuvre notre plan. Nous serons condamnés par le monde; mais cela ne durera pas et cela sera en fin de compte oublié. C'est une rare occasion à saisir pour «résoudre» le problème.»

La deuxième question est la plus immédiate: c'est celle de la fin de l'occupation. Nous devons être très attentifs à ce que signifie le fait d'adopter le plan américain pour une solution avec deux Etats, un plan qui est repris par le mouvement israélien *Peace now* [La Paix maintenant!] mais également, je suis désolé de devoir le dire, par l'Autorité israélienne. Car, aujourd'hui, la solution de deux Etats n'est pas la fin de l'occupation, mais une manière de la poursuivre sous une autre forme. Elle est censée mettre un terme au conflit tout en n'ap-



portant aucune réponse à la question des réfugiés et en abandonnant complètement la minorité palestinienne en Israël. Quiconque n'a pas appris cela après les Accords d'Oslo a un problème de compréhension et d'interprétation de la réalité. Nous devons nous assurer que l'idée de paix n'est pas prise en otage par des gens qui cherchent des manières indirectes de prolonger la situation actuelle en Palestine. Cela n'est pas facile parce que les médias occidentaux ont intégré dans leur vocabulaire dominant l'idée que quiconque veut se présenter comme agissant pour la paix, ou la défendant, doit parler d'une solution avec deux Etats.

Ce n'est que lorsque l'occupation aura pris fin que nous pourrons parler de ce que cela entraîne. Alors nous pourrons parler de la structure politique la plus

adéquate pour éviter une réoccupation de la Cisjordanie et de Gaza. Mais il doit être clair que la structure politique nécessaire pour mettre un terme au conflit sera différente. Cette dernière doit nous permettre de mettre un terme à l'exil des Palestiniens ainsi qu'à la politique d'apartheid menée à l'encontre des Palestiniens vivant à l'intérieur d'Israël. Nous devons être certains de ne pas nous laisser enfermés dans le même cul-de-sac où Yasser Arafat s'est retrouvé à Camp David, lorsqu'il a été confronté à l'exigence de mettre un signe d'égalité entre la fin de l'occupation (qui n'était en fait même pas la fin de l'occupation) et la fin du conflit.

Finalement, et c'est la troisième question, nous devons réfléchir à comment concevoir des plans concrets pour

rendre possible le droit au retour pour les réfugiés palestiniens et pour mettre fin aux discriminations à l'encontre des Palestiniens en Israël. Ce sont les deux piliers d'un accord global et ils doivent être précisés. Je pense qu'il est relativement clair que nous n'avons pas fait ce travail jusqu'à maintenant. Nous en restons à des slogans des années 1960 en faveur d'un Etat démocratique et laïque. Ces slogans doivent être adaptés à la réalité de 2002. Ce que nous entendions dans les années 1960 avec un Etat démocratique et laïque est une vision possible pour un futur lointain. Le fait de nous concentrer sur les questions urgentes et immédiates ne doit pas nous détourner de la nécessité de réfléchir à des stratégies à long terme. Les gens ont besoin d'entendre de notre part des plans concrets, même s'ils apparaissent utopiques compte tenu de la situation actuelle sur le terrain. C'est une entreprise difficile, qui implique de créer une culture et des structures politiques qui

corrigeront les maux passés, et qui éviteraient une nouvelle catastrophe, mais également qui ne nous infligent pas d'autres maux et qui ne remplacent pas le mal passé par un nouveau. Nous n'appelons pas à l'expulsion des Juifs. Nous voulons le droit au retour. Nous voulons des droits égaux pour les citoyens palestiniens.

Je pense que bon nombre d'entre nous qui réfléchissons sur le long terme souhaiteraient voir la mise en place d'un seul Etat, ou d'une structure politique ne comprenant qu'un seul Etat. Mais il n'est pas possible de propager de telles perspectives en se contentant de recourir, de « bonnes idées » ou de slogans. Nous avons besoin d'une présentation très sérieuse et détaillée de cette solution, si nous voulons convaincre les gens de sa faisabilité.

J'aimerais terminer en revenant là où j'ai commencé. Dans la mémoire collective israélienne, il y a deux 1948 : l'un est

totallement effacé, l'autre est totallement glorifié. Mais il y a une jeune génération en Israël – j'ai de nombreuses occasions de rencontrer des auditoires de jeunes – qui pourrait avoir dans le futur le potentiel de regarder différemment la réalité. Le fait qu'il existe des générations de jeunes personnes, qui sont fondamentalement disposées à écouter des principes universels, offre la possibilité de rompre le miroir et de leur montrer ce qui s'est réellement passé en 1948, et ce qui se passe en 2002.

Je pense que nous pourrions en fin de compte trouver des partenaires, même pour nos rêves les plus fous, afin de définir à quoi une solution devrait ressembler. Le problème est évidemment que, pendant que nous faisons cela – éduquer, diffuser de l'information, etc. –, le gouvernement israélien est en train de préparer une opération très rapide et sanglante. Si elle aboutit, nos meilleurs rêves comme nos énergies seront perdus. ■

1. David Ben Gourion, de son vrai nom David Grin. Né en Pologne le 16 octobre 1886, décédé le 1<sup>er</sup> décembre 1973. Fils d'un des fondateurs « Amants de Sion » (*Hovevei Zion*), qui organisent une immigration juive en Palestine, avant même la constitution du mouvement sioniste par Théodore Herzl, en 1897 à Bâle. David Grin adhère en 1905 au mouvement sioniste socialiste *Poalei Zion* (*Le travailleur de Sion*). Il émigre en Palestine en 1906. Rédacteur dès 1910 au journal socialiste *Ahdout* (l'Unité) – il prend alors le nom de plume de Ben Gourion, du nom du chef du gouvernement juif indépendant à l'époque de la révolte contre Rome – il occupe progressivement une place centrale dans les institutions du mouvement ouvrier sioniste en Palestine : secrétaire général de la confédération syndicale *Histadrout* dès 1921, secrétaire général du *Mapai*, le Parti unifié des ouvriers d'Eretz Israël [le Parti travailliste] dès 1929. En 1935, il devient président de l'exécutif sioniste. Il dirige de fait la communauté juive en Palestine durant la Seconde Guerre mondiale et

la période qui précède la création d'Israël. Il proclame l'indépendance d'Israël le 14 mai 1948. Il sera premier ministre d'Israël entre 1948 et 1953, puis de 1955 à 1963.

2. La résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies a été votée le 29 novembre 1947. Elle décide le partage de la Palestine en un Etat juif, un Etat arabe et une zone « sous régime international particulier » (Jérusalem et Bethléem en particulier). La résolution prévoyait 14 000 km<sup>2</sup> pour un Etat juif peuplé de 558 000 Juifs et 405 000 Arabes et 11 500 km<sup>2</sup> pour un Etat arabe peuplé de 804 000 Arabes et 100 000 Juifs. Une union économique, avec des infrastructures communes (ports, chemins de fer, postes, monnaie) était censée réunir ces deux Etats et la zone internationale. Ce partage n'a pas été accepté par les représentants palestiniens et des Etats arabes voisins. Il a été modifié dans les faits par Israël en sa faveur durant la première guerre israélo-palestinienne en 1948-1949. Quant à l'Etat arabe, il n'a pas vu le jour : la Cisjordanie a été annexée par le royaume hachémite de

Transjordanie – qui avait un accord tacite à ce sujet avec les représentants de la communauté juive en Palestine – pour former la Jordanie ; la bande de Gaza a été annexée par l'Egypte.

3. Fin 1969, alors que le long des lignes de front résultant de la guerre des Six Jours (juin 1967), le long du canal de Suez notamment, les affrontements israélo-égyptiens se multiplient, avec en particulier pour enjeu l'installation de batteries antiaériennes soviétiques Sam du côté égyptien, le secrétaire d'Etat américain William Rogers (présidence Nixon) présente le 9 décembre 1969 un « plan » ayant pour pilier un cessez-le-feu, une reconnaissance par toutes les parties de la résolution 242 des Nations unies et l'engagement à négocier sous les auspices d'un représentant de l'ONU. Cela aboutira le 7 août 1970 à un cessez-le-feu israélo-égyptien.

4. La résolution 242, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies le 22 novembre 1967, six mois après la guerre des Six Jours, « exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient ». Elle demande

pour cela « le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés pendant le récent conflit » et le « respect et reconnaissance de la souveraineté de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et leur droit à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues ». Après la guerre du Kippour, en octobre 1973, la résolution 338, adoptée le 22 octobre 1973, réaffirmera la validité de la résolution 242, tout en appelant à un cessez-le-feu et à l'ouverture de négociations pour une « paix juste et durable » au Moyen-Orient. A la résolution 181, déjà mentionnée, il faut encore ajouter un autre document des Nations unies essentiel pour le conflit israélo-palestinien : la résolution 194 adoptée le 11 décembre 1948 par l'Assemblée générale. Elle déclare « qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers... »

# Le militarisme, la guerre et la crise du capitalisme

La préparation politique et militaire d'une guerre contre l'Irak, dont le but sera l'établissement d'un protectorat américain dans ce pays, a vu la publication par l'administration Bush d'un document intitulé « La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique ». Il fait suite au rapport publié en juin 2000 par la Commission du Congrès sur les intérêts nationaux américains, dont Condoleezza Rice, aujourd'hui conseillère à la sécurité nationale dans le cabinet de George W. Bush et principal auteur du nouveau document, était déjà membre. Claude Serfati analyse le nouveau document en le replaçant dans le contexte de rebondissement de la crise capitaliste. – Réd.

Claude Serfati\*



Plusieurs économistes travaillant pour des banques françaises ont noté que la récession qui a touché les Etats-Unis plusieurs mois avant le 11 septembre 2001 présente certaines des formes des crises qui ont été analysées par Marx<sup>1</sup>. La suraccumulation de capital industriel<sup>2</sup> s'est produite dans l'euphorie de la « nouvelle économie ». Elle a été alimentée par une formidable hausse du crédit et de l'endettement qui ont nourri à la fois l'investissement des entreprises et la consommation des ménages. La suraccumulation du capital s'est traduite par une baisse du taux de rentabilité du capital investi dans la production.

Toutefois, Marx considérait que les crises dont il faisait l'analyse n'étaient pas simplement un « point bas » dans une évolution cyclique du capitalisme. Elles reflétaient l'impasse d'un mode de production dont la perpétuation ne pouvait que conduire l'humanité à la catastrophe. La mondialisation du capital n'a pas eu pour conséquence une expansion du capitalisme comprise comme un élargissement de la reproduction des richesses à l'échelle planétaire, mais un accroissement des prédatations opérées par le capital, dont les

« droits de propriété » (sur des actifs financiers) lui permettent de percevoir des revenus financiers aussi bien que de s'approprier les processus du vivant. « *On ne produit pas trop de subsistance proportionnellement à la population existante. On en produit trop peu pour satisfaire décentement et humainement la masse de la population.* »<sup>3</sup>

C'est cette contradiction que la mondialisation du capital a portée à un niveau inégalé, écrasant la plupart des pays d'Afrique et emportant au cours de la décennie 1990 les pays « émergents » d'Asie et d'Amérique latine dans la crise. C'est cette contradiction qui s'exprime aujourd'hui aux Etats-Unis et qui exigera, pour être surmontée, un ensemble de mesures qui frapperont non seulement les salariés américains, mais accentueront la menace sur les conditions de reproduction des classes sociales exploitées et les populations opprimées, et, pour des fractions importantes, l'existence même (ce que l'on constate dans certaines régions de ladite périphérie, en Afrique, en Asie et ailleurs).

## La crise économique au cœur de l'impérialisme dominant

Il est nécessaire de remettre en perspective la situation actuelle de l'économie américaine. A la suite de la crise écono-

mique qui a éclaté en 1973, la décennie 1980 a été marquée par un changement radical de rapport de force entre le capital et le travail. Le capital, adossé aux politiques néolibérales, a imposé une élévation considérable du taux d'exploitation de la main-d'œuvre, grâce à des taux de chômage élevés et une progression de la flexibilité et de la précarisation, en particulier celle des jeunes. On a vu resurgir dans les pays de l'Union européenne (et pas seulement en Grande-Bretagne), dirigés par des gouvernements de « droite » ou de « gauche », des fléaux qui rappelaient ceux des années 1930 (souples populaires, sans-abri, maladies dues aux carences alimentaires et aux manques de ressources pour aller chez le médecin ou le dentiste). La décennie 1980 témoignait déjà du coût, pour les exploités, du maintien de la domination du capital.

L'effondrement des régimes bureaucratiques d'URSS et des pays d'Europe centrale et orientale au début de la décennie 1990 s'est produit alors que les économies des Etats-Unis et de l'Union européenne étaient confrontées à une récession économique majeure. Aux Etats-Unis, cette récession avait été aggravée par le krach boursier d'octobre 1987 – au cours duquel les valeurs des actions de Wall Street avaient plus bais-

\* Claude Serfati est l'auteur de *La mondialisation armée, Le déséquilibre de la terreur*, Collection La Discorde, Editions Textuel, 2001. Il participe au comité de rédaction de la revue *Carré Rouge*.

sé que lors du «jeudi noir» de 1929 –, puis par la faillite des caisses d'épargne (Saving & Loans) dont le sauvetage a coûté 150 milliards de dollars payés par les contribuables américains.

A ce moment, les faits (déficits commerciaux, endettement extérieur) et les analyses concordent : les Etats-Unis sortaient de la décennie 1980 dans une position économique nettement détériorée face à leurs concurrents les plus proches (Allemagne, Japon). La récession commencée fin 1989 n'était pas terminée lorsque la guerre contre l'Irak a été décidée par G. Bush Senior. Cette décision visait à confirmer aux yeux de tous, y compris des alliés européens, que l'ère du partage du monde avec l'URSS était close, et que les règles (par exemple vis-à-vis de l'ONU) avaient changé. Elle avait été préparée par des interventions militaires qui cherchaient à en finir avec le «syndrome vietnamien» et qui étaient montées en puissance au cours de la décennie (Grenade, 1983; Libye, 1986; golfe Persique en soutien à Saddam Hussein dans la guerre contre l'Irak, 1986-1987; Panama, 1989-1990). Etape majeure dans la confirmation de la posture impérialiste des Etats-Unis, la guerre contre l'Irak (1990-1991) signalait que ses dirigeants utiliseraient la force armée pour imposer et élargir la domination du capital américain.

Quelques mois après la fin de la guerre, l'économie des Etats-Unis a connu une forte croissance. Puis, l'«exubérance irrationnelle» signalée par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale (Fed), en 1996, n'a pas seulement frappé les «marchés financiers», elle a envahi la pensée économique dominante, qui a vu l'émergence d'une «nouvelle économie» d'où seraient éliminés tous les maux engendrés par le capitalisme : chômage, inflation, crises, et bien plus encore. L'économie des Etats-Unis dispose à l'évidence d'atouts sur le plan intérieur, mais la forte croissance des années 1990 s'explique d'abord par la place absolument dominante que ce pays occupe sur le plan international et par l'usage économique et militaire qu'il en fait. La dette extérieure des Etats-Unis est passée de

200 milliards de dollars en 1990 à 2700 milliards en 1999.

Les titres de la dette publique ont nourri l'activité des marchés financiers américains, et les ont mis, compte tenu du statut des Etats-Unis, au centre de l'accumulation du capital rentier en quête de placements moins incertains et risqués que sur toute autre place de la planète. Mais cette mécanique fait également des places américaines un endroit vulnérable en raison de l'immense édifice de créances, d'obligations et d'actions qui s'est constitué dans les années 1990.

Le premier pilier de ce fragile édifice est constitué par les prêts étrangers qui financent l'énorme dette extérieure. Or, la défiance qui s'installe dans le comportement des créanciers étrangers quant à la capacité de l'économie américaine à pouvoir surmonter la crise actuelle s'ajoute à la crise profonde que les créanciers étrangers<sup>4</sup>, à commencer par les Japonais, connaissent également.

Le deuxième pilier a reposé sur la création de crédits par la Fed, institution centrale du capitalisme américain contemporain. L'ouverture de crédits à flots continus par la banque centrale américaine a été la base sur laquelle le capital fictif a proliféré. La création de crédits a souvent été utilisée pour faire face aux krachs boursiers antérieurs (en particulier celui d'octobre 1987), et aux faillites retentissantes (celles des caisses d'épargne en 1990-1991, du fonds spéculatif LTCM survenue en 1998 après la crise asiatique). Mais aujourd'hui, le niveau très bas des taux d'intérêt consentis par la Fed – ils se sont élevés à 1,75 % en moyenne en 2001 et 2002<sup>5</sup> – n'a guère d'effet sur l'économie, puisqu'il n'est pas répercuté par les institutions de crédit. En effet, ces dernières, depuis les affaires Enron, WorldCom et les autres, ont au contraire tari leurs crédits aux entreprises et en ont élevé le coût pour tous les autres emprunteurs. Tout le monde sait aux Etats-Unis que la quasi-totalité des grands groupes peut se retrouver, demain, dans la situation de Enron ou de WorldCom. Des inquiétudes d'une ampleur encore plus importante portent sur la faillite possible, pour certains inévitable, des deux grandes institutions de crédit hypothécaire<sup>6</sup>, tant est

élevé le niveau de leurs engagements sur les marchés dérivés.

Le troisième pilier, celui de titres émis en Bourse (obligations, actions) qui avait permis de financer à crédit la croissance des firmes fondées sur les technologies de l'information et de la communication (et d'autres secteurs), est évidemment en train de s'effondrer au cours des krachs boursiers des quinze derniers mois.

La relance de l'économie par l'augmentation des dépenses publiques décidée par l'administration Bush constitue une tentative pour remédier à la récession qui frappait l'économie américaine avant le 11 septembre 2001. Le plan s'élève à 51 milliards de dollars pour l'année 2002, dont 35 milliards de dollars sont des aides fiscales aux entreprises afin de favoriser l'investissement. Les allègements fiscaux destinés aux ménages – mis en œuvre ou programmés – concernent essentiellement les hauts revenus (baisse des taux marginaux, fin de la double imposition des dividendes, etc.). Selon une étude récente, les réductions d'impôts planifiées par l'administration Bush aboutiraient à ce que le 1 % des contribuables américains les plus riches en capterait plus de 50 %, alors que le 20 % des contribuables les plus pauvres ne bénéficierait que du 1 % du montant total de ces réductions fiscales<sup>7</sup>. En tout cas, le résultat le plus immédiat est que les quelques années d'excédents budgétaires primaires (c'est-à-dire avant paiement des intérêts de la dette) qui conduisaient certains à annoncer la résorption de la dette publique pour la fin de la décennie 2000 ont de nouveau fait place à un déficit de 160 milliards de dollars en 2002 et probablement 200 milliards en 2003. La hausse exponentielle de la dette publique est en train de repartir et avec elle les espoirs du capital rentier.

### La stratégie de sécurité nationale : le nouvel agenda

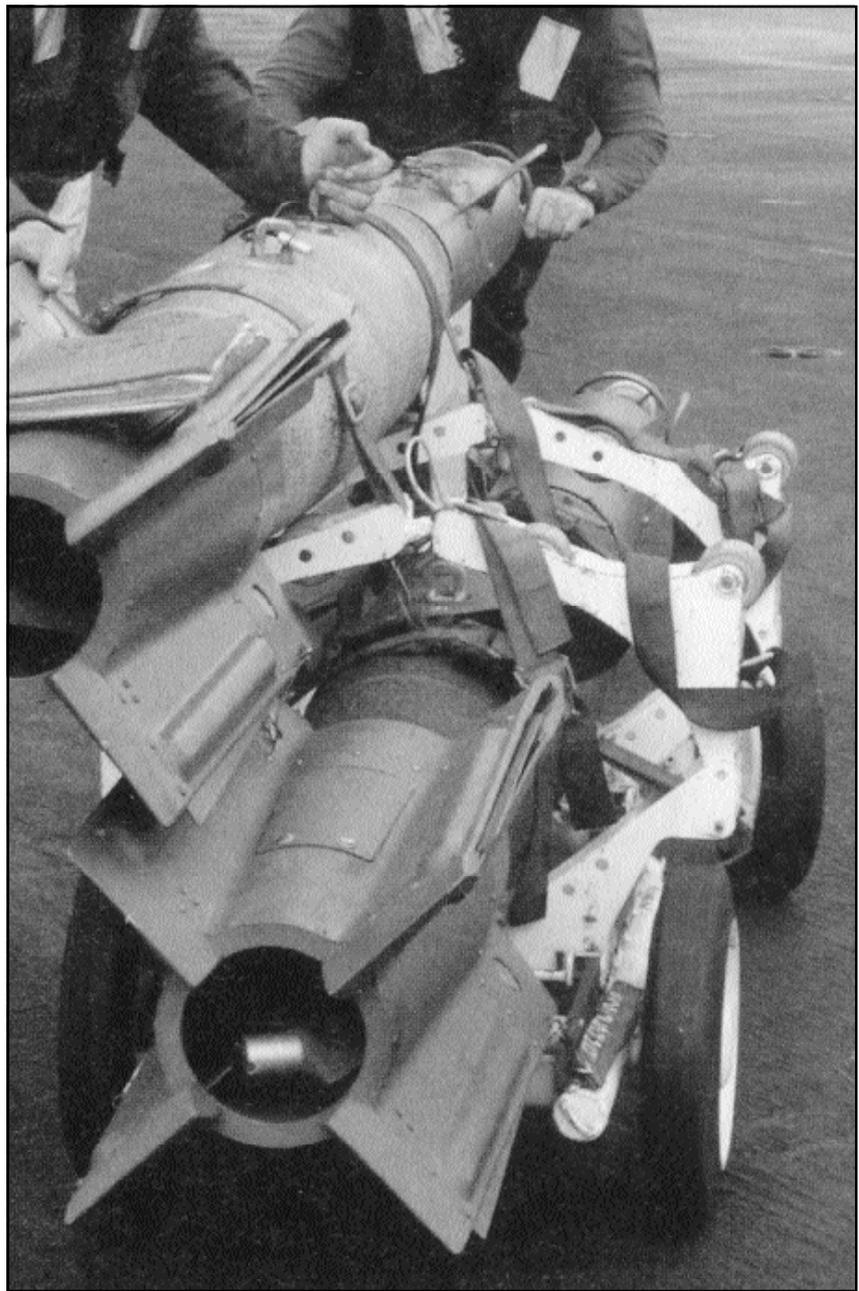
Le 17 septembre 2002, l'administration Bush a rendu public un document intitulé «La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique». Ce document représente le point d'aboutissement d'une évolution observée depuis la fin de la décennie 1990. Mais sa publication après les attentats du 11 septembre 2001

et la guerre en Afghanistan, dans un contexte de récession et d'effondrement incontrôlé des valeurs boursières, en fait un manifeste pour l'action dans les années qui viennent. Dès le préambule, le document de septembre 2002 adopte pour étendard « *l'internationalisme américain [qui triomphe après que] les visions militantes de classe, de nations, de races qui avaient promis l'utopie [sic] et délivré la misère ont été défaits et discrédités* » (p. 1)<sup>8</sup>.

Les commentateurs de ce document ont à juste titre insisté sur le droit que se donnent les Etats-Unis de mener des guerres préventives à chaque fois qu'ils estimeront leurs intérêts menacés. « *La meilleure défense, c'est l'attaque.* » (p. 6) « *Les Etats-Unis ont depuis longtemps maintenu l'option d'actions préventives... Pour contrecarrer ou empêcher des actes hostiles par nos adversaires, les Etats-Unis agiront, si nécessaire, de façon préventive.* » (p. 13)

Ce qui a été beaucoup moins souligné concerne la définition donnée aux « intérêts » américains et aux actions préventives. Les actions préventives conduites pour faire face aux menaces posées par « *le terrorisme et le chaos* » (préambule) ont pour objectif la mise en œuvre des « *valeurs non négociables de la dignité humaine* » (p. 3). Ces valeurs sont « *la paix, la démocratie, la liberté des marchés, le libre-échange* » (préambule). Le libre-échange représente bien plus qu'un choix de politique économique : « *il se développa comme un principe moral avant de devenir un pilier de la science économique* » (p. 18). La sécurité nationale des Etats-Unis ne peut être assurée dès lors que ces principes – dont le libre-échange – sont remis en cause, et cela partout dans le monde (p. 17).

L'inclusion d'objectifs économiques dans l'« agenda » de sécurité nationale n'est pas nouvelle. C. Rice, conseillère à la sécurité nationale de G.W. Bush et inspiratrice du document publié en septembre 2002, avait déjà été la cheville ouvrière d'un rapport publié en 1999 dans lequel les dimensions économiques étaient fortement présentes<sup>9</sup>. Trois ans après la publication de ce rapport, l'installation des Etats-Unis dans le Caucase grâce à la guerre en Afghanistan et la



préparation actuelle de la guerre contre l'Irak confirmer l'importance de plus en plus grande des guerres afin de défendre les intérêts du capital américain. Le document publié en septembre 2002 systématise cette approche. Un chapitre entier, intitulé « *Initier une nouvelle ère de croissance économique globale grâce aux marchés et au libre-échange* », indépendamment des nombreuses références faites dans d'autres parties du document, est consacré aux enjeux économiques et financiers.

On y retrouve un programme économique qui reprend les expressions littéralement utilisées par les institutions économiques internationales. Pour prendre quelques exemples, le document traite des politiques réglementaires destinées à encourager les initiatives entrepreneuriales, des

politiques fiscales de baisse des taux marginaux, de l'essor de puissants marchés financiers, de la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ALCA-ZLEA), de l'imposition d'accords commerciaux internationaux ou bilatéraux et de lois contre les pratiques commerciales injustes<sup>10</sup> (p. 17-20).

Ce document donne donc toute sa portée stratégique aux déclarations sur la « *guerre sans limites* » faites au lendemain du 11 septembre 2001 par G.W. Bush.

### Militarisme et impérialisme : l'actualité de Rosa Luxemburg

Comme le rappelle Rosa Luxemburg, « *le militarisme a une fonction déterminée dans l'histoire du capital. Il accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation*<sup>11</sup> ». Elle décline ensuite quelques

étapes de cette histoire, ce qui fait ressortir ce qu'on appellerait aujourd'hui « l'historicité » de la relation du militarisme au capital. La référence à Rosa Luxemburg n'est pas fortuite. La pertinence de ses analyses de l'impérialisme et du rôle qu'y joue la force armée demeure très forte. Après avoir défini « la phase impérialiste de l'accumulation [comme] phase de la concurrence mondiale du capital », elle écrit que cette phase « a le monde entier pour théâtre. Ici les méthodes employées sont la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique de la sphère d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, le pillage se déploient ouvertement, sans masque. » Elle conclut : « La théorie libérale bourgeoise n'envisage que l'aspect unique de la "concurrence pacifique", des merveilles de la technique et de l'échange pur de marchandises; elle sépare le domaine économique du capital de l'autre aspect, celui des coups de force considérés comme des incidents plus ou moins fortuits de la politique extérieure. En réalité, la violence politique est, elle aussi, l'instrument et le véhicule du processus économique; la dualité des aspects de l'accumulation recouvre un même phénomène organique, issu des conditions de la reproduction capitaliste<sup>12</sup> ».

Cette analyse demeure indispensable si on veut comprendre les processus de militarisation contemporains qui sont à l'œuvre principalement aux Etats-Unis. La lutte contre ce que Rosa Luxemburg appelle l'« économie naturelle » (chapitre 27) n'est pas terminée. Elle atteint son apothéose avec l'appropriation des processus du vivant par le capital et la mise en danger des conditions de la reproduction physiques des classes et des peuples exploités<sup>13</sup>. « L'emprunt international » (chapitre XXX) constitue depuis deux décennies, sous la forme du paiement d'une dette perpétuelle, un des facteurs majeurs de l'effondrement économique et de la tragédie sociale des pays dépendants, y compris ceux qu'on qualifie d'émergents.

### Les guerres de la mondialisation du capital

Il faut utiliser les analyses de Rosa Luxemburg pour comprendre comment

cette « dualité des aspects de l'accumulation » (violence politique et processus économiques) se retrouve dans la trajectoire du capitalisme contemporain. La domination qu'exercent les institutions du capital financier depuis vingt ans a permis au capital de concentrer sa puissance face au travail, et offert à la bourgeoisie et aux classes rentières un enrichissement considérable.

Toutefois, ni l'élévation considérable du taux d'exploitation de la main-d'œuvre consécutive à l'offensive du capital contre le travail organisée par les politiques néolibérales, ni l'ouverture de nouveaux marchés en Russie et dans les pays de l'est n'ont redonné une nouvelle jeunesse au capitalisme. A l'échelle de la planète, l'extension du capital et des rapports de propriété sur lesquels il est fondé – soit au sens strict, l'extension de l'espace de la reproduction des rapports sociaux – n'a pas produit depuis deux décennies une augmentation durable et significative de l'accumulation du capital (reproduction élargie de la valeur créée). Tout au contraire, la domination du capital financier exprime avec force les traits prédateurs du capitalisme.

Dans un contexte où la mondialisation du capital a produit la misère, les guerres hors des métropoles impérialistes conduisant à l'extermination de masse se sont multipliées. Ces guerres sont à la fois produites par la mondialisation du capital, mais elles en sont également devenues une composante. Le génocide au Rwanda n'a pas arrêté l'exploitation des champs pétroliers par les groupes multinationaux, qui ont participé au financement des armées en guerre<sup>14</sup>. Les ressources naturelles pillées par les bandes armées sont « recyclées » sur les marchés internationaux qui fournissent ainsi un financement pour la poursuite de ces prédatations.

### Les Etats-Unis et la guerre dans les années 1990

Avant de revenir à la situation actuelle, il faut rappeler que la décennie 1990 a été celle d'opérations militaires massives et de guerre de la part des armées américaines. La guerre contre l'Irak de 1991, les interventions des forces armées américaines dans le monde (qui furent plus

nombreuses dans la décennie 1990 dominée par l'administration Clinton qu'au cours de la période 1945-1990), la guerre contre la Serbie témoignent que la guerre est devenue un élément du mode de fonctionnement du capitalisme américain des années 1990. Elles prennent place dans un contexte où éclate l'incapacité évidente du capitalisme à retrouver le chemin d'une croissance susceptible d'obtenir une sorte de « compromis social », comme dans les années d'après-guerre.

La guerre contre la Serbie menée en 1999 a marqué un nouveau tournant dont la relation aux conditions générales de la reproduction du capital a été sous-estimée. A cette date, les effets de la crise de 1997 (crise asiatique) se faisaient partout sentir. La possibilité d'une récession aux Etats-Unis était sérieusement évoquée par la minorité de commentateurs qui n'étaient ni aveuglés par la « nouvelle économie » ni complaisants avec elle. La guerre contre la Serbie, ainsi que les perspectives de nouveaux marchés à l'est et d'avancées significatives sur la « route du Caucase » et ses réserves pétrolières ont eu un effet dopant sur le « moral » de Wall Street et du Nasdaq. Compte tenu des dévastations produites par la mondialisation du capital, la « communauté financière » a compris, en 1999, que la décision annoncée par le président Clinton d'augmenter le budget militaire de façon significative (+110 milliards de dollars sur la période 1999-2003) ouvrait un cycle de hausse durable des dépenses militaires. Cela a fait des grands groupes de l'armement des valeurs boursières attractives. En retour, ces groupes ont consolidé leur pouvoir d'influence dans la société et la politique des Etats-Unis.

Mais les groupes de l'armement ne furent pas les seuls bénéficiaires. L'euphorie de Wall Street trouva un nouveau ressort avec cette avancée en Europe de l'est. Les cours boursiers montèrent au plus haut, alors que les « fondamentaux », à commencer par le taux de rentabilité du capital investi dans la production, avaient régressé de façon continue dès 1997. Le taux de rentabilité se situait en 2001 au même niveau qu'en 1984, lorsque l'économie

américaine sortait à peine d'une très forte récession. L'exubérance de Wall Street n'était pourtant pas irrationnelle : les versements de dividendes aux actionnaires sont passés de 4,5% du chiffre d'affaires en 1995 à 5,7% en 2001, année où les dividendes distribués ont même été supérieurs aux profits après impôts ! Le résultat fut qu'en 1999 la grande majorité des analyses convergeaient pour souligner que l'économie américaine était tellement puissante qu'elle était « hors la crise ».

Il est désormais évident que les Etats-Unis sont directement touchés par la crise économique qui depuis 1997 a frappé toutes les régions de la planète. L'effondrement boursier n'est plus maîtrisé. Et la mise au jour des méthodes de gestion, de comptabilité, d'audit et d'analyse financière qui ont permis à la « communauté financière » d'imposer son pouvoir grâce à la déréglementation révèle le caractère largement factice que possédait la « nouvelle économie ». Autrement dit, les contradictions dont le capital est porteur ne sont pas supprimées, mais amplifiées par la mondialisation du capital et elles finissent par s'exprimer également aux Etats-Unis, bien que ce pays en ait tiré, du fait de sa position d'impérialisme dominant, plus d'avantages que ses alliés militaires / concurrents économiques. Autrement dit, il n'existe pas plus de « capitalisme sans crise dans un seul pays » qu'il n'a existé de « socialisme dans un seul pays ».

De très nombreuses analyses économiques estimaient et espéraient au printemps 2002 que la récession de l'économie américaine était en voie de résorption. Tout indique que ces espoirs doivent être ajournés. Il semble au contraire que des mécanismes cumulatifs soient à l'œuvre qui pourraient accélérer la venue d'une crise majeure. Leur puissance vient sans doute du fait que la crise des marchés financiers et l'enlèvement des facteurs fondamentaux de la production et de la consommation se renforcent mutuellement.

Si ce pronostic se confirme, les conditions mûrissent pour un affrontement de grande ampleur entre le capital et le travail. Chacun sait que, si la crise devait

durer, le taux de chômage monterait considérablement<sup>15</sup>. L'arsenal des mesures utilisées en octobre 2002 par G.W. Bush pour faire céder les dockers de la côte Ouest (« menaces contre la sécurité nationale »), ainsi que l'utilisation de technologies de contrôle – assorties de menaces de prison – pour vérifier qu'ils ne ralentiront pas leur rythme de travail après l'injonction des tribunaux, indiquent dans quelle disposition d'esprit l'administration se prépare à de grands conflits sociaux. A cela il faut ajouter les conséquences sociales pour les retraites actuelles et futures des salariés des pertes massives encourues par les fonds de pension. L'ultime réconfort vient du fait que la hausse du prix de l'immobilier a en partie compensé les pertes subies en Bourse<sup>16</sup>. La question que tout le monde pose est : à quand le krach de l'immobilier ?

### L'essor de l'« économie de guerre »

Le moment choisi pour la publication du document présentant « La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique » n'est donc pas fortuit. Les Etats-Unis sont menacés d'être l'épicentre de la crise mondiale. C'est dans ce contexte qu'ils préparent la guerre contre Saddam Hussein, qui est en fait une guerre pour l'appropriation des ressources pétrolières. Cet objectif n'est même plus caché par le vice-président Dick Cheney, lui-même figure dominante des réseaux politico-pétroliers américains. La préparation de cette guerre constitue une expérimentation majeure de la doctrine de sécurité nationale où militaire et économie sont fortement imbriqués.

La préparation de la guerre contre l'Irak, décidée avec un mandat du Congrès réunissant républicains et démocrates, fait franchir un pas de plus à l'« économie de guerre » qui a commencé à se mettre en place, par étapes, au cours des années 1990. Elle s'appuie sur les budgets militaires en forte hausse, mais également, dans le cadre de la « sécurité intérieure » (Homeland Security), sur les dépenses que les Etats, les collectivités locales, les entreprises vont consacrer à la « sécurité ». Ces montants dépassent le budget d'équipement militaire (qui

alimente les activités des groupes de l'armement). Les objectifs assignés à la « sécurité intérieure » sont indissociables des mesures prises pour « criminaliser » les résistances des exploités et des opprimés. L'hebdomadaire de la City londonienne *The Economist* a publié un article intitulé « Pour qui sonne la cloche de la liberté »<sup>17</sup>. L'article note en introduction que « presque partout les gouvernements [et le journal inclut en premier lieu ceux des « démocraties occidentales »] ont saisi le 11 septembre 2001 comme une opportunité pour restreindre la liberté de leurs citoyens ». Il conclut que si les restrictions n'étaient pas levées à brève échéance, « les mots intelligents de M. Bush en septembre dernier n'auront servi qu'à élargir pour toujours les fissures de la cloche de la liberté ».

Du point de vue macroéconomique, les budgets militaires représentent d'immenses prélèvements sur les richesses créées par le travail. Moins que jamais, ils ne sont susceptibles d'enclencher des mécanismes d'expansion économique durables, contrairement aux analyses du rôle des dépenses militaires faites par les keynésiens et certains marxistes<sup>18</sup> dans les décennies d'après-guerre. Les commandes publiques (ainsi que les dépenses des firmes) consacrées à la défense et à la sécurité vont bien sûr faire prospérer les groupes de l'armement au prix d'une aggravation considérable de la dette publique américaine. Elles pourraient également créer sur les marchés financiers des Etats-Unis un « foyer d'attraction » autour de ces groupes et des industries attenantes, redonnant de la sorte, provisoirement, le « moral » aux institutions détentrices d'actifs financiers.

De plus, compte tenu du rôle crucial joué par les Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la suprématie militaire et le contrôle sécuritaire, les groupes de l'armement américains sont en train de conquérir une position centrale dans le développement des TIC qui avait été dominé par les firmes civiles dans les années 1990. L'effondrement boursier de la « nouvelle économie », suivi de la disparition de nombreuses firmes de l'information et de

la communication clôt le cycle des années 1990. Aujourd'hui, l'influence majeure que les groupes de la défense ont acquise au sein des institutions fédérales et étatiques depuis la Seconde Guerre mondiale, l'extension de l'«agenda de sécurité nationale» – qui va bien au-delà des menaces militaires mais concerne de plus en plus d'aspects de la vie sociale et privée – vont faciliter la création du «système militaro-sécuritaire» et pourraient lui donner, dans les prochaines années, un poids bien plus important que celui que le «complexe militaro-industriel» eut pendant les décennies de «guerre froide».

Il est totalement illusoire de penser que la guerre contre l'Irak ouvrira une ère de stabilité, qu'elle permettra de dégager un horizon actuellement bouché par l'«incertitude» qui toucherait les directions des grandes firmes et leur rendre ainsi la «confiance» favorable aux

investissements. C'est le cheminement inverse qu'il faut considérer. La crise économique actuelle ne vient pas d'un manque de «confiance» ou de l'«incertitude». Ce sont des éléments qui peuvent éventuellement jouer, mais qui ne peuvent rien contre les «fondamentaux» des rapports sociaux et de la reproduction du capital. L'histoire ne se répète pas deux fois de la même façon. Une nouvelle guerre contre l'Irak ne recréera pas les conditions économiques, sociales et politiques qui existaient après la guerre de 1991 et qui ont permis aux Etats-Unis de connaître neuf années de croissance. Au cours de la décennie 1990, toutes les régions de la planète ont été ensemble ou successivement frappées par la crise. Le tour des Etats-Unis d'être atteint par la crise est venu au début de cette décennie. Après les annonces faites il y a quelques années que la «nouvelle économie» mettrait fin

aux récessions, les analyses insistent désormais sur le fait que l'économie mondiale est entrée depuis quelques années, y compris aux Etats-Unis, dans une ère d'instabilité économique permanente, avec de fortes rechutes qui suivent les phases de brève croissance, que certains préfèrent même appeler des «rémissions»<sup>19</sup>.

La guerre a pour objectif l'appropriation des ressources pétrolières de l'Irak et une domination encore plus forte sur le Moyen-Orient. Elle évoque directement la posture des grands pays impérialistes du début du XX<sup>e</sup> siècle. Le comportement des Etats-Unis ajoutera un peu plus de chaos au chaos que connaît la planète<sup>20</sup> et qui résulte de la phase contemporaine de l'ère impérialiste<sup>21</sup>. On sait à quel degré de barbarie la domination de l'impérialisme a conduit au siècle dernier. ■

1. Voir P. Artus, «Karl Marx is back», *Flash CDC IXIS Capital Markets* (article reproduit dans *Problèmes économiques* du 10 avril 2002) et V. Lahuec, «La crise américaine. L'aile d'un papillon», *Crédit Agricole Eco*, 1er février 2002.

2. A titre d'exemple, les capacités de production disponibles dans le secteur des semi-conducteurs ne sont aujourd'hui utilisées qu'à 23 % de leurs possibilités.

3 K. Marx, *Le Capital*, Livre 3, Tome 1, Chapitre 15 «Les contradictions internes de la loi», page 270.

4. En 1999, cette dette était détenue à 40 % par des non-résidents. Les créanciers asiatiques représentaient 35 %, les Européens 15 % des non-résidents. Les fonds de gestion basés à Londres détenaient 20 % des titres de la dette.

5. A titre d'exemple, ils s'élevaient à 3,25 % en 2001 et 2002 dans l'UEM.

6. Les montants d'engagement sur les marchés dérivés des deux institutions (populairement appelées Fannie Mae et Freddy Mac) représentent à eux seuls 174 % de la dette du secteur public et non financier américain à la fin 2001. Marchés dérivés : compartiments de marché dont les instruments

reposent sur des actifs financiers cotés indépendamment sur d'autres marchés.

7. L'hédonnaire américain *Business Week*, 8 juillet 2002, «Tax cuts for the rich are even more wrong today», qui cite une étude de l'organisation Citizen for Tax Justice.

8. Les références sont faites à partir du document original publié par la Maison-Blanche.

9. J'ai consacré des développements à ces «nouvelles dimensions de la sécurité nationale» dans *La mondialisation armée : le déséquilibre de la terreur*, Ed. Textuel, février 2001.

10. Par une ironie peut-être volontaire, ce chapitre affirme que «l'intransigence contre la corruption» est prioritaire...

11. Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*, tome 2, Chapitre 32 «Le militarisme, champ d'action du capital», FM/Petite Collection Maspero, 1969, page 118.

12. Tome 2, p. 117. Souligné par moi.

13. Voir François Chesnais et Claude Serfati, «"Ecologie" et conditions physiques de la reproduction sociale», *Actuel Marx* (à paraître). On peut trouver une première esquisse dans le texte «Ecologie et marxisme», sur le site [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org), rubrique Forum.

14. Voir mon article dans *Carré Rouge* n° 17 et le chapitre «Les nouvelles guerres à l'ère de la mondialisation» dans *La mondialisation armée : le déséquilibre de la terreur*, op. cit.

15. Les estimations de certains économistes tablent sur une remontée du taux de chômage entre 7 % et 9 % si la consommation des ménages, principale variable de la croissance, tombe à des niveaux «normaux» (c'est-à-dire si le recours à l'endettement par les ménages diminue et s'ils épargnent davantage afin de compenser les pertes de revenus sur les actifs détenus par les fonds de pension à la suite de l'effondrement de la Bourse).

16. Depuis le début de 2002, les pertes des ménages sur leurs actifs boursiers s'élevaient à 165 milliards de dollars et leurs gains sur leur patrimoine immobilier à 80 milliards de dollars.

17. *The Economist*, 31 août 2002. La «cloche de la liberté» retentit à Philadelphie en 1776 pour annoncer la déclaration d'indépendance des E. U.

18. Que ce soit dans les approches de Baran et Sweezy qui considèrent que les dépenses militaires «absorbent» le surplus de valeur créée, ou pour les

théoriciens du capitalisme monopoliste d'Etat pour qui elles sont une parade à la «suraccumulation du capital». J'ai analysé ces positions dans *Production d'armes, croissance et innovation*, Economica, 1995.

19. Selon l'expression de P. Blanqué, *Crédit Agricole Eco*, 5 septembre 2002. Voir également le diagnostic sans fard porté par l'étude spéciale consacrée à la situation de l'économie mondiale, par *The Economist*, 28 septembre 2002.

20. Le chaos comme phénomène distinct du terrorisme est rappelé dans le document publié par l'administration Bush: «Aujourd'hui, les grandes puissances mondiales nous trouvent du même côté qu'elles, unies par les dangers semblables du terrorisme et du chaos» (préambule).

21. Sur la période actuelle en tant que phase de l'ère de l'impérialisme, voir F. Chesnais, «Etats rentiers dominants et contraction tendancielle. Formes contemporaines de l'impérialisme et de la crise», dans Dumenil G., Lévy D. (éditeurs), *Le triangle infernal, Crises, Mondialisation, Financiarisation*, PUF, Actuel Marx Confrontations, 1999.

# Travail socialisé et appropriation sociale

François Chesnais\*

1. Au moment d'examiner l'activité des sociétés transnationales (STN) et d'en apprécier le comportement en tant qu'investisseurs étrangers dans les pays en développement, il est utile de définir les prémisses de notre approche, de préciser au nom de quelle légitimité et dans quelles perspectives on estime parler. Ce n'est pas toujours fait explicitement, même si on peut souvent comprendre, implicitement, les postulats de certaines analyses.

Une STN, qui est un grand groupe industriel ou de services, enferme dans le cadre de la propriété privée – dont la forme est aujourd'hui essentiellement celle de titres négociés en Bourse – ou d'une propriété d'Etat (qui lui ressemble maintenant presque complètement) les résultats d'un travail socialisé, dont les caractéristiques supposeraient une appropriation sociale. En effet, toute STN est l'aboutissement d'une coopération vaste et complexe entre travailleurs/euses de différentes qualifications (depuis les chercheurs dans les laboratoires jusqu'aux opérateurs de base). Celle-ci s'organise au sein du groupe pris comme tel, aussi bien que dans les réseaux de firmes plus petites et d'institutions publiques dont les STN captent les connaissances (notamment technologiques) et incorporent les produits.

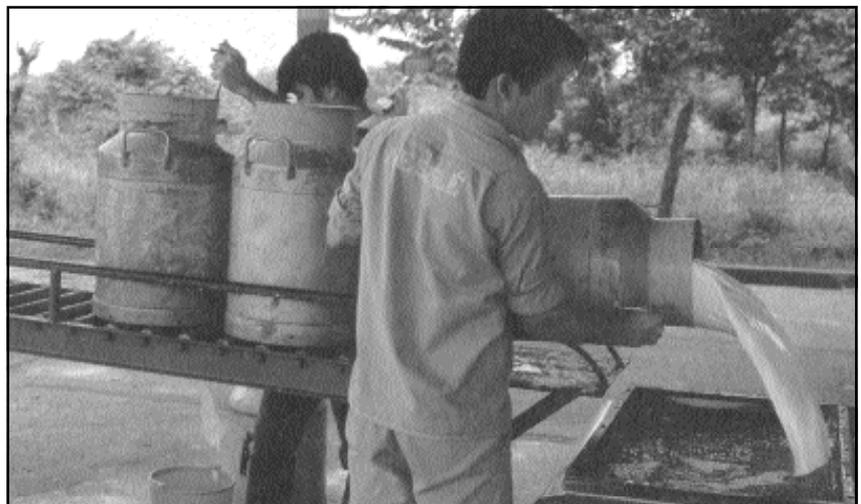
Tout produit (plus exactement toute marchandise), depuis la boîte de conserve à l'infrastructure la plus complexe ou au médicament le plus sophistiqué, est la matérialisation et la sommation de nombreux actes productifs, répartis dans le temps et dans l'espace. Ainsi les « actifs productifs » d'un grand groupe industriel ou de services sont le résultat de l'accumulation des fruits de la coopération directe et indirecte de dizaines, voire de centaines de milliers de travailleurs salariés, ainsi que de financements dont

l'une des sources est les impôts (c'est le cas, notamment, pour toute la recherche publique). Du fait des fondements institutionnels et juridiques du système économique et social qui nous régit, le sort de ces actifs est soumis au taux de profit, à la rentabilité des titres et au niveau des cours en Bourse. Le premier pas de la critique consiste à questionner ces fondements et à affirmer le caractère social de la production et de la circulation des marchandises. Ainsi c'est leur participation actuelle ou passée à un travail socialisé, comme travailleurs aussi bien que comme contribuables, qui donne aux salarié-e-s et aux citoyen-ne-s une pleine légitimité pour scruter l'activité des STN et en apprécier le comportement d'investisseurs étrangers dans les pays en développement.

2. Devenues, dans leurs pays d'origine (ceux de l'OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques), des institutions qui se dressent contre ceux – les salariés – dont elles centralisent et captent pourtant le travail passé et présent, les STN se présentent dans l'arène internationale, face aux pays en développement, comme des machines à exploiter la main-d'œuvre et les ressources naturelles locales et comme des canaux de captation de la valeur créée par la coopération sociale dans le pays «hôte».

Les STN ont toujours tendu à avoir ce caractère, mais dans le régime international des années 1960-1970, les pays en développement disposaient encore de moyens de contrepois et de contrôle. Depuis le milieu des années 1980, cela a été de moins en moins le cas. Dans un premier temps, la libéralisation et la déréglementation dans les trois domaines des flux financiers, des échanges et des investissements directs ont permis aux STN, par étapes successives, d'accroître très fortement leur pouvoir économique et politique face aux Etats des pays hôtes. Pendant cette phase, la modification dans les rapports de force s'est faite pour ainsi dire de façon mécanique sous l'effet de la libéralisation et de la déréglementation. Le piège de la dette extérieure et la subordination croissante au FMI et à la Banque mondiale, ainsi qu'aux politiques « d'ajustement structurel » ont été le moyen d'obtenir l'alignement des pays.

Depuis le tournant marqué par la fin de l'Uruguay Round et la signature du Traité de Marrakech en 1994 [base de l'Organisation mondiale du commerce – OMC], les STN veulent infléchir l'ensemble des systèmes institutionnels et juridiques, obtenir la codification de droits supérieurs à ceux de la souveraineté nationale et supérieurs aussi à un quelconque droit de contrôle des travailleurs ou des citoyens.



\*Ces thèses synthétisent l'intervention de François Chesnais, directeur de la revue Carré rouge, faite lors d'un séminaire au Parlement belge, le 17 octobre 2002.



A cet effet, les STN bénéficient de l'appui politique et juridique total de l'OMC, de l'OCDE, de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) et de tous les Etats qui s'alignent sur les recommandations du G7 (Allemagne, Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Etats-Unis). Les traités sur l'investissement privé à l'étranger sont une pièce de ce processus. Dans les parlements nationaux des pays d'origine des STN, ils seront justifiés au nom des « intérêts nationaux », de la « compétitivité » et de la « sauvegarde de l'emploi ». Il reste que ce sont des instruments de domination sociale.

3. Le fondement théorique de l'infléchissement « nécessaire » du droit est « l'attractivité ». Voilà le maître mot de la théorie du développement aujourd'hui : les pays doivent tout faire pour être le plus « attractifs » possible à l'égard des investisseurs étrangers. Comme si souvent, ce mot sert à enjoliver une réalité dont on ne veut pas ou dont on n'est pas capable de définir clairement l'origine.

Il faut donc chercher à définir la genèse et les bases du pouvoir très important acquis par les STN et leur capacité à exercer un très fort et très réel chantage dans leurs discussions avec les pays : « Si vous ne nous donnez pas satisfaction, tel ou tel autre pays est prêt à le faire, donc nous ne nous installerons pas ici ou si nous sommes déjà là nous partirons. » Ce chantage s'étend aux régions à l'intérieur des pays. Cette capacité extraordinairement forte des STN à jouer les pays et les régions les uns contre les autres paraît aujourd'hui une donnée « objective », presque un fait de nature.

En réalité, il est le résultat de plusieurs processus amplifiés, sinon déclenchés par le triple mouvement de libéralisation et de déréglementation des flux financiers, des échanges et des investissements directs, aux termes desquels la STN a toutes les cartes en main.

4. Le premier processus a pour champ les pays capitalistes avancés comme tels, « nos pays ». Ce processus est celui de la concentration. Il comporte la disparition de nombreuses entreprises au profit d'un très petit nombre de groupes industriels ou de services. Ce résultat a été obtenu par : 1° la simple accentuation de la concurrence sous l'effet de la libéralisation commerciale et l'ouverture à la concurrence internationale ; 2° les politiques industrielles de renforcement des « champions nationaux » ; 3° le jeu de la réglementation – en Europe il s'agit de celle de la Commission européenne dont les règlements ont pour effet, sinon pour but explicite, de favoriser les grandes entreprises qui sont seules à pouvoir les respecter (on le voit dans l'alimentation) et donc de faire disparaître des producteurs ou des petits distributeurs ; 4° au cours des années 1990, la montée en puissance de la finance et des marchés financiers qui a accéléré encore le mouvement des fusions et acquisitions et donc la concentration et la centralisation du capital.

Au terme de ce processus, le grand groupe industriel, la STN, est la seule forme de firme qui reste. Là où il y a encore en apparence des PME, on s'aperçoit vite qu'il s'agit de sous-traitants des grands groupes.

Premier mécanisme donc de renforcement du pouvoir de négociation, la consolidation continue de l'oligopole (monopole exercé collectivement) permet aux STN de dire aux pays, et c'est exact : « Vous n'avez plus d'autres à qui vous adresser que nous ou nos semblables (les autres STN) qui auront les mêmes exigences. »

5. Les autres processus sont ceux qui ont pour champ les pays en développement eux-mêmes – y compris les pays à développement industriel tardif, ceux qu'on nommait encore récemment les NPI (nouveaux pays industrialisés), avant que le vocable « marchés (financiers) émergents » ne soit imposé. Pour simplifier, on peut dire qu'ils sont au nombre de deux. L'un explique pourquoi ces pays ont besoin si fortement, à un point qu'ils ne connaissaient pas autrefois, de l'investissement des STN ; l'autre, pourquoi ces pays peuvent être mis en concurrence si facilement. L'un et l'autre résultent de la libéralisation et de la déréglementation, en particulier des échanges et des investissements directs.

Si les pays en développement ont si fortement besoin de l'investissement des STN, c'est que l'ouverture commerciale imposée par le FMI comme par leur adhésion à l'OMC a conduit à la disparition de pans entiers du tissu des entreprises locales. Face aux STN elles ne pouvaient résister, elles n'étaient pas « compétitives ». Elles ont donc disparu. Avec l'ouverture, la concurrence des pays industriels avancés (plus celle des « tigres d'Asie » avant que la crise ne les rattrape) a abouti à leur élimination pure et simple. Sans les STN il n'y a plus

Florence, Forum social européen,  
9 novembre 2002.

« C'est le mouvement anticapitaliste de "l'alter-mondialisation" qui peut mettre à l'ordre du jour la question de savoir quelles sont les formes de propriété qui correspondent le mieux au travail socialisé auquel une si large part de la population active participe directement ou indirectement. »



d'industrie. Si pour un nombre toujours croissant de branches industrielles, les STN ne prennent pas la place des entreprises locales ruinées, le pays sera réduit à un statut de simple marché et la spirale de la désindustrialisation réduira sa population à un statut d'indigent. C'est ce qui a été imposé à l'Argentine.

Et si les pays peuvent être mis en concurrence si facilement, c'est que la libéralisation commerciale de l'OMC et le mouvement vers la création de zones de libre-échange permettent aux STN d'approvisionner de vastes marchés à partir d'un très petit nombre de sites de production. Pour vendre dans l'ensemble du Mercosur, un seul site de production suffit souvent. Et si l'ALCA (Area de Libre Comercio de las Americas – Zone de libre-échange des Amériques) entre en application, même ce site pourra disparaître au profit d'un site placé plus au nord dans l'actuel ALENA (Accord de libre-échange nord-américain). Il faut donc être « attractif », ce qui signifie signer les codes sur l'investissement ou les accords bilatéraux.

6. Voilà la situation que la libéralisation et la déréglementation ont créée. Les STN ont les mains libres. Leurs comportements sociaux et environnementaux ont été très largement analysés par de multiples études. Il n'est pas possible, mais pas nécessaire non plus de les résumer en cinq minutes. Ce serait égrainer une litanie de plaintes. Il serait plus fructueux de se placer dans une perspective où les scandales financiers et la crise boursière, qui est loin d'avoir atteint son plancher, sont en train d'affaiblir singulièrement la légitimité socia-

le et même le pouvoir de pression des STN, chez « nous », dans nos pays, au cœur du système [voir la contribution de François Chesnais sur le site [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org), rubrique News (Economie) « Racines, genèse et conséquences du krach boursier rampant »].

Ce changement de conjoncture sociale, qui est politique autant qu'économique, permet de soulever la question cruciale : puisque les STN sont le résultat d'un travail socialisé, ne doivent-elles pas être l'objet de dispositions d'appropriation sociale ?

Il y a un an, face à l'annonce de licenciements pour cause de soutien à la « valeur actionnariale » (les licenciements boursiers), les délégué-e-s des usines Lu (groupe Danone) avaient posé des questions essentielles. Ils ont dit en substance : « N'avons-nous pas contribué à construire ces usines ? L'image de marque des biscuits Lu n'est-elle pas le résultat de notre travail ? Ne sommes-nous pas les seuls à savoir faire fonctionner ces équipements presque neufs dont la direction du groupe Danone et les actionnaires proposent la mise au rancart tout comme nous ? Pour toutes ces raisons ces usines ne sont-elles pas à nous autant et même plus qu'aux actionnaires ? »

Ces questions n'ont pas été reprises, projetées comme elles auraient dû l'être. La crainte respectueuse des directions syndicales, leur sclérose, le dialogue avec le patronat qui leur ont fait largement perdre tout sens de leur identité initiale les rendent totalement sourdes à ce langage.

Avec la chute des Bourses et la multiplication des licenciements, il est inévi-

table que d'autres salariés posent les mêmes questions. La responsabilité du mouvement anti-capitaliste de « l'alter-mondialisation » (celle qui ne serait pas celle du capital) n'est-elle pas de s'en saisir, de les projeter publiquement avec tous les moyens dont il dispose ?

En « attendant » une reconquête des syndicats par les salarié-e-s – ce qui se dessine de façon encore fort limitée dans certains pays – c'est le mouvement anticapitaliste de « l'alter-mondialisation » qui peut mettre à l'ordre du jour la question de savoir quelles sont les formes de propriété qui correspondent le mieux au travail socialisé auquel une si large part de la population active participe directement ou indirectement. Il se doit de le faire en tenant compte pleinement du bilan de la propriété d'Etat à l'Ouest comme à l'Est au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

7. L'appropriation sociale, en ôtant aux technologies et aux moyens de production et de financement leur caractère d'un capital qu'il faut faire fructifier pour satisfaire les appétits des actionnaires, comporterait la mise en œuvre, dans la sphère du développement entre autres, de « critères de gestion » de ces capacités productives accumulées qui seraient radicalement différents de ceux employés par les STN aujourd'hui.

Les rapports des pays avancés, à commencer par les pays d'Europe, avec les pays en développement pourraient être repensés complètement. Je suis convaincu que c'est la perspective que le mouvement anti-capitaliste de « l'alter-mondialisation » doit se fixer. ■

# Un projet au cœur

En 1997, le vice-directeur de l'OFIAMT (l'actuel Secrétariat à l'économie, Seco, du Département fédéral de l'économie), Volker Kind, se voyait infliger une amende de 500 francs par la Confédération, pour avoir « tenu publiquement des propos disqualifiants à l'égard des chômeurs ». Il avait déclaré devant un parterre de patrons que les « deux tiers des chômeurs sont des fainéants ou des ivrognes »<sup>1</sup>. C'était quelques mois avant la victoire, en votation populaire, du référendum contre une diminution des indemnités de chômage.

Dans le contexte d'une campagne gouvernementale pour péjorer le statut des chômeurs et chômeuses, la Confédération n'a pas imaginé infliger une amende similaire au conseiller fédéral Pascal Couchepin – lui croit à l'action politique et le fait savoir, avec l'aide d'un philosophe, dans son ouvrage « Je crois à l'action politique ». Il a pourtant affirmé craindre que les syndicats n'aient « lancé le référendum [contre la révision de l'assurance chômage] sous l'impulsion de chômeurs professionnels de La Chaux-de-Fonds ».

Dario Lopreno

« Je fais partie de cette famille d'esprit qui déclare l'objectif au départ et qui cherche à l'atteindre », écrit Pascal Couchepin. Cela peut éclairer notre lanterne sur les motifs de cette nouvelle insulte officielle à l'égard des chômeurs et chômeuses. Et éclairer aussi les motivations de Pascal Couchepin & Co de balayer du paysage politique ces opposants coupables d'abus (puisqu'ils sont « chômeurs professionnels »)<sup>2</sup> en leur infligeant une défaite décisive avec la révision de la LACI.

« Chaque jour nous apporte son lot d'incertitudes »<sup>3</sup>...

Nous ne traiterons pas ici des changements intervenus suite à l'explosion du chômage au cours des années 1990. De même, nous n'examinerons pas en détail – car cela a été fait dans la presse – la révision de la loi sur l'assurance chômage votée le 24 novembre<sup>4</sup>. Quant au

congrès de l'Union syndicale suisse (USS), qui s'est déroulé du 24 au 26 octobre dernier, nous nous limiterons à souligner un point. Le Conseil fédéral, ministre social-démocrate en tête, se bat pour faire avancer la privatisation de La Poste. Dans cette perspective, à cette étape, il impose la restructuration des centres de tri du courrier. Elle impliquera 2000 à 3000 suppressions d'emplois. Et les salarié·e·s concernés manifestent une forte volonté de résistance, de grève. Or, des collègues du ministre social-démocrate qui sont à la tête de l'USS ont réussi à faire adopter par le congrès la décision de ne pas appeler à une grève simultanée dans les 18 centres de tri de La Poste ou à la soutenir activement. De ce fait, ils soustraient un appui – au moins public et médiatique – à une première lutte nationale contre la privatisation de l'ancienne régie fédérale<sup>5</sup>.

« A la sueur de son front »...

La Suisse est située au troisième rang – après le Luxembourg et les Etats-Unis – du club mondial des 30 pays les plus riches du monde regroupés au sein de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), en termes de revenu par habitant en parité de pouvoir d'achat. En 1999 ou 2000<sup>6</sup>, selon les données de l'OCDE, la Suisse a l'un des coûts du travail les plus élevés du monde (le 4<sup>e</sup> sur 19, après l'ex-Allemagne de l'Ouest, la Norvège et le Japon) et l'un des coûts de l'énergie les plus élevés (le 4<sup>e</sup> sur 17, après l'Italie, le Japon et le Portugal). Mais elle a aussi l'un des niveaux les plus bas de l'impôt sur les entreprises (le 13<sup>e</sup>, sur 17); l'un des plus hauts niveaux de bénéfice après impôts en pourcentage du chiffre d'affaires des entreprises multinationales (le 3<sup>e</sup> rang sur 14, après l'Espagne et la Suède); le 8<sup>e</sup> rang du ratio investissements directs du pays à l'étranger (après des géants comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, le Japon); l'un des niveaux les plus bas en matière de dépenses de l'Etat. A ce propos, bien qu'entre 1970

et 2000 la part des dépenses de l'Etat – selon un calcul qui peut être contesté – en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB) n'a cessé d'augmenter (passant de 26% à 38%), la Suisse n'en reste pas moins à l'antépénultième rang, sur 19, en 2000. Enfin, l'industrie suisse a l'un des temps travail les plus élevés (le 2<sup>e</sup> sur 18, après les Etats-Unis); sans même faire mention du temps de travail effectif des plus élevés, car le taux d'absentéisme est parmi les plus bas au monde et la densité du travail parmi les plus hautes. Le taux d'activité (personnes travaillant en pourcentage de la population de 15 à 64 ans) est le plus élevé sur 18 pays. Le taux d'activité féminin est au 4<sup>e</sup> rang, après la Norvège, la Suède et le Danemark). Quant au taux de travail à temps partiel, il atteint un record, seuls les Pays-Bas font mieux.

Comment synthétiser ces informations officielles? On peut le faire en donnant la parole au Secrétariat à l'économie: la richesse de la Suisse « s'explique par l'intensité et l'ardeur au travail prodiguée par ses habitants », autrement dit la Suisse « gagne sa richesse à la sueur de son front, en travaillant beaucoup et en exploitant à un très haut niveau l'offre de travail. [...] on peut dire qu'en Suisse, la main-d'œuvre est moins productive que la moyenne, mais qu'elle est proportionnellement plus nombreuse et qu'elle travaille plus longtemps que la main-d'œuvre de la plupart des autres pays de l'OCDE »<sup>7</sup>. On pourrait ajouter, à propos des « coûts du travail », que les études faites par la Banque des règlements internationaux (BRI) montrent que, depuis le milieu des années 1980, les coûts unitaires de main-d'œuvre (la part du salaire dans chaque unité produite) ont décliné en Suisse à un rythme supérieur aux autres pays. Or, en termes de coûts du travail, c'est cette donnée qui intéresse avant tout le patronat. Elle ne fait que refléter « l'intensité et l'ardeur au travail » indiquées par le Seco.

# de l'offensive patronale

## Au centre de l'offensive pour la baisse des salaires

De ce point de vue, l'enjeu principal de la 3<sup>e</sup> révision de la LACI est clair: c'est l'intégration européenne ou, plus exactement, l'intégration européenne des salaires à la baisse, indépendamment des accords bilatéraux et de l'entrée ou non dans l'Union européenne (UE).

Les salarié.e.s de Suisse doivent déjà fournir une intensité au travail parmi les plus élevées qui soient. Le patronat est désormais décidé, afin d'accroître encore ses marges concurrentielles et bénéficiaires, à abaisser le niveau salarial général. Cette baisse ne doit pas seulement affecter les personnes touchant des bas salaires pour des travaux peu ou non qualifiés. Les salarié.e.s – nationaux, étrangers avec permis ou clandestins – travaillant dans des segments précarisés sont utilisés pour déstabiliser les mécanismes de fixation des salaires. Ce qui est visé, c'est aussi le niveau des salaires en vigueur dans des branches entières. Patronat et gouvernement visent à abaisser leur niveau moyen et les seuils salariaux à l'embauche.

Pour les employeurs et les actionnaires, l'objectif est de pouvoir jouer pleinement la carte de la «mondialisation»: c'est-à-dire la mise en concurrence des salariés – et de l'ensemble du système salarial: salaire direct, primes, salaire indirect, dépenses sociales – entre pays («marchés du travail nationaux») et régions du monde. A cela s'ajoute le mécanisme de concurrence entre entreprises à l'intérieur même de la Suisse, puisque la fixation des salaires se fait pour l'essentiel entreprise par entreprise, et de plus avec des différenciations salariales importantes à l'intérieur des entreprises.

La loi sur l'assurance chômage constitue un rouage essentiel de cette politique. Le chômage touche de façon brutale un nombre très important de salarié.e.s. Cette expérience reste traumatisante dans notre société: punition financière avec la diminution du revenu (allocation chômage), pressions légales pour accepter un travail dit «convenable» souvent

moins bon que le précédent, humiliation de la prise en charge personnelle par un fonctionnaire, opprobre public au nom de la morale du travail.

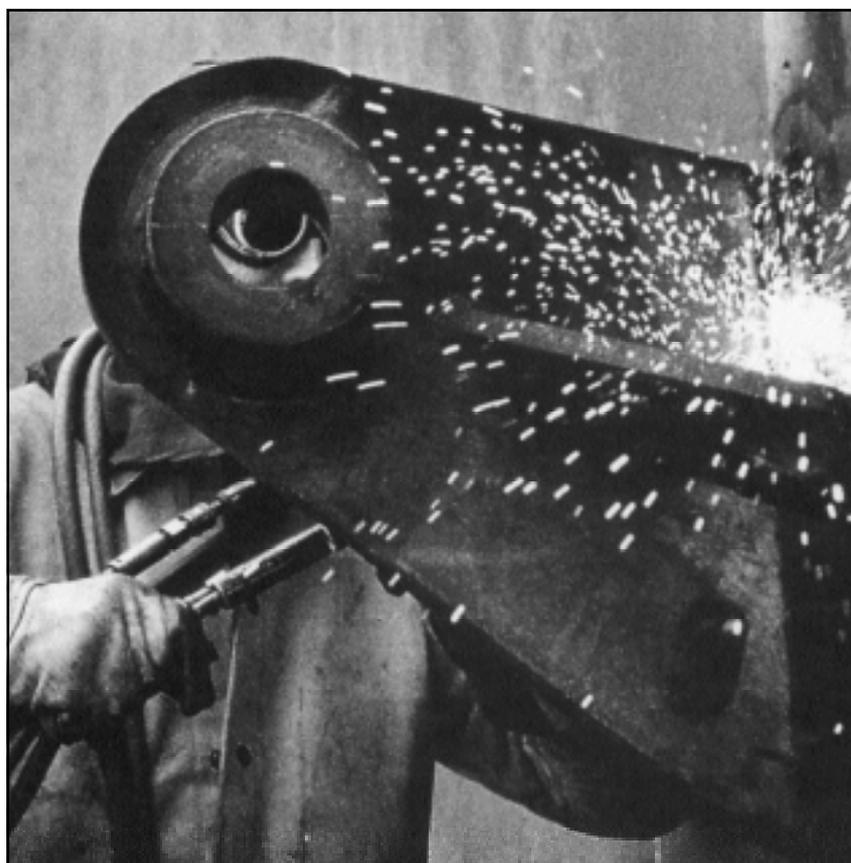
Quant au nombre de personnes touchées, directement et indirectement, il est beaucoup plus important que les statistiques officielles ne le laissent penser. D'une part, le flux des personnes passant par un épisode de chômage est élevé. On peut calculer que pour une personne statistiquement recensée dans le «stock» de chômeuses et chômeurs, un mois donné, il y a en fait trois ou quatre personnes physiques différentes qui, sur une période de deux ans, vont connaître le chômage<sup>8</sup>. Illustration de ce raisonnement: de janvier à septembre 2002, on a compté en moyenne 93 935 chômeuses et chômeurs. Si l'on suppose que le nombre de chômeurs recensés restait stable – ce qui est loin d'être le cas, compte tenu de la vague actuelle de licenciements (voir p. 24) –

cela signifierait que, sur une période de deux ans, quelque 330 000 personnes seraient passées par le chômage. D'autre part, le chômage affecte, de fait, tout le ménage du/de la salarié.e ou touché.e. Il met ainsi sous pression un nombre démultiplié de personnes, travailleurs, futurs travailleurs et retraités.

## « Sans travail ou en sous-emploi » : 11,7 % de la population active

Le Seco annonce que le chômage a touché 101 889 personnes en septembre 2002. Pour le Seco, les chômeurs sont les « personnes annoncées auprès des offices du travail, qui n'ont pas d'emploi et sont immédiatement disponibles en vue d'un placement [...] qu'elles touchent, ou non, une indemnité de chômage »<sup>9</sup>.

L'Office fédéral de la statistique (OFS), quant à lui, nous donne d'autres indications: 120 000 personnes étaient sans emploi au printemps 2000 selon les cri- ▶



## Licenciements : revue 2002

Les annonces de licenciements, de préretraites et de « départs naturels » empruntent le sentier montant des chiffres du chômage. Dispersées dans la presse, nombre d'entre elles restent à l'ombre des titres de une sur les « difficultés » ou restructuration des grandes sociétés helvétiques, d'ABB à Swiss Life en passant par La Poste. Plus d'une fois, l'écho des réductions d'emplois ne dépasse pas les limites d'un canton. Pour cette raison, nous donnons ici une liste, non exhaustive, des réductions de postes touchant divers secteurs de l'économie suisse. Echappent à ce relevé des fermetures de « jeunes sociétés », de start-up, dont le décès ne prend pas la même place que l'acte de naissance fin des années 1990 et encore en 2000-2001. Alors que l'âge donnant droit à la retraite devrait être relevé, le nombre de préretraités croît. Les secteurs des machines-outils, des assurances... dans les mois à venir, vont connaître de nouveaux « dégraisages ». La nouvelle LACI doit être appréciée à la lumière de ce cumul de « réduction des coûts »... et donc des emplois. – *Réd.*

**3G Mobile** : filiale suisse du groupe espagnol Telefonica, a décidé de supprimer 125 emplois sur 130, début septembre.

**ABB** : dans le cadre de la crise et de la restructuration conduite sous la houlette du nouveau PDG Jürgen Dormann, des suppressions d'emplois, non encore déterminées, vont intervenir au siège du groupe à Oerlikon. Elles semblent devoir toucher prioritairement le secteur administratif et financier.

**Agfa** : groupe international de la photographie et de l'imagerie, supprime 30 emplois à Genève.

**Air Switzerland** : début octobre, licenciait 47 employés à Bâle et 11 à Glattbrugg (ZH). L'avenir de la société est en question.

**Alcatel** : filiale suisse, affirme ne pas envisager de licenciements en Suisse en 2002, malgré les coupes sombres à l'échelle internationale. Toutefois, sur les 4050 emplois en Suisse, des suppressions semblent plus que probables au cours de 2003.

**Analysa et AMS** : ont fusionné pour créer GSLab (Groupe suisse de laboratoires) qui compte 8 sites en Suisse romande et 178 employés. Le non-renouvellement des « départs naturels » devrait réduire le nombre de postes à hauteur de 20.

**Banca del Gottardo** : acquise par Swiss Life, a conclu son plan

de réduction d'emplois à mi-2002 à 120 postes, combinant licenciements, retraites anticipées et départs naturels.

**Banque Edouard Constant** : affirme qu'elle « a gardé plus de personnel qu'elle aurait dû ». Ce ne sera plus le cas.

**Banque Leu** : contrôlée par le Crédit Suisse Group, réduit ses emplois (depuis 2001) avec un gel des embauches et des licenciements. La réduction des postes est de 30 au cours de 2002.

**Banque Sarasin** : qui passe dans le giron de Rabobank (Pays-Bas), annonce des licenciements. Rapportés à la « moyenne » des réductions de postes dans la banque privée genevoise, ils devraient se situer à hauteur de 10% de l'effectif. La direction annonce un taux inférieur : aux alentours de 3%

**Baumgartner Papiers** : a son siège à Crissier (VD), va supprimer 75 postes en Suisse. Préretraites, licenciements et non-renouvellement de contrats à durée déterminée feront l'affaire.

**Berna Biotech** : société de fabrication et vente de vaccins, va supprimer 60 à 65 emplois à Berne ; les coûts de main-d'œuvre pour le conditionnement et l'emballage étant inférieurs en Espagne (Madrid).

**BNP Paribas** : début novembre, annonce la suppression de 67 postes dans ses diverses unités en Suisse. Se combinent des licenciements et des départs en préretraite.

**Bühler** : leader mondial des machines de meunerie et de fabrication de chocolat (Uzwil, SG), a supprimé des postes de travail en novembre 2001 et supprime au moins 200 postes en 2002, dont 50% par licenciements.

**Dätwyler** : conglomérat industriel d'Uri, va supprimer 90 postes à Uri (télécoms et unité gomme plastique) jusqu'à fin 2002, par licenciements, préretraites et départs naturels.

**Flextronics Technology** : sous-traitant dans la téléphonie, a licencié, au premier trimestre 2002, 85 salariés.

**Geberit** : supprime dès le début 2002 quelque 55 postes en Suisse.

**Geneprot** : société du secteur pharma, basée à Genève, a annoncé le licenciement d'une vingtaine de salariés sur un effectif de 116.

**Getronics (Suisse)** : basé à Wallisellen (ZH), technologie de

l'information et de la communication, supprime 22 emplois sur 290.

**Hanro** : fabrique de lingerie sise au Tessin, licencie 122 salariés.

**Hewlett Packard** : suite à la fusion avec Compaq réorganise, dès le mois de juin, son implantation et prévoit des licenciements pour les mois à venir.

**Huber & Suhner** : spécialisé dans la technique d'information et de la transmission d'énergie, va supprimer plus de 300 emplois entre juin et décembre 2002. Le « redimensionnement » avait commencé en novembre 2001.

**Julius Bär** : banque zurichoise, qui emploie 1600 salariés en Suisse, pense que « des licenciements ne pourront être évités » en 2002 ou 2003.

**Kodak** : licencie 50 salariés à Renens (VD).

**Kudelski** : son patron André Kudelski pense « qu'il est trop tôt [septembre 2002] pour donner des détails » sur les suppressions de postes à venir. Il n'est jamais trop tard.

**Leica Geosystems** : le groupe saint-gallois supprime 150 postes, dont 60 en Suisse, par licenciements, retraites anticipées et départs naturels.

**Lista** : Erlen (TG), fabricant de mobilier de bureau, a supprimé 30 de 650 emplois en Suisse, « sans licenciements » selon le communiqué.

**LODH** : la fusion Lombard Odier et Darier Hentsch aboutit à un départ éche lonné de 300 employés jusqu'à juin 2004, dont l'essentiel à Genève.

**Müller-Martini** : société active dans le matériel d'impression et de reliure, a supprimé 100 emplois à Zofingue (AR) et à Felben (TG)

**Neopost** : groupe français ayant racheté le secteur des appareils de traitement de courrier du bernois Ascom, annonce en juillet le licenciement de 127 personnes à Bumplitz (BE).

**Oscilloquartz** : filiale du groupe Swatch, début 2002, licencie 10% de 142 collaborateurs.

**PricewaterhouseCoopers** : la société d'audit et de conseil, balottée par les scandales de la branche, envisage en Suisse un dégraisage prenant appui sur les départs d'employés liés à la rotation du personnel qui est élevée.

**PubliPresse** : principale division de PubliGroupe, va supprimer 150 postes de travail au cours de fin 2002 et de l'année 2003. Retraites

anticipées et non-renouvellement des « départs naturels » semblent pour l'heure l'instrument de la politique de réduction du personnel.

**Rondchâtel** : basée à Péry (Jura bernois), société active dans la pâte à papier, licencie 35 personnes en septembre.

**Ruag** : à Aldorf (UR), a supprimé 23 postes. Ruag Aerospace supprimera 120 postes, entre le dernier trimestre 2002 et l'année 2003, à Emmen (LU), sur un total de 900. Cette restructuration ne semble pas terminée.

**Siemens Suisse** : face à la crise des télécommunications, réduit les emplois de 252, dont 115 par licenciements en janvier 2002.

**Swiss Dairy Food** : 30 septembre, 110 employés du Mont-sur-Lausanne (VD) et 200 à Gossau recevaient leur lettre de congé. Le total des licenciements et des réductions de postes dépendra des rachats et de la restructuration.

**Swiss Life** : 900 emplois seront supprimés en Suisse. Préretraites et départs naturels étaient envisagés. Des licenciements semblent aussi vraisemblables que les gains spéculatifs obtenus par les directeurs.

**TXU** : société texane de courtage d'énergie, au 5e rang des groupes énergétiques américains, a licencié 80 salariés sur un total de 135 en Suisse.

**Union Bancaire Privée (UBP)** : a annoncé à la fin du premier semestre 2002 la suppression de 275 emplois, suite à sa fusion avec Discount Bank and Trust Company, sur un total de 1170 en Suisse.

**Valiant Holding** : issu de la fusion en août 2002 des banques Valiant/Banque privée Valiant (BE), IRB Interregio (AR), Luzerner Regiobank, envisage une réduction de 10% de ses effectifs, sur plus d'un millier d'employés. La direction parle de « départs naturels ».

**Veillon** : le plan de restructuration initial implique le licenciement collectif de 194 salarié-e-s.

**Vontobel** : la banque zurichoise a licencié 50 personnes en août.

**Zellweger Luwa** (Luwa Suisse) : va supprimer 30 emplois à Uster (ZH) par le biais de retraites anticipées et de licenciements.

**Zurich Financial Services** : avait initialement annoncé une réduction de 500 emplois à partir de « départs naturels ». Le 23 octobre, 180 salariés ont reçu leur lettre de licenciement. D'autres licenciements sont à attendre dans les semaines et mois à venir.

► tères du Bureau international du travail (BIT), c'est-à-dire qu'elles étaient sans travail et prêtes à prendre un emploi dans le mois. Mais, surtout, l'OFS ajoute à cette statistique celle des personnes en sous-emploi, c'est-à-dire, toujours selon les critères du BIT, les personnes à temps partiel souhaitant travailler davantage: elles étaient 357 000 au deuxième trimestre 2002<sup>10</sup>.

Cette réalité est à mettre en rapport avec la formidable croissance du travail à temps partiel. Entre 1991 et 2001, le nombre de femmes employées à temps partiel a passé de 789 000 à 965 000, tandis que celui des hommes augmentait de 168 000 à 243 000. En 2001, il y avait ainsi 1 208 000 salarié-e-s à temps partiel, soit près d'un tiers de la population active. Une grande partie d'entre eux sont de fait des chômeurs partiels, pour des motifs divers: pas de choix face à une offre d'emploi à temps partiel, répartition des rôles entre homme et femme au sein du ménage, sous-qualification, etc.<sup>11</sup> L'OFS lui-même laisse clairement entendre qu'une très grande partie de ce type d'emplois à temps partiel n'est pas le résultat d'un choix, mais de contraintes.

Ainsi, selon l'OFS, si l'on additionne sous-emploi et chômage, on arrive à un total de 11,7% de la population active qui, à la mi-2002, était à la recherche d'emploi. Cela donne la vraie mesure de l'enjeu de la 3<sup>e</sup> révision de la LACI.

Toujours selon la toute dernière statistique du chômage de l'OFS, le volume de travail manquant et qui serait nécessaire pour combler le chômage s'élève à l'équivalent de quelque 202 000 emplois à plein temps. Ce chiffre peut, par exemple, être comparé à celui des heures supplémentaires effectuées en Suisse. En l'an 2000, leur volume correspondait, en heures cumulées, à plus de 160 000 emplois à plein temps, un chiffre qui est d'ailleurs vraisemblablement largement sous-évalué dans la statistique suisse<sup>12</sup>.

Il est clair que ces deux réalités (heures supplémentaires et chômage) ne peuvent être mises directement en relation: les qualifications, les aptitudes, la répartition géographique des personnes effectuant des heures supplémentaires ne correspondent pas nécessairement au profil des personnes à la recherche de travail. Il n'en reste pas moins que ce volume d'heures supplémentaires s'ajoute à une durée du travail normale particulièrement élevée (41,8 heures, soit la 2<sup>e</sup> durée hebdomadaire du travail la plus élevée de l'OCDE).

## Que fait l'USS ?

Dès lors, que penser du fait que l'USS, « au nom de l'équilibre budgétaire, ait accepté des sacrifices sur les chômeurs » lors des négociations de la Table ronde fédérale?<sup>13</sup> A cette occasion, en 1998, 2 milliards de francs d'économies étaient prévus. En 2001, la dette de l'assurance chômage n'était plus que de 2,3 milliards de francs<sup>14</sup>...

On peut se poser une autre question: pourquoi l'USS a-t-elle soutenu inconditionnellement les accords bilatéraux Suisse-UE, alors qu'ils contenaient en germe la mise en œuvre des mécanismes de concurrence en termes de salaire? Et sans qu'une interrégionalisation effective de l'activité syndicale soit préparée depuis longtemps?

Que penser de l'affirmation de l'USS que « notre assurance chômage actuelle a pour l'instant réussi à endiguer la montée de la pauvreté et de l'exclusion »? Or, 13% des chômeurs actuels sont des chômeurs de longue durée, c'est-à-dire sans emploi depuis plus d'un an<sup>15</sup>. Et le Seco prévoit une augmentation de 30% du chômage d'ici à fin 2002. En outre, mes perspectives pour 2003 sont des plus incertaines. Sans même mentionner la façon dont se passe la « sortie du chômage » pour une majorité des chômeurs de longue durée, repoussés vers l'assistance sociale, avec ce que cela implique d'emprisonnement dans une dépendance durable et culpabilisante.

De façon plus générale, une interrogation émerge lorsqu'on lit le document de l'USS *Non au démantèlement de l'assurance-chômage*<sup>16</sup>. Prisonnière du passé immédiat, l'organisation syndicale faitière se limite à défendre le triste et terrible statu quo. Un système qui est fabricant de « fin de droits », un terme éloquent, et qui, souvent, contraint les salarié-e-s à devoir accepter un travail qualifié de « convenable », c'est-à-dire généralement moins bien rémunéré, moins responsabilisé et géographiquement plus distant que le précédent.

Chômage, temps de travail et salaire social se situent au centre des conflits entre capital et travail. Une opposition réaliste à la politique gouvernementale et patronale doit partir de l'enregistrement de cette conflictualité. Il est peut-être possible de faire avancer le débat, car le vote sur le référendum s'insère dans un climat qui exprime, dans des couches de salariés, la compréhension pratique des effets de quelque treize ans de crise-chômage. ■

1. Cf. Département fédéral de l'économie publique, Service de presse et d'information, Communiqué du 31 octobre 1997 (sous [www.admin.ch](http://www.admin.ch), Archives des communiqués) et Chantal Thévenoz, « La résurrection de Jean-Luc Nordmann » in *L'Hebdo*, Lausanne, 6 janv. 2000.

2. *Tribune de Genève*, Chômage, « Couchepin défend une loi "sociale et efficace" », 15.10.2002; *Le Temps*, Pascal Couchepin: « Il n'y aura pas d'Etats-Unis d'Europe », 24.10.2002.

3. Discours de Ruth Dreifuss, conseillère fédérale, au 51<sup>e</sup> Congrès de l'Union syndicale suisse, Berne les 24, 25 et 26 octobre 2002 (sur la page Internet [http://www.sgb.ch/postnuke/html/modules.php?op=modload & name=news & file=index & catid=9&topic=](http://www.sgb.ch/postnuke/html/modules.php?op=modload&name=news&file=index&catid=9&topic=)).

4. Jean-François Marquis, « Le chômage recommence à augmenter en Suisse. Dans quel contexte? Les traces des années 1990 » in *à l'encontre*, n° 3, déc. 2001; Dario Lopreno, « La révision de la loi fédérale sur l'assurance chômage est sur le point d'aboutir. Coupables de chômage » in *à l'encontre* n° 4, janv. 2002, disponibles sur <http://www.alencontre.org/page/page2/04/09-4.html>; Sofia Ferrari, « Il congresso dell'USS. Una crisi senza fine », in *Solidarietà*, Bellinzona, 24 ott. 2002.

5. Cf. Congrès de l'USS, motions n° 12, *Fermeture des centres de tri (REMA), l'USS demande le retrait du projet* et n° 13, *Pour faire face à REMA il faut un mouvement de grève* (à l'adresse <http://www.sgb.ch/postnuke/html/index.php?catid=8>).

6. Il s'agit de statistiques prenant en compte les 15 à 20 pays les plus riches de l'OCDE selon le cas. Cf. Institut der deutschen Wirtschaft Köln, Deutschland im globalen Wettbewerb. Internationale Wirtschaftszahlen 2002, Cologne, 2002; Union patronale suisse, Travail et pauvreté, Zurich, févr. 2002; *economiesuisse*, Finances publiques et quote-part de l'Etat. Hausse de la quote-part de l'Etat: la Suisse un cas à part, Zurich, 2002.

7. B.A. Weber et B.A. Zürcher, « Une Suisse travailleuse: de la corrélation entre productivité du travail et richesse » in *La Vie économique*, mensuel du Secrétariat à l'économie, Berne, 3/2001, pp 28 et 33.

8. Nous pouvons déduire cette proportion des données du *Seco Statistiques du marché du travail: chômeurs inscrits pour septembre 2002, chômeurs selon la durée écoulée*, disponibles sur [http://alt.seco-admin.ch/db/AMS/Resultate/f\\_Talregal.asp](http://alt.seco-admin.ch/db/AMS/Resultate/f_Talregal.asp)

9. *Seco, Statistiques du marché du travail*. Explications, définitions disponibles sur [http://alt.seco-admin.ch/db/AMS/Definitionen/f\\_Defini.html](http://alt.seco-admin.ch/db/AMS/Definitionen/f_Defini.html).

10. OFS, *Nette hausse du chômage et du sous-emploi (résultats provisoires de l'ESPA 2002)*, Communiqué de presse, Neuchâtel, septembre 2002.

11. OFS, *ESPA 2001 en bref. Principaux résultats de l'enquête suisse sur la population active*, Neuchâtel, 2002, p. 7.

12. OFS, *Heures de travail en 2002. La durée hebdomadaire du travail s'est réduite d'une demi-heure en dix ans*, Communiqué de presse (sur les statistiques DNT et SVOLTA), Neuchâtel, février 2002.

13. Eric Decarro, Lausanne, « Le syndicalisme doit adopter des orientations de lutte » (interview) in *Services publics*, n° 11, 24 juin 1999.

14. P. Gasser et U. Grueb, « La révision de la LACI: assurer le financement à long terme » in *La Vie économique*, mensuel du Secrétariat à l'économie, Berne, 10/2002, pp 28 à 31.

15. USS, *Non au démantèlement de l'assurance-chômage*, Documentation n° 81, octobre 2002, p. 7 et note n° 9 ci-dessus.

16. *Idem*.

# Le crescendo de

Fin octobre était présentée une étude intitulée « *Formes du travail et qualité, une enquête empirique sur les effets de la flexibilité du marché du travail au Tessin* ». Les auteurs de cette étude sont Christiane Marrai et Angelica Lepori du Département de travail social de la Scuola universitaria professionale della Svizzera Italiana. Cette étude a pour objet d'analyser les conséquences sociales de la flexibilité du travail. Pour la première fois, la parole est donnée à des travailleuses et des travailleurs qui, tous les jours, font l'expérience de la précarité du travail. Ainsi, cette étude met en lumière « leur point de vue et leur vécu quotidien ». Angelica Lepori présente ici les lignes de force de cette étude à laquelle elle a participé. – Réd.

Angelica Lepori

Cette étude trace, en introduction, les principaux changements qui sont intervenus, au cours de la dernière décennie, sur le marché du travail.

## Déchiffrer la flexibilité

A partir des données recueillies apparaissent avec clarté les changements intervenus dans la composition de la main-d'œuvre salariée. On observe en particulier une croissance considérable des personnes travaillant à temps partiel. Elles représentent, actuellement en Suisse, plus de 30% des salariés, c'est-à-dire un pourcentage bien supérieur à la moyenne de tous les autres pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Le temps partiel concerne, de façon tout à fait significative, les femmes : plus de 80% des salarié-e-s à temps partiel sont en fait des femmes. Mais il ne s'agit pas seulement du temps partiel. L'étude met en relief l'augmentation du nombre de personnes qui ont des emplois dits atypiques (par exemple, les personnes qui ont au moins deux emplois), du nombre de contrats à durée déterminée (CDD), ainsi que de la quantité de salarié-e-s soumis à des horaires flexibles. 42% des salariés en Suisse sont soumis au régime

de l'horaire flexible. En outre, 5% des salariés travaillent sur appel – c'est-à-dire quand l'employeur le leur demande – et parmi eux 60% ne disposent d'aucune garantie d'horaire hebdomadaire minimal. Ce statut concerne aussi en majorité des femmes.

Toutefois, ce qui est plus préoccupant, c'est l'explosion du travail intérimaire et du travail en sous-traitance, un travail qui s'effectue auprès d'une entreprise par le biais d'une agence d'emploi temporaire.

De 1995 à 2002, le nombre de travailleurs intérimaires a augmenté de 96%, passant de 104 897 à 204 612. Pour le Tessin, au cours de la même période, l'augmentation a été de 89% (de 2381 à 4520). Cette évolution se reflète dans la croissance exponentielle des heures de travail accomplies par ce secteur de salariés : de 1995 à 2000, le nombre d'heures passe de 44 635 913 à 84 788 276, soit un bond de 90%. A l'échelle du Tessin, la hausse est plus marquée : elle est de 165%. Le total des heures passant de 643 996 à 1 706 764 de 1995 à 2000. Le total de ces heures correspond presque à un millier de postes de travail à temps plein.

Cette forme de travail – l'emploi à statut intérimaire – semble être la forme de travail « flexible » majoritairement utilisée au Tessin et en Suisse. La Suisse, dans ce domaine, se situe à l'avant-garde. Le pourcentage d'intérimaires, sur le total des salariés, se situe à hauteur de 5%. Par contre, la moyenne pour l'Union européenne est de 1,5%,

Le travail intérimaire ou sur appel, sous ses diverses formes, semble dès lors être un des facteurs significatifs de la réduction partielle du chômage enregistrée autour de la fin de 2000. Ainsi, l'on peut parler d'un passage quasi direct du chômage total à des formes d'emploi précaire et peu garanti. Cette hypothèse est confirmée par un fait : au cours de ces années, les personnes sous-occupées – c'est-à-dire celles et ceux qui travaillent moins qu'un temps plein, mais désirent travailler plus – vont en nombre crois-



# la précarisation

sant. L'augmentation est de 18 % au cours des dix dernières années. Et, actuellement, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), une personne sur dix en Suisse ne dispose pas de suffisamment de travail. Les changements du marché du travail ont une conséquence directe sur l'évolution des salaires. Lorsqu'on examine l'indice d'évolution des salaires, on remarque que certains secteurs ont été particulièrement frappés par la crise et subissent des diminutions de salaire importantes.

De même au cours d'une phase de croissance économique, les salaires marquent le pas. L'indice des salaires réels a marqué une baisse de 0,2 % entre 1997 et 2000.

A l'étape actuelle, d'importantes différences s'affirment entre les divers secteurs économiques et entre les salariés eux-mêmes. Ainsi, 21 % des salariés gagnent moins de 3000 francs par mois. Une décomposition par genres donne le résultat suivant : 42,8 % des femmes salariées ont un salaire mensuel de moins de 3000 francs en comparaison de 7,1 % des hommes. A l'opposé, 1,2 % des personnes occupées ont un salaire mensuel supérieur à 10 000 francs (1,8 % des hommes et 0,3 % des femmes).

C'est dans ce contexte qu'a pris naissance un phénomène social qualifié de développement des « working poor ». En Suisse, 7,5 % des salariés qui ont entre 20 et 59 ans sont considérés comme pauvres. Les salariés à temps partiel, avec des horaires flexibles et des CDD, ont plus de risques de devenir pauvres. Y compris parmi les travailleurs indépendants, une fraction non négligeable peut être classée parmi les « travailleurs pauvres ». Ces faits confirment le lien entre la réorganisation du marché du travail et les « nouvelles » formes de pauvreté.

## Deux figures de la précarité

C'est dans ce contexte que s'est développée l'enquête au Tessin. Cette dernière s'est effectuée à partir d'un questionnaire qui réunissait un échantillon de tra-

vailleurs indépendants – qui se sont « mis à leur propre compte » au maximum depuis cinq ans – et un échantillon de salariés intérimaires.

Les raisons de ce type de choix sont les suivantes. Tout d'abord, le travail intérimaire présente quelques caractéristiques fondamentales que l'on retrouve dans toutes les formes de travail dit atypique. Dans ce sens, il peut être pris comme un paradigme du travail précaire. Ensuite, parmi les transformations du marché du travail, les indépendants ont une fonction particulière. Au cours de ces dernières années, les entreprises ont développé une politique dite d'outsourcing (externalisation) qui a fait apparaître de petites entreprises, très souvent avec une seule personne occupée (un indépendant). Ces « entreprises » sont totalement dépendantes – ou presque – d'autres sociétés plus importantes. En général, les travailleurs concernés par ces processus ont été exclus du travail salarié et doivent faire face à des situations très difficiles et marquées par les privations.

Ces deux figures professionnelles sont apparues comme les plus aptes à représenter le monde du travail flexible. De plus, dans le canton du Tessin, elles recourent une fraction majoritaire de travailleurs « flexibilisés ».

Les résultats principaux qui apparaissent dans cette enquête ne laissent aucun doute : les transformations du marché du travail et la flexibilité qui s'ensuit ont des conséquences sociales importantes ; elles se manifestent dans la vie privée et professionnelle des personnes directement concernées par ces « nouvelles formes d'emploi ».

## Insécurité et précarité

Les travailleurs et travailleuses interviewés sont profondément préoccupés par leur avenir. Cela concerne 46 % des indépendants et 7 % des intérimaires. En général, les personnes interviewées expriment un sentiment d'insécurité croissant et une grande difficulté à « programmer » à long terme leur vie, qu'elle soit privée ou professionnelle.

### Intérimaire : un premier pas qui se prolonge

L'enquête contient aussi 21 entretiens poussés. Nous reproduisons ici un extrait qui se trouve dans le rapport de recherche. L'entretien est conduit avec Sandra, 43 ans, d'origine italienne, vivant au Tessin depuis trente ans. Elle a deux enfants de 12 et 10 ans. Après une interruption de travail d'une durée de dix ans, elle a eu besoin (son mari est actuellement au chômage) et voulu reprendre une activité professionnelle. Après avoir cherché en vain un emploi, elle s'est adressée à une agence intérimaire :

*« Dans les deux jours, l'agence m'a trouvé un emploi et j'ai commencé à travailler presque immédiatement. Je suis contente du type de travail et de l'ambiance. Mais je suis préoccupée avant tout par le salaire. Etant payée à l'heure, je ne sais jamais bien combien je toucherai à la fin du mois ; si un jour je tombe malade, je reste à la maison, je ne suis pas payée et cela peut clairement devenir un problème. Il y a quelques semaines, j'ai dû accompagner le plus petit de mes fils chez le médecin. J'ai dû m'absenter du travail quelques heures. A la fin de la semaine, je me suis retrouvée avec un salaire réduit. Si j'avais un contrat de travail normal, cela ne serait pas arrivé. »*

Sandra cherche un emploi fixe : *« Je sais que ce ne sera pas facile, dans ma situation qui me veut ? Dans tous les cas je vais continuer à chercher. Je ne désire pas continuer avec ce système durant longtemps, car outre les problèmes liés au contrat existe une question de sécurité. Il est vrai que les agences trouvent rapidement un emploi. Rester à la maison est difficile, mais il est aussi vrai que de ne pas savoir jusqu'à quand on travaille dans un emploi déterminé, ce n'est pas réjouissant et rassurant... Je vois cette solution comme transitoire, même si j'ai peur qu'elle dure un certain temps... Mon mari ne réussit pas à accepter d'être resté sans emploi, mais pourtant il ne comprend pas mon insistance à en trouver un. »*

Le travail temporaire est vécu comme une contrainte, autrement dit il ne participe pas d'un choix pour une majorité des personnes concernées. Et une part majoritaire indique avoir des difficultés à trouver un emploi fixe.

Parmi les travailleurs indépendants, une fraction non négligeable d'entre eux se sont mis à leur propre compte suite aux difficultés rencontrées dans leur parcours professionnel de salariés. Ce genre de travailleurs dénoncent les conditions de travail précaires qu'ils subissent et qui ressemblent de plus en plus à la précarisation du travail salarié.

Les salarié-e-s interviewé-e-s manifestent une difficulté accentuée à s'intégrer sur leur lieu de travail. Les changements continus suscitent une grande difficulté à établir des relations durables avec leurs collègues de travail. En outre, comme l'explique le sociologue du travail de Turin Luciano Gallino, ces travailleurs ne disposent pas d'un poste de travail et ne « possèdent » pas leur instrument de travail. Dès lors, le travail flexible, pour reprendre sa formule, a conduit à « une déstructuration des aspects spatiaux et relationnels du travail qui sont à la base de l'identité et de l'intégration sociale des personnes ».

### Le temps qui n'en est pas un

La flexibilité rend la gestion du temps difficile, pour ne pas dire impossible. Plus de 50 % des travailleurs intérimaires déclarent ne pas disposer de temps à dédier à leur famille et aux relations sociales. Ce pourcentage croît nettement lorsque ne sont prises en considération que les personnes mariées ou séparées. De même pour les travailleurs indépendants, le temps est « précieux ». En général, cette catégorie a une charge de travail très importante – plus de la moitié travaille au-delà de 42 heures par semaine – et manifeste une difficulté à gérer vie privée et vie professionnelle. Pour tous, le travail est irrégulier. Parfois il y en a, parfois il n'y en a pas. Cette situation, au-delà des contrariétés qui en découlent pour planifier son temps de vie, suscite souvent anxiété, peur et résignation.

Les retombées sur l'état de santé des personnes sont de ce point de vue des plus parlantes : 51 % des intérimaires et 35 % des indépendants affirment que le travail a des effets négatifs sur leur santé. Une donnée qui est confirmée par le nombre important de travailleurs qui se déclarent stressés, fatigués, énervés. 48 % des indépendants et 57 % des inté-

rimaires sont souvent énervés, agités (fébriles, irritables); 68 % et 72 %, respectivement, se déclarent très souvent fatigués, épuisés; et enfin, 55 % et 65 % sont souvent stressés. Ces quelques données éclairent la manière dont les conditions de travail ont des effets directs sur l'état de santé.

### Une précarité aussi financière

43 % des travailleurs intérimaires disposent d'un revenu mensuel inférieur à 3000 francs; et 34 % se situent en dessous de la barre des 4000. Une hétérogénéité nettement plus marquée se constate parmi les travailleurs indépendants. Toutefois, 46 % d'entre eux ont un revenu mensuel inférieur à 4000 francs.

A ces bas revenus s'ajoute souvent une absence de couverture en termes d'assurances, avant tout pour ce qui a trait aux accidents, professionnels ou non, et au chômage.

Il faut avoir en mémoire que les travailleurs intérimaires ne perçoivent un salaire que sur la base des heures de travail effectivement accomplies. Les revenus sont dès lors irréguliers et peuvent varier de semaine en semaine. En ce qui concerne les vacances, une indemnité sur le salaire horaire est garantie. Il existe des périodes de non-travail qui ne peuvent être assimilées à des « vacances »... au sens de vacances payées. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que la très grande majorité des personnes interviewées restreignent au maximum leurs dépenses « de vacances » et économisent sur les vêtements et les biens accessoires. 67 % des intérimaires et 58 % des indépendants affirment être contraints de faire des sacrifices pour pouvoir vivre.

Le niveau de formation semble déterminer l'insertion précarisée dans le monde du travail. En général, les travailleurs interviewés ont un niveau de formation moyen ou bas. De plus, la formation professionnelle continue est fort difficile. Ainsi, 50 % des indépendants et 63 % des intérimaires n'ont jamais suivi un cours de formation professionnelle. Cette possibilité est liée au niveau de formation acquis. Plus celui-ci est élevé, plus la possibilité d'une mise à jour est grande.

Dans ce sens, aux difficultés de formation initiales (scolarisation, apprentissage) s'ajoutent celles rencontrées dans le parcours professionnel. De la sorte, les travailleurs précaires ont toujours plus de difficulté à échapper à leur précarisation.

Ils déclarent qu'ils se sentent très rarement valorisés dans l'exercice de leur profession. Très souvent, ils déplorent de ne pas être reconnus pour ce qui a trait aux diverses facettes du travail accompli et de ne participer en aucune mesure aux décisions les concernant.

### Où est le syndicat ?

Dans ce paysage social, le syndicat semble complètement absent. Les organisations syndicales ne sont pas capables de capter les besoins – et de leur donner une expression – de ces « nouveaux travailleurs ». Ces derniers envisagent les organisations syndicales comme des organismes qui fournissent certains services. Les syndicats ne s'offrent pas comme des structures favorisant une organisation et capables de leur permettre de faire valoir une série de droits.

Il est intéressant de noter, toutefois, qu'aussi bien des travailleurs intérimaires qu'indépendants – certes de façon moindre pour ces derniers – se déclarent intéressés à la création de structures collectives pour la défense de leurs intérêts.

Parmi les personnes interrogées, ces structures collectives devraient s'occuper en priorité des conditions de travail, de salaire et des problèmes liés à la formation professionnelle.

Ainsi, se confirme l'existence d'un espace pour conduire une bataille contre la précarité du travail; un espace qui n'attend que d'être rempli. A ce propos, l'étude cite quelques expériences de différents pays européens qui pourraient fournir des éléments stimulants à ce propos.

L'étude « Formes du travail et qualité de la vie » met en évidence les principaux problèmes posés par la flexibilisation et la déréglementation du marché du travail. Elle peut être un point de départ pour susciter une réflexion afin de créer un mouvement capable de mettre au centre du débat socio-politique la question des droits pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs; avant tout, le droit à un travail sûr et garanti. L'extension de la précarité a des effets négatifs sur les personnes concernées et y compris sur celles considérées comme étant des « travailleurs stables ». La péjoration des conditions de travail est un processus qui se diffuse et atteint, par cercles concentriques, des couches de plus en plus larges. Pour toutes ces raisons, il est nécessaire de mettre un frein à ces formes d'emploi précarisé. ■

# L'action directe légitimée

David Gygax

Depuis quelques mois la discussion était à l'ordre du jour sur divers chantiers et dans les rangs du Syndicat Industrie & Bâtiment (SIB): « *Il faut absolument recommencer la lutte pour une retraite anticipée.* »

En effet, l'accord signé le 25 mars dernier par la SSE (Société suisse des entrepreneurs, l'organe faïtier du patronat de la construction) et les syndicats (SIB et SYNA – Syndicat interprofessionnel suisse, « chrétien ») a été remis en cause par les employeurs. Ces derniers nient sa validité. Ils souhaitent rediscuter notamment du montant des rentes versées aux travailleurs de la construction après leur retraite anticipée, dès 60 ans. Cette remise en cause d'un accord signé est une « première » – sous cette forme – dans le domaine des conventions collectives helvétiques. Avant tout, il s'agit d'une tentative d'attaque frontale contre les salariés de la construction, pour lesquels la retraite anticipée était un fait acquis.

Ce revirement a déconcerté la direction centrale du SIB: en signant l'accord en mars, elle avait présenté la retraite anticipée comme une avancée historique. Et, dans un secteur où dès 50 ans la pénibilité du travail se ressent avec force, cette revendication est très populaire. En outre, l'obtention de la retraite anticipée apparaissait comme le seul élément positif de l'accord dans son ensemble. La mise en œuvre de la retraite anticipée

La mobilisation à Genève...



reposait sur un système de financement acceptable (4% de cotisations patronales, 1% de cotisations des salariés) et un montant de rentes relativement élevé (jusqu'à 80% du dernier salaire, sans avoir à payer les cotisations sociales).

Par contre, sur deux autres points centraux, l'accord était l'un des plus mauvais signés dans le secteur. En quelque sorte, les « renoncements » étaient justifiés au nom de l'obtention de la retraite anticipée<sup>1</sup>. Tout d'abord, le système des heures variables (flexibilité) était maintenu, sans que s'affirme une volonté de la direction centrale du SIB de renégocier cette question. Pourtant les travailleurs de la construction y sont très sensibles. La flexibilité s'inscrit dans un ensemble dont les répercussions sur la santé – donc les conditions physiques et psychiques lors de la retraite – sont loin d'être négligeables.

Ensuite, les augmentations de salaires ont été fixées directement pour deux années (80.- pour tous en 2002, compensation du renchérissement uniquement en 2003), au lieu d'une, traditionnellement. Il en découlera que les chantiers, au moins dans diverses régions du pays, seront désertés par l'appareil syndical pour une plus longue période encore qu'à l'habitude.

Le bilan est clair: la direction syndicale a fait des concessions importantes sur les conditions de travail et les salaires pour obtenir ce qu'elle pensait prioritaire et souhaitable: la retraite anticipée.

Avec le refus patronal, les travailleurs se retrouvent sans augmentation de salaire et sans baisse des heures variables et ni réduction de la flexibilité ou baisse du temps de travail. Par contre, la retraite anticipée est remise en cause. De quoi susciter une réaction, une résistance.

L'augmentation salariale fantomatique a donné le ton aux négociations dans d'autres branches, notamment, pour le SIB, dans l'industrie et la chimie. A cette aune, on apprécie mieux la portée effective de la campagne médiatique de l'automne 2001 de l'USS « 5% d'augmentation pour toutes et tous » et celle pour 2003 « 3% pour tous » et de ses véritables effets sur le pouvoir d'achat des salarié-e-s. Les postiers, les métallurgistes, les salarié-e-s des CFF auront subi, dans leurs négociations salariales, l'ombre de l'accord de la construction.

Toutefois, la mobilisation actuelle du SIB-SYNA contre le refus de la SSE peut, à son tour, être un stimulant pour l'action directe de secteurs de salarié-e-s qui prennent conscience – alors que se confirme la morosité économique avec ses effets sur l'emploi – de la détermination du patronat de licencier et de péjorer les conditions de travail.

## Volte-face et test

Le retournement de la SSE sur la retraite anticipée doit bien sûr être appréhendé comme une composante directe de la vaste offensive contre les retraites. Les débats internes du patronat helvétique n'étant pas publics, personne ne connaît exactement les raisons de ce retournement. Mais des éléments peuvent être avancés pour l'expliquer.

En premier lieu, l'écho de l'accord – qui fixe la retraite à 60 ans – dans le salariat suisse n'est pas à négliger. Pour bon nombre de salarié-e-s, la retraite anticipée est un droit ou une promesse qui paraît très éloignée de leur réalité, alors que les conditions de travail se sont durcies, à tel point que l'exclamation « on n'en peut plus » rythme les conversations.

Qu'un secteur entier de travailleurs puisse prendre cette retraite cinq ans avant



l'âge légal constitue en quelque sorte – toutes particularités de l'accord et du secteur de la construction mises à part – une forme de « modèle social réellement existant ». Dès lors, il pouvait être un facteur rendant plus palpable la possibilité d'autres batailles pour une retraite anticipée.

Le contexte social et politique actuel, qui peut se résumer à la formule « attaque généralisée contre les dites assurances sociales, en particulier les retraites », a également joué sur la décision des employeurs. Baisse du taux de rendement obligatoire des fonds du deuxième pilier, préparation d'une nouvelle offensive contre l'AVS dans le cadre de la 11<sup>e</sup> révision: la question de la retraite est au cœur des contre-réformes engagées par la droite et le patronat. Ainsi, dans une négociation sectorielle (la construction), les employeurs de la construction, en acceptant des conditions de retraite meilleures que celles qui prévalent « dans la loi » (*a fortiori* de celles qui prévaudront si un relèvement de l'âge de la retraite et une baisse des rentes AVS figurent bien dans la 11<sup>e</sup> révision), vont à contre-courant du cadre défini par « les élites » dominantes.

Il est donc très probable que des secteurs patronaux ont fait pression sur la SSE – même s'ils sont conscients des spécificités du secteur de la construction et de la « rentabilité réduite » de travailleurs usés – pour que celle-ci revienne sur sa signature et renégocie au moins le montant des rentes. De plus, un tel revirement pouvait aussi servir à tester la capacité de riposte syndicale.

En troisième lieu, la composition de la SSE elle-même. Cette dernière n'a pas cédé en mars parce qu'elle était « progressiste » et, depuis lors, aurait changé de conduite sociale. La tradition existe dans le syndicalisme helvétique de concertation de mettre très fort l'accent sur les différences de comportement d'un

patron comparé à un autre. Cela reflète certes des réalités partielles qui ressortent (parfois plus ou moins artificiellement) lors de négociations. Mais ces « analyses » des spécificités d'un patron ou d'un autre, d'un président d'une fédération ou d'un autre, ont pour conséquence de camoufler ce qui constitue les fondements d'un antagonisme inscrit dans la réalité des rapports sociaux. Elles concourent à accroître une fragmentation de l'organisation et de la conscience des travailleurs.

Il y a certes eu un changement dans l'orientation générale de la SSE. Néanmoins, bon nombre des grandes entreprises du secteur ont déjà introduit des formes de retraite anticipée: chez Losinger – du groupe Bouygues – les travailleurs peuvent prendre leur retraite dès 62 ans; de même chez Batigroup. Ces firmes ne voient pas d'obstacles majeurs à son introduction. Ces systèmes de retraite servent essentiellement à gérer la main-d'œuvre la moins rentable. L'accord et son financement ne mettaient donc pas en danger ces entreprises, qui savent parfaitement que très peu de travailleurs sont encore actifs et, cyniquement dit, « valides économiquement » entre 60 et 65 ans dans le secteur de la construction. De plus, le nombre de pensionnés serait faible. Au moment de l'accord, l'estimation la plus sérieuse évaluait à 500 les travailleurs concernés pour toute la Suisse.

A contrario, pour les entreprises de taille réduite, l'application de la retraite anticipée pourrait avoir, dans certains cas, des conséquences différentes. Mais, l'opacité de la situation des petites et moyennes entreprises ainsi que la rotation faillite-création de nouvelles petites entreprises rendent difficile une appréciation précise de l'impact de cet accord sur ce segment.

Enfin, le « retour » de la crise économique, certainement plus rapide et plus

... au Tessin...

fort que ce que les employeurs l'avaient pronostiqué au printemps dernier, constitue également un facteur d'explication de leur repli.

Dans ce contexte, la baisse réelle de l'activité dans le secteur de la construction, combinée à des prévisions pessimistes pour le moyen terme, ne peut qu'inciter les employeurs du secteur à la « modération » salariale et sociale. La modération salariale étant déjà acquise dans la convention nationale telle que signée en mars, il ne restait plus qu'à tenter une attaque contre la retraite anticipée.

### Violation et violations

En réalité, le non-respect par les employeurs d'un accord signé n'est pas une vraie nouveauté. Tous les jours, et dans bon nombre d'entreprises, les conditions de travail fixées par la convention nationale du secteur principal de la construction ne sont pas respectées. Pas d'arrêt de travail lors d'intempéries, heures de travail supplémentaires non payées, temps de transport non payés: les droits reconnus dans la convention sont très souvent – et systématiquement dans certaines régions – niés ou violés par les employeurs, qui « bénéficient » de contrôles rarissimes.

Le fait de ne pas respecter un accord écrit ou une parole n'est donc pas aussi exceptionnel que ce que la direction syndicale veut faire croire. Les travailleurs de la construction le savent parfaitement. Et c'est, entre autres, parce qu'ils ont cette expérience quasi quotidienne – face à laquelle il est difficile de réagir en « ordre dispersé » et sans un fort appui syndical – que les travailleurs de la construction se sentent autant partie prenante d'une riposte face à l'insulte du patronat. Tous les discours sur la « bonne foi » entre « partenaires sociaux », souvent utilisés par certains dirigeants syndicaux, ne font plus le poids en présence du reniement patronal et de la détérioration des conditions de travail (moins d'ouvriers pour un volume de travail plus grand à accomplir en moins de jour).

### Une journée de grèves

Pour appréhender la journée de grèves et de lutte du 4 novembre, deux dimensions

... et le blocage du tunnel du Baregg.



méritent d'être soulignées. La première: les travailleurs ont montré une grande détermination dans leur lutte. Une vraie volonté de combattre pour une retraite anticipée s'est exprimée. Pour des secteurs non négligeables de travailleurs immigrés, la retraite équivaut à la possibilité offerte de pouvoir rentrer plus rapidement «au pays». De plus, le thème de la «retraite anticipée» encapsule un peu toutes les inquiétudes face aux conditions de travail de plus en plus dures. Enfin, la rupture d'une parole donnée – dans laquelle ils plaçaient des espoirs – est prise comme une provocation du patronat. La mobilisation importante d'ouvriers dans des régions ou dans des entreprises où existent déjà des accords de retraite anticipée démontre bien que la violation de l'accord et la tromperie patronale ont bel et bien joué dans la détermination des travailleurs.

La seconde dimension peut être éclairée de la sorte: un degré fort inégal de la mobilisation à l'échelle nationale qui est le produit, en grande partie, des pratiques et de la présence (ou non) de militants et de permanents syndicaux sur les chantiers. Le versement des indemnités de grève permettra, dans quelque temps, d'avoir une vue plus précise de l'inégalité de la mobilisation.

Au Tessin, quelque 3500 travailleurs ont participé au mouvement. Presque 90% des chantiers étaient paralysés. A Genève, environ 3800 grévistes étaient recensés. A cela s'ajoute la mobilisation dans le canton de Vaud à hauteur d'approximativement 2000. Sur un total de 14000 à 15000 travailleurs engagés, à l'échelle nationale, dans l'action, la Suisse romande et le Tessin en ont rassemblé bien plus que 50%.

Cela révèle un véritable problème de capacité de mobilisation dans des régions où se concentrent des fractions numériquement décisives des ouvriers de la construction: Zurich, Suisse orientale ou à Bâle. La concentration des forces en grève dans des lieux stratégiques (tunnel entre Aarau et Zurich) en Suisse alémanique représente un choix qui, dans un contexte de relative faiblesse, a sa validité. Mais dans la perspective d'entretenir le rapport de force issu du 4 novembre l'effort à accomplir n'est pas petit. Une nouvelle

«culture» de l'activité syndicale, dans le SIB de ces régions, est encore à créer.

La présence active de permanents syndicaux pour organiser les débrayages est plus que justifiée par le climat qui règne sur les chantiers (menaces de l'employeur, crainte de travailleurs fragilisés...). Toutefois, selon les régions, il est apparu que cette présence ne s'était affirmée qu'à l'occasion du 4 novembre et qu'elle n'avait pas été précédée d'un travail – certes difficile – qui permet de structurer des contacts, des relais.

Enfin, un indice du climat social dans certaines régions de Suisse peut être décelé dans la journée de grèves: c'est l'écho rencontré par ce mouvement auprès de nombreux salariés d'autres secteurs. Alors que les licenciements et les attaques contre les assurances dites sociales (révision LACI, LPP, AVS) se multiplient, une partie des salarié-e-s a suivi avec attention et solidarité ce qui se passait dans le secteur de la construction.

La légitimité de la grève a été largement admise. Cela ressortait lors de la manifestation-grève du service public à Berne le vendredi 1<sup>er</sup> novembre; même si la direction du SSP-Berne ne semblait pas savoir que faire de ces 20000 manifestant-e-s qui «lui tombaient dessus»...

La mobilisation dans la construction entrainé aussi en écho avec la décision de faire grève contre la suppression de l'essentiel des centres de tri postaux. La grève a été votée dans les centres de tri de La Poste à Lausanne, Genève, Coire, Bienne.... De même, la lutte dans une entreprise comme celle de Veillon (vente par correspondance près de Lausanne) révèle que le «droit de se défendre par la grève» fait son chemin.

Néanmoins, il serait irréaliste de ne pas prendre en compte – dans des secteurs comme la poste, par exemple – aussi bien le manque de pratique, les inerties d'une partie des appareils syndicaux, les

hésitations qui surgissent face à toutes les propositions des patrons de trouver une voie de compromis, pour ne pas parler des «liaisons intimes» entre la direction des PTT et un micro-appareil syndical. Sous cet angle, le SIB reste le seul syndicat en Suisse apte à engager une mobilisation d'une telle ampleur, avec une issue positive.

### Détermination et victoire

Ce constat n'empêche pas de nombreux militants et des permanents de poser des questions qui nous semblent pertinentes. Un syndicalisme qui fait de l'échéance d'un accord conventionnel le moment quasi unique d'une présence active sur le lieu de travail n'est-il pas à l'origine de la difficulté de mobilisation constatée dans certaines régions?

En effet, un examen de la mobilisation montre que c'est là où des collectifs de travailleurs ont été lentement et patiemment construits que l'engagement a été décidé le plus collectivement. C'est parce que cette action syndicale est conçue par les salariés eux-mêmes comme une voie de possible émancipation, même ponctuelle et limitée, des conditions de travail imposées par le rapport salarial qu'elle a pris cette dynamique.

La mobilisation du 4 novembre, ainsi que la détermination qui s'y est manifestée ont démontré que le test qu'a voulu imposer un secteur de la SSE et du patronat s'est avéré un calcul un peu léger. Un accord qui reprend sur l'essentiel la convention signée a été obtenu. C'est une avancée considérable. D'autant plus si une réflexion sur l'ensemble de cette lutte devient le patrimoine d'un grand nombre de militant-e-s syndicaux en Suisse. ■

1. Voir à l'encontre, N° 2 et N° 7, articles consultables sur le site [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org) (archives).

# Six variantes du socialisme

Nous publions ici la dernière partie de l'étude de Hal Draper, « Qu'est-ce que le socialisme-à-partir-d'en-bas ? » ou « Les deux âmes du socialisme ». Dans cette partie conclusive, Hal Draper cherche à établir les différentes catégories contemporaines – entre autres celles en vigueur dans les années fin 1950-début 1960.

A la lecture de ce texte, on perçoit que l'arrière-fond qui préside aux thèses développées par Hal Draper est constitué par l'idée, alors fort répandue, d'une certaine convergence des sociétés technico-industrielles, placées sous le signe de l'emprise d'appareils administratifs. Ces thèses sont fort répandues aux Etats-Unis. Dans le monde francophone, dans son ouvrage « Trois essais sur l'âge industriel » (Ed. Plomb 1966), Raymond Aron reflète cette ère du temps. Les développements des années 1970 et 1980 ont infirmé cette hypothèse.

Le critère de démarcation choisi par Hal Draper – socialisme-à-partir-d'en-bas, socialisme-à-partir-d'en-haut – trace des continuités ou des similitudes qui, parfois, échappent au contexte socio-politique, aux rapports de force internationaux entre classes et Etats. Cette approche peut aussi avoir l'inconvénient d'évacuer des interrogations en termes de stratégie politique et de programme. C'est un sujet de débat aujourd'hui, période où semblent s'articuler, d'un côté, la réaffirmation de forces anticapitalistes (encore marginales) et, de l'autre côté, un mouvement social dans lequel ces dernières trouveraient des éléments programmatiques leur faisant défaut. Les formes sociales, politiques et institutionnelles possibles d'une crise aiguë des sociétés capitalistes avancées restent à être réfléchies, au même titre que les perspectives d'appropriation sociale, d'émergence de nouvelles institutions démocratiques, de droits et pouvoir collectif-démocratique, et d'autonomie individuelle. – Réd.

Nous avons vu qu'il y a plusieurs variétés différentes ou courants distincts qui traversent le socialisme-à-partir-d'en-haut. Ils sont habituellement mêlés, mais séparons-en quelques-uns des principaux aspects pour les examiner de plus près.

Hal Draper

**1. Le philanthropisme.** Le socialisme (ou la « liberté », ou ce que vous voudrez) sera accordé, par pure bonté d'âme, depuis en haut, pour faire le bien du peuple, par les riches et les puissants. Comme l'écrit le *Manifeste communiste* en pensant à Richard Owen: « *Le prolétariat n'existe pour eux qu'en tant que la classe qui souffre le plus.* » Dans leur gratitude, les pauvres opprimés doivent surtout éviter de devenir remuants et s'abstenir de toute ineptie à propos de la lutte de classes ou encore de l'auto-émancipation. Ce courant peut être considéré comme un cas particulier de l'élitisme.

**2. L'élitisme.** Nous avons déjà mentionné plusieurs exemples de cette conviction [opinion assurée] que le socialisme est

l'affaire d'une minorité dirigeante, non capitaliste par nature et dès lors certifiée pure et qui impose sa propre domination soit temporairement (seulement pour une période historique), soit même pour toujours. Dans les deux cas, cette nouvelle classe dominante envisagera probablement son rôle comme devant être l'exercice d'une dictature éducative sur les masses, évidemment pour leur plus grand bien. Cette dictature sera exercée par un parti d'élite qui supprimera tout contrôle à partir d'en bas, ou par des despotes bienveillants ou par des chefs-rédempteurs de tout genre, ou par les « surhommes » de George Bernard Shaw<sup>1</sup>, par quelques manipulateurs eugénistes, par les gérants « anarchistes » de Proudhon [1809-1865] ou les technocrates de Saint-Simon [1760-1825]. Ou encore par leurs équivalents plus contemporains qui se parent de termes à la mode et de faux-semblants verbaux salués comme étant des théories sociales rénovées à opposer au « marxisme du XIXe siècle ».

D'autre part, les partisans révolutionnaires-démocratiques du socialisme-à-

partir-d'en-bas, eux aussi, n'ont sans été qu'une minorité. Mais comme nous l'avons vu dans le cas de Eugene Debs<sup>2</sup>, la différence entre l'approche élitiste et celle de « l'avant-garde » est tout à fait cruciale. Pour Debs, comme pour Marx et Rosa Luxemburg, la fonction de l'avant-garde révolutionnaire est d'impulser la majorité des masses populaires à se rendre capables de prendre le pouvoir à leur propre compte, au moyen de leurs propres luttes. Il n'est pas question de nier l'importance décisive des minorités, mais d'établir un rapport différent entre la minorité avancée et les masses plus arriérées.

**3. Le planisme.** Ses termes-clés en sont : l'efficacité, l'ordre, la planification, le système et l'enrégimentement. Le socialisme est réduit à une ingénierie sociale mise en œuvre par un pouvoir régissant la société. Ici, à nouveau, il ne s'agit pas de nier que le socialisme effectif exige une planification d'ensemble (ni que l'efficacité et l'ordre sont de bonnes choses). Mais la réduction du socialisme à la production planifiée relève d'une problématique tout à fait différente. Au même titre, la véritable démocratie nécessite le droit de vote, mais la réduction de la démocratie au droit de voter de temps en temps en fait une imposture.

En réalité, il serait important de démontrer que la séparation de la planification d'un véritable contrôle à partir d'en bas aboutit à en faire une parodie de planification. En effet, les sociétés industrielles actuelles étant immensément complexes, elles ne peuvent pas être effectivement planifiées par les oukases d'un comité central tout-puissant, qui inhibent et terrorisent le libre jeu de l'initiative et des corrections venant d'en bas. C'est exactement là que réside la principale contradiction du nouveau type de système social exploiteur que représente le collectivisme bureaucratique soviétique. Mais nous ne pouvons pas plus développer ce thème ici.

La substitution du socialisme par le planisme a une histoire déjà longue, indépendamment de son incarnation dans le

-à-partir-d'en-bas ?» (VI)

# -à-partir-d'en-haut

mythe soviétique, qui tire un signe d'égalité entre étatisation et socialisme. Cet élément de doctrine avait déjà été initialement systématisé, comme nous l'avons vu, par le réformisme social-démocrate ; en particulier par Bernstein et les Fabiens<sup>3</sup>. Dans les années 1930, la mystique du « Plan », empruntée en partie à la propagande soviétique, avait acquis une place significative au sein de l'aile droite de la social-démocratie où Henri de Man<sup>4</sup> était salué comme son prophète et comme le successeur de Marx. Par la suite, Henri de Man s'éclipsa et est aujourd'hui oublié parce qu'il eut la mauvaise idée d'injecter ses théories révisionnistes d'abord dans le corporatisme, puis dans une collaboration avec les nazis.

Abstraction faite de son élaboration théorique, le planisme apparaît dans le mouvement socialiste sous les traits personnalisés d'un certain type psychologique de militants radicaux [de gauche]. Il faut rendre à César ce qui appartient à César, un des premières descriptions de cette figure se trouve dans le livre *L'Etat servile* de Hilaire Belloc (1912)<sup>5</sup> qui visait les Fabiens. Ce type de personne, écrit Belloc, « aime l'idéal collectiviste pour lui-même... car c'est une forme de société bien réglée et normalisée. Il aime à contempler l'idéal d'un Etat dans lequel la terre et le capital seront dans les mains de fonctionnaires qui soumettront d'autres hommes à leur autorité, les préservant de la sorte des conséquences de leur vice, de leur ignorance et de leur bêtise. » Belloc poursuit : « Pour elle, l'exploitation de l'homme ne suscite aucune indignation. En vérité, pour cette figure, l'indignation ou toute autre passion vive lui est étrangère... [Belloc a ici les yeux fixés sur Sidney Webb – H.D.] ... la perspective d'une vaste bureaucratie au sein de laquelle l'entièreté de la vie sera programmée et réglée selon quelques recettes simples... procure à son petit estomac une satisfaction complète. »

Pour qui veut en trouver des exemples contemporains [années 1960] à coloration pro-stalinienne, les pages du maga-

zine *Monthly Review*, dirigé par Paul Sweezy<sup>6</sup>, lui en fourniront à gogo.

Dans un article de 1930 consacré aux « structures motrices du socialisme », Max Eastman<sup>7</sup> – lorsqu'il se prétendait encore léniniste – qualifiait ainsi ce type de personnages : absorbé par « l'efficacité et l'organisation intelligente... une véritable passion pour un plan... l'organisation de type entrepreneurial ». Eastman remarquait que la Russie de Staline produisait une fascination sur ce type de personnes : « C'est là une région qui, dans d'autres pays, sera excusée pour le moins, et qui certainement ne sera pas dénoncée à partir de ce point de vue que constitue le rêve fou de l'émancipation des travailleurs et par eux de toute l'humanité. Or, chez ceux qui ont construit le mouvement marxiste et qui ont organisé sa victoire en Russie, ce rêve fou était pourtant leur motivation centrale. Ce que certains tendent à oublier aujourd'hui, c'est que ces derniers étaient des rebelles extrêmes contre l'oppression. Quand l'émotion autour de ses idées sera retombée, Lénine apparaîtra peut-être comme le plus grand rebelle de l'histoire. Sa grande passion fut de rendre les hommes libres... si un seul concept devait être choisi pour résumer le but de la lutte de classes tel que le définissent les écrits marxistes, et particulièrement ceux de Lénine, ce serait celui de la liberté humaine... »

A cela on pourrait ajouter que, plus d'une fois, Lénine a dénoncé la poussée vers la planification totale comme une « utopie bureaucratique ».

Il faut prendre en compte une sous-catégorie du planisme qui doit être caractérisée : qualifions-la le « productionnisme ». Bien entendu, tout le monde est « pour » la production, au même titre où tout le monde est en faveur de la vertu et de la bonne vie. Mais pour les partisans du productionnisme, la production constitue simultanément le principal test et la finalité centrale d'une société. Le collectivisme bureaucratique russe est « progressiste » à la lumière de ses statistiques de production de fonte. Les mêmes tenants du « productionnisme » de gauche négligent généralement les

statistiques impressionnantes de production accrue de fonte du capitalisme nazi ou japonais. Il est acceptable d'écraser ou d'interdire des syndicats libres sous Nasser [au pouvoir de 1954 à 1970 en Egypte], Castro [au pouvoir depuis la révolution cubaine de 1959], Ahmed Soukarno [président de l'Indonésie de 1949 à 1967] ou Kwame Nkrumah [premier ministre dès 1957 et président du Ghana de 1960 à 1966] parce que quelque chose étiqueté de « développement économique » est plus important que les droits humains. Ce point de vue de dur à cuir n'a bien sûr pas été inventé par ces « militants de gauche », mais par les exploiters impitoyables du travail lors de la révolution industrielle capitaliste. Le mouvement socialiste a pris naissance en combattant bec et ongles contre ces théoriciens de l'exploitation « progressiste ». Sur ce plan aussi, les apologistes des régimes autoritaires « de gauche » modernes prennent pour la dernière révélation de la sociologie cette doctrine ressassée.

4. Le « communisme ». Dans son article de 1930, Max Eastman faisait référence à ce « modèle de la fraternité unie » des « socialistes grégaires ou de l'humaine solidarité », c'est-à-dire « ceux qui avec un mélange de mysticisme religieux et d'esprit grégaire animal ont soif de solidarité humaine ». Il ne faudrait pas

Henri de Man.





Harold Wilson.

confondre cela avec l'idée de la solidarité au cours de grèves, etc. Et de même ne pas le confondre nécessairement avec ce qui est communément appelé la camaraderie dans le mouvement socialiste ou « le sens de la communauté » ailleurs. Selon Eastman, son contenu spécifique est « *la quête d'une immersion dans un tout, en cherchant à se perdre soi-même dans le sein d'un substitut de Dieu* ».

Eastman visait là l'écrivain du Parti communiste américain Mike Gold. Un autre exemple excellent est Harry F. Ward, le vaillant compagnon de route vigoureusement clérical du PC, dont les livres théorisent cette sorte d'aspiration « océanique » à se dépouiller de son individualité. Les carnets de notes de Bellamy<sup>8</sup> révèlent en lui un cas classique. Il expose son désir « *d'une absorption dans la grande omnipotence de l'univers* ». Sa « *religion de la solidarité* » reflète sa méfiance à l'égard de l'individuation de la personnalité, son désir insatiable de dissoudre le Moi dans la communion avec quelque chose de plus grand.

Ce type de sujétion est très prononcé chez certains des représentants les plus autoritaires du socialisme-à-partir-d'en-haut. Et il n'est pas rare de la rencontrer, sous une forme plus modérée, chez des élitistes philanthropiques aux idées socialistes chrétiennes. Tout naturellement, ce genre de socialisme « communioniste » est toujours salué comme un « socialisme éthique » et loué pour avoir en horreur la lutte de classes, car il ne saurait y avoir de conflit à l'intérieur de la ruche des abeilles. Ce courant tend à opposer péremptoirement « collectivisme » à « individualisme » – ce qui est une opposition erronée d'un point de vue humaniste; mais ce qu'il conteste réellement, c'est l'individualité.

### 5. L'assimilationnisme-infiltrationnisme.

Le socialisme-à-partir-d'en-haut se présente sous diverses formes pour la simple raison qu'il existe toujours de nombreuses alternatives à l'auto-mobilisation des masses à partir d'en bas. Néanmoins les exemples discutés ici tendent à se subdiviser en deux ordres.

Le premier se fonde sur la perspective de renverser la société hiérarchique capitaliste actuelle dans le but de la remplacer par un nouveau type de société hiérarchique non-capitaliste basée sur un nouveau type d'élite en tant que classe dominante. Dans les histoires du socialisme ces variétés-là sont généralement cataloguées comme « révolutionnaires ».

Le second a pour perspective d'infiltrer les centres du pouvoir de la société existante dans le but de la métamorphoser – graduellement mais inéluctablement – en un collectivisme étatisé, peut-être molécule par molécule de la même manière que le bois se pétrifie petit à petit en agate. C'est là la marque caractéristique des variétés réformistes social-démocrates de socialisme-à-partir-d'en-haut.

Le terme même d'assimilationnisme-infiltrationnisme (en anglais *permeationism*) a été inventé à des fins d'autoportrait par le fabianisme de Sidney Webb que nous avons décrit comme la variété « la plus pure » de réformisme jamais aperçue. Tout l'infiltrationnisme-assimilationnisme social-démocrate se base sur une théorie de l'inévitabilité mécanique: l'inéluçtable auto-collectivisation du capitalisme à partir-d'en-haut est assimilée au socialisme. La pression venue à partir d'en bas (quand elle est jugée recevable) peut accélérer et remettre d'aplomb le processus, à condition de la maintenir sous contrôle pour éviter d'effrayer les auto-collectiviseurs capitalistes. C'est pourquoi les assimilationnismes-infiltrationnistes sociaux-démocrates ne sont pas seulement prêts à « rejoindre l'Establishment » plutôt que de le combattre, mais littéralement impatients de le faire, et cela à quelque titre que ce soit, comme mousses ou comme ministres du gouvernement. De manière très caractéristique, la fonction du mouvement à partir d'en-bas qu'ils organisent vise avant tout à exercer un chanta-

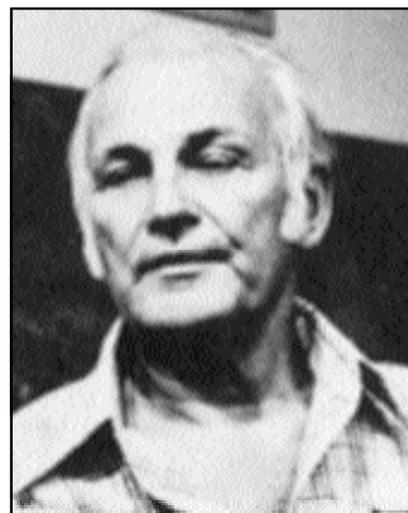
ge sur les dominants afin qu'ils se voient offrir des occasions d'exercer cette infiltration-assimilation.

La tendance vers une collectivisation du capitalisme n'est que trop réelle. Comme nous l'avons vu, elle signifie la collectivisation bureaucratique du capitalisme. Au fur et à mesure que ce processus s'est déroulé, la social-démocratie actuelle a elle-même connu une métamorphose. Aujourd'hui, le principal théoricien de ce néo-réformisme, C.A.R. Crosland<sup>9</sup>, dénonce comme « extrémiste » le passage modéré du programme du parti travailliste britannique favorisant les nationalisations qu'avait rédigé à l'origine nul autre que Sidney Webb en personne, avec Arthur Henderson<sup>10</sup>! Le nombre de partis sociaux-démocrates européens qui ont aujourd'hui purgé leurs programmes de tout contenu anticapitaliste explicite, un phénomène tout nouveau dans l'histoire socialiste, reflète à quel point le processus de collectivisation bureaucratique du capitalisme en cours est accepté comme un premier épisode de ce récit: le « socialisme » pétrifié.

Voilà l'infiltration-assimilation envisagée comme une grande stratégie. Bien sûr, elle guide aussi la tactique politique. C'est un sujet que nous ne pouvons traiter ici sans mentionner que son actuelle concrétisation la plus visible aux Etats-Unis: la politique qui consiste à soutenir le Parti démocrate et la coalition dite « lib-lab » [la dite gauche des Démocrates et l'aile syndicale-social-démocrate au sein Parti démocrate] organisée autour du « Consensus Johnson »<sup>11</sup>, ainsi que celles qui l'ont précédée et qui lui ont succédé.

La distinction entre ces deux « familles » du socialisme-à-partir-d'en-haut s'applique à des socialismes marqués par des spécificités nationales, de Babeuf en passant par Harold Wilson<sup>12</sup>. Soit des socialismes dont la base sociale s'enracine à l'intérieur du système national, qu'il s'agisse de l'aristocratie ou vrière, d'éléments déclassés ou autres.

Le cas des « socialismes-à-partir-de-l'extérieur », représentés par les partis communistes contemporains, est quelque peu différent, car leur stratégie et leur tactique dépendent, en dernière instance, d'un pouvoir extérieur aux couches



sociales du pays donné, à savoir celui les classes dominantes collectivistes bureaucratiques des pays de l'Est.

Les partis communistes se sont montrés différents de manière originale de par leur capacité à alterner ou à combiner aussi bien la tactique « révolutionnaire » et oppositionnelle que la tactique infiltrationniste, selon leur convenance. C'est ainsi que le Parti communiste américain a pu basculer de sa « troisième période » ultragauche aventuriste de 1928-1934 à sa tactique ultra-infiltrationniste au cours de la phase de « Front populaire »<sup>13</sup>, pour revenir à un « radicalisme révolutionnaire » incendiaire durant la période du pacte Hitler-Staline [août 1939], et, enfin, au cours des hauts et des bas de la guerre froide, combiner ses deux tactiques à des degrés divers.

Aujourd'hui que les communistes [les membres des PC] se sont divisés entre Moscou et Pékin<sup>14</sup>, les « Krouchtcheviens » et les maoïstes tendent à incarner séparément chacune de ces deux tactiques qui par le passé alternaient.

C'est pourquoi, en matière de politique intérieure, le parti communiste officiel et les sociaux-démocrates tendent à converger dans une politique d'infiltration-assimilation, quoiqu'à partir d'une approche différente du socialisme par en haut.

#### 6. Le socialisme à partir de l'extérieur.

Les variantes de socialisme par haut que nous avons examinées jusqu'à présent se préoccupent du pouvoir situé au faite la société. Venons-en maintenant aux espoirs placés dans une aide en provenance de l'extérieur.

Le culte des soucoupes volantes en est une forme pathologique; le messianisme en constitue une autre, plus traditionnelle, si la notion de « au dehors » fait référence à un monde autre.

Mais pour ce qui soutient notre attention ici, « extérieur » signifie : hors des luttes sociales internes au pays. Pour les communistes d'Europe de l'Est au sortir de la Deuxième guerre mondiale, l'Ordre Nouveau avait dû être importé à la pointe des baïonnettes russes. Quant aux sociaux-démocrates allemands en exil, la libération de leur propre peuple ne pou-

vait finalement être imaginée que par la grâce d'une victoire militaire étrangère.

En temps de paix, cette variante peut être qualifiée de socialisme dicté par un modèle. Ce fut aussi le propre des anciens utopistes qui construisaient leurs colonies modèles dans les contrées inexploitées de l'Amérique afin de démontrer la supériorité de leur système et de convertir les incrédules. Aujourd'hui, c'est le mouvement communiste à l'Ouest qui place de plus en plus tout son espoir dans ce substitut aux luttes sociales ici.

Le modèle archétype est fourni par la Russie (ou par la Chine pour les maoïstes). Mais comme il est difficile de rendre le sort des prolétaires russes ne serait-ce qu'à demi attractif aux yeux des travailleuses et travailleurs occidentaux, même avec un assaisonnement généreux de mensonges, deux autres démarches peuvent laisser espérer plus de réussite.

**a.** La position relativement privilégiée qu'occupent les éléments gestionnaires, bureaucratiques et autres larbins intellectuels dans le système collectiviste russe peut être opposée, de manière démonstrative, à celle occupée à l'Ouest par ces mêmes éléments qui se trouvent subordonnés aux propriétaires du capital et aux détenteurs de la richesse.

Sur ce plan, le pouvoir de séduction du système soviétique d'économie étatisée entre en résonance avec l'attraction historique qu'exercent les socialismes de type classe moyenne sur tous ces éléments mécontents parmi les intellectuels, les ingénieurs, les scientifiques et leurs employés techniques, les bureaucrates administratifs et les hommes d'organisation de tout acabit. Ces derniers peuvent plus facilement s'identifier avec une nouvelle classe dominante basée sur le pouvoir de l'Etat plutôt que sur celui de l'argent et de la propriété. Ils peuvent de la sorte se contempler eux-mêmes comme les nouveaux dépositaires du pouvoir dans un système non-capitaliste, mais élitiste.

**b.** Les Partis communistes officiels, eux, sont tenus de préserver une façade d'orthodoxie, présentée sous le label de « marxisme-léninisme ». Dès lors, il est plus courant que des théoriciens sérieux

du néo-stalinisme – qui eux ne sont pas liés au parti – se libèrent de ce fauxsemblant. Il en découle une renonciation avouée à toute perspective de victoire au travers d'une lutte sociale au sein pays capitalistes. Ce qu'ils qualifient de « révolution mondiale » est assimilé simplement à la démonstration de leur supériorité par les Etats communistes. C'est ce que viennent de formuler théoriquement deux éminents théoriciens du néo-stalinisme : Paul Sweezy et Isaac Deutscher<sup>15</sup>.

Le livre récemment paru [1966 en anglais ; 1968 en français] de Paul A. Baran et Paul M. Sweezy *Le capitalisme monopoliste rejette catégoriquement « la réponse de l'orthodoxie marxiste traditionnelle, à savoir que le prolétariat industriel devra finalement s'insurger au cours d'une révolution contre ses oppresseurs capitalistes. »* Même chose pour tous les groupes sociaux marginalisés : les chômeurs, les ouvriers agricoles, les masses des ghettos, etc. « Ils ne peuvent pas constituer une force cohérente dans la société. » Il ne reste donc personne. Le capitalisme ne peut pas être défié avec efficacité de l'intérieur. Quoi alors ? Les auteurs expliquent, à la dernière page de leur livre, qu'un jour « peut-être même au cours de ce siècle », lorsque les gens ne nourriront plus d'illusions sur le capitalisme au moment où « la révolution mondiale progressant et les pays socialistes indiquant par leur exemple qu'il est possible » de « construire une société rationnelle » [p.321, trad. fr]. C'est tout.

La phraséologie marxiste – qui remplit les 341 [éd. française] autres pages du livre – devient de la sorte une simple incantation comme la lecture du Sermon sur la montagne à la cathédrale Saint Patrick de New York.

De manière moins abrupte, Isaac Deutscher<sup>16</sup>, qui est un écrivain faisant

usage de la périphrase, présente la même perspective dans son livre *The Great Contest* [Oxford University Press, 1960; édition américaine 1961 – *Le grand combat*]. Deutscher se fait le porte-parole de la nouvelle théorie soviétique qui implique « *que le capitalisme occidental ne succombera pas tellement, ou pas directement, de par ses propres crises et conditions que par son incapacité à égaler les réalisations du socialisme* [c'est-à-dire les États communistes – H. D]. » Et de compléter : « *On peut dire que, dans une certaine mesure, cela a remplacé la perspective marxiste d'une révolution sociale permanente.* » Nous assistons donc une rationalisation théorique de ce qui a été depuis longtemps la fonction du mouvement communiste en Occident : agir comme un garde-frontière et comme un parrain des milieux dirigeants rivaux à l'Est. En fin de compte, la perspective du socialisme-à-partir-d'en-bas devient aussi étrangère à ces professeurs de collectivisme bureaucratique qu'aux apologistes du capitalisme qui remplissent les académies américaines.

Ce type-là d'idéologue néo-stalinien est souvent un critique du régime soviétique actuel. Isaac Deutscher en fournit un bon exemple, lui qui se tient aussi loin que possible d'une apologie acritique de Moscou tel que l'exercent les communistes officiels. En réalité, il faut les concevoir comme des infiltrationnistes par rapport au collectivisme bureaucratique. Ce qui apparaît comme un « socialisme-à-partir-de-l'extérieur », quand on l'observe à partir du monde capitaliste, devient une sorte de fabianisme lorsqu'il est saisi de l'intérieur de la structure du système communiste. Replacé dans ce contexte, le changement à partir d'en haut est un principe aussi ferme qu'il l'était pour Sidney Webb. Cela a été démontré entre autres par la manière hostile avec laquelle Deutscher a réagi à la révolte est-allemande de 1953 et à la révolution hongroise de 1956<sup>17</sup>; position justifiée de la manière la plus classique par la crainte que de tels soulèvements à partir d'en bas effrayeraient l'establishment soviétique et le détourneraient de son cours de « libéralisation », engagé avec la dynamique d'un gradualisme inexorable.

### Dans quel camp vous situez-vous ?

Du point de vue des intellectuels qui ont le choix du rôle qu'ils entendent jouer dans la lutte sociale, la perspective du socialisme-à-partir-d'en-bas, historiquement, n'a eu peu d'attraction. Même à l'intérieur du mouvement socialiste, le socialisme-à-partir-d'en-bas a compté qu'un petit nombre d'interprètes cohérents, et guère plus d'inconséquents. Hors du mouvement socialiste, bien entendu, la posture courante conclut de ces idées qu'elles sont délirantes, sans valeur pratique aucune, irréalistes, « utopiques » ; idéalistes peut-être idéalistes, mais tout à fait donquichottesques. La grande majorité du peuple est congénitalement stupide, corrompue, apathique et en général désespérante. Les transformations progressistes doivent venir de gens supérieurs du type (tiens donc !) de l'intellectuel qui exprime ce genre de perceptions. Ceci se traduit en théorie par la dite Loi d'airain de l'oligarchie<sup>18</sup>, ou est-ce plutôt la loi de fer blanc de l'élitisme ? Mais, quoi qu'il en soit, cela implique une théorie grossière de l'inévitabilité, à savoir l'inéluctabilité d'un changement qui ne peut provenir qu'à partir d'en haut.

Sans prétendre passer en revue en quelques mots les arguments pour et contre une opinion si répandue, nous pouvons relever sa fonction sociale, en tant que rituel autojustificateur de l'élite. En temps « ordinaires », quand les masses ne bougent pas, il suffit à cette théorie d'adopter une posture de mépris, tout en balayant toute cette histoire de révolution et de soulèvement social comme obsolète. Mais, la récurrence des soulèvements révolutionnaires et des troubles sociaux – qui se caractérisent précisément comme l'ingérence sur la scène de l'histoire des masses, auparavant passives – ainsi que les traits des périodes au cours desquelles le changement social fondamental est à l'ordre du jour sont tout aussi « ordinaires » dans l'histoire que les périodes de conservatisme qui les séparent. Quand le théoricien élitiste doit, dès lors, abandonner son attitude d'observateur scientifique qui ne fait que prédire que la grande majorité du peuple restera toujours inerte, quand il doit affronter la réalité inverse d'une masse révolutionnaire qui

menace de subvertir la structure du pouvoir, il n'est pas en retard pour adopter une tout autre posture. Elle se résume à dénoncer l'intervention des masses à partir d'en bas comme intrinsèquement mauvaise.

C'est un fait que le choix entre le socialisme-à-partir-d'en-haut et le socialisme-à-partir-d'en-bas est pour l'intellectuel foncièrement un choix moral ; alors qu'elle relève de la nécessité pour les masses travailleuses qui, elles, n'ont aucune alternative sociale. L'intellectuel peut, lui, avoir le choix de « se rallier à l'establishment » alors que ce n'est pas le cas pour le travailleur. La même option s'offre aux dirigeants ouvriers qui, tandis qu'ils s'élèvent au-dessus de la classe dont ils sont issus, sont confrontés à un choix qui n'existait pas auparavant. La pression à se conformer aux mœurs de la classe dominante, la pression à s'embourgeoiser, devient plus forte dans la mesure où se relâchent les liens personnels et organisationnels avec la base ouvrière. Il n'est pas difficile pour un intellectuel ou pour un bureaucrate de se convaincre qu'infiltrer le pouvoir en place et de s'y adapter est une façon habile d'atteindre ses buts, surtout si (comme il arrive) cela permet de recevoir sa part des avantages de l'influence et de la prospérité.

Par conséquent, il est fort ironique que la « Loi d'airain de l'oligarchie » offre une armure à toute épreuve surtout aux intellectuels qui l'ont ébauchée. En tant que couche sociale (c'est-à-dire hormis certains individus exceptionnels), les intellectuels n'ont jamais été réputés pour se rebeller contre le pouvoir établi, à l'opposé de la classe ouvrière moderne qui l'a fait à maintes reprises, au fil de sa relativement brève histoire. Fonctionnant de manière caractéristique comme les laquais idéologiques des maîtres en place de la société, le secteur des classes moyennes non-propriétaires dont la force de travail est le cerveau est toutefois porté au mécontentement et à la mauvaise humeur par son inconfortable position. Comme beaucoup d'autres serviteurs, cet Admirable Crichton<sup>19</sup> se dit « Je suis un meilleur homme que mon maître et si les choses étaient différentes, on verrait bien qui devrait plier

La révolution hongroise,  
écrasée par « les socialismes  
d'en haut ».

l'échine devant l'autre. » De nos jours, plus que jamais, quand le prestige du système capitaliste est en train de se désintégrer dans le monde entier, cet intellectuel est facilement porté à rêver d'une forme de société qui ferait son affaire. Une société dans laquelle c'est le Cerveau qui disposerait du pouvoir, et non pas les Mains ou l'Argent ; une société dans laquelle lui et ses semblables seraient débarrassés de l'ascendant de la propriété par l'abolition du capitalisme et délivrés de la pression des masses plus nombreuses par l'abolition de la démocratie.

Nul besoin pour lui de rêveries extravagantes, car il semble bien que des formes d'une telle société existent déjà sous ses yeux : les collectivismes de l'Est. Même s'il rejette ces versions pour diverses raisons, dont la guerre froide, il peut théoriser sa propre version d'un « bon » modèle de collectivisme bureaucratique, qui pourra s'appeler aux Etats-Unis « méritocratie » ou « managerialisme » ou « industrialisme » ou ce que vous voudrez ; ou « socialisme africain » au Ghana ; ou encore « socialisme arabe » au Caire ; ou encore d'autres sortes de socialisme dans d'autres parties du monde.

La nature du choix entre le socialisme par-en-haut et le socialisme-à-partir-d'en-bas ressort avec une particulière netteté à propos d'une question qui, dans une large mesure, suscite une entente parmi les intellectuels libéraux, sociaux-démocrates et stalinoïdes. Il s'agit du prétendu caractère inévitable des dictatures autoritaires (des despotismes éclairés) dans les nouveaux pays en développement, en particulier en Afrique et en Asie, c'est-à-dire Nkrumah, Nasser, Soukarno et autres. Ces dictatures brisent les syndicats indépendants de même que toute opposition politique et s'organisent pour maximiser l'exploitation du travail de façon à extraire de la sueur des masses laborieuses assez de capital pour accélérer l'industrialisation au rythme voulu par les nouveaux maîtres. Dès lors, on voit – à un degré sans précédent – des cercles « progressistes », qui auraient par le passé protesté contre l'injustice d'où qu'elles viennent, se faire les apologistes automatiques de tout autoritarisme, pourvu qu'il soit considéré non-capitaliste. ▶



Mis à part l'argumentation économico-déterministe habituellement donnée pour justifier cette position, deux aspects de cette question permettent d'en éclairer généralement l'enjeu.

1. L'argument économique afin de justifier la dictature – qui prétend établir la nécessité d'une industrialisation à un tempo casse-cou – est sans conteste d'un grand poids aux yeux des nouveaux maîtres bureaucratiques, qui entre-temps ne fixent pas de bornes ni à leurs revenus, ni à leur enrichissement. Toutefois, cet argument est incapable de persuader l'ouvrier tout en bas de l'échelle que lui et sa famille doivent se plier à la surexploitation et à un travail super-harassant, durant plusieurs générations à venir, dans l'intérêt de l'accumulation rapide du capital. En fait, c'est bien pour cette raison que l'industrialisation à marche forcée requiert un contrôle dictatorial.

Cette argumentation économico-déterministe n'est autre qu'une rationalisation effectuée d'un point de vue de classe dominante. Il ne fait sens, au plan humain, que sous l'angle des intérêts d'une classe dominante qui, comme de bien entendu, identifie ses visées aux besoins de la « société ». Il est tout aussi sensé que les travailleurs du rang doivent se mobiliser pour combattre cette super-exploitation, afin de défendre leur dignité humaine élémentaire et leur bien-être. Il en était déjà ainsi au cours de la Révolution industrielle capitaliste, lorsque les « nouveaux états en développement » étaient en Europe.

Il ne s'agit là pas simplement d'une discussion de science économique, mais de camps en présence dans une lutte de classes. La question posée est : dans quel camp vous situez-vous ?

2. On prétend que la masse du peuple dans ces pays est trop arriérée pour contrôler la société et son gouvernement. C'est sans nul doute vrai, mais pas seulement dans ces pays. Et alors, que faut-il en conclure ? Comment un peuple ou une classe deviennent-ils capables de gouverner en leur propre nom ?

Uniquement en luttant pour y accéder ; exclusivement en menant leur combat contre l'oppression – l'oppression exer-

cée par ceux qui leur disent qu'ils ne sont pas aptes à gouverner. Ce n'est qu'en luttant pour un pouvoir démocratique qu'ils s'éduquent eux-mêmes et se hissent au niveau exigé afin d'exercer ce pouvoir. Il n'a jamais existé aucune autre voie pour aucune classe sociale.

Bien que nous ayons considéré un ensemble particulier d'arguments, les deux thèmes qui ressortent s'appliquent, en fait, au monde entier, à tous les pays, qu'ils soient avancés ou en voie de développement, capitalistes ou stalinien. Quand les manifestations et les boycotts des Noirs des Etats du Sud des Etats-Unis ont menacé d'embarrasser le président Johnson, à l'approche d'une élection, la question fut : dans quel camp vous situez-vous ? Quand le peuple hongrois s'est soulevé contre l'occupant russe, la question était : dans quel camp vous situez-vous ? Quand le peuple algérien se battait pour sa libération contre le gouvernement « socialiste » de Guy Mollet<sup>20</sup>, la question était : dans quel camp vous situez-vous ? Quand Cuba fut envahi par les marionnettes de Washington<sup>21</sup>, la question était : dans quel camp vous situez-vous ? Et quand les syndicats cubains ont été pris en mains par les commissaires de la dictature, la question est aussi : dans quel camp vous situez-vous ?

Depuis l'aube des sociétés, il n'a pas manqué de théories pour « prouver » que la tyrannie est inévitable et que la liberté en démocratie est impossible. Il n'y a guère d'idéologie plus commode pour une classe dominante et ses larbins intellectuels. Ces théories relèvent des prédictions auto-réalisantes, dans la mesure où elles ne restent vraies que tant qu'on les considère comme telles. En dernière analyse, la seule manière d'en démontrer la fausseté réside dans la lutte elle-même. Cette lutte à-partir-d'en-bas n'a jamais été arrêtée par des théories à-partir-d'en-haut et elle a changé le monde à plusieurs reprises. Choisir une des variétés de socialisme-à-partir-d'en-haut, c'est regarder vers l'ancien monde, vers la « vieille gadoue ». Choisir la voie du socialisme-à-partir-d'en-bas, c'est affirmer le commencement d'un monde nouveau. ■

1. Voir les n° précédents de *à l'encontre*, disponibles sur le site [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org), rubrique Archives.

2. Eugene Victor Debs (1855-1926) est l'un des fondateurs de l'American Railroad Union (ARU). En 1894, l'ARU comptait 150 000 membres, plus que tous les autres syndicats du secteur des chemins de fer. Les Noirs n'avaient pas le droit de s'organiser (voir *American Social History Project. Who Built America?* Vol. 2, p. 140-143, Pantheon Books, 1992). Dès mai 1894, Debs organise la grève des travailleurs de l'entreprise de George Pullman, après que l'ARU eut gagné contre la Great Northern Rail Road au début de l'année. Pullman avait baissé les salaires de 25 à 40%. Debs développe une conception d'un syndicat centralisé au plan organisationnel avec des représentants de sections locales. Il est favorable aux grèves de solidarité avec d'autres secteurs. La puissante grève de Pullman en 1894 sera combattue au moyen des tribunaux dont les décisions ouvrent la porte à l'intervention de l'armée. La répression et son arrestation ne changent pas l'optique de Debs « qui vise à la formation de syndicats industriels au sein desquels les travailleurs pourraient former un solide front unique face aux entreprises ainsi qu'au développement d'une action politique à une échelle de masse » (Farrell Dobbs, *Revolutionary Continuity*, Monad Press, 1980). Le Parti socialiste (Socialist Party of America), créé en 1901, aura une forte base ouvrière. Il gagne de nombreuses élections municipales. En 1912, il compte 118 000 membres cotisants et Debs obtient 900 000 suffrages lors de l'élection présidentielle (un ratio qui indique l'emprise du Parti démocrate). Debs est convaincu qu'une appropriation collective de l'industrie assurera la démocratie. Il écrit : « Je suis pour le socialisme, car je suis pour l'humanité. » Debs était très critique face à l'AFL (American Federation of Labor). Il participe en 1905 à la création de l'Industrial Workers of the World (IWW), une organisation très égalitaire qui a inclus femmes et hommes, qualifié-e-s et non qualifié-e-s, Noirs et Mexicains. L'IWW adoptera une position claire lors de la première guerre mondiale en soulignant qu'elle est provoquée par les antagonismes interimpérialistes. Le Parti socialiste fera de même dans une déclaration du 12 août 1914. Toutefois, le courant réformiste (Morris Hillquit), national-chauvin, prit de l'influence dans le PS. Debs proposait une grève générale contre la guerre et une unité des forces révolutionnaires. Debs sera arrêté en 1918 et condamné à 10 ans de réclusion. Il sera libéré en 1921.

3. Voir à l'encontre, N° 8, cf. site.

4. Henri de Man (1885-1953), au cours de la décennie antérieure à la première guerre mondiale, est considéré comme un socialiste révolutionnaire. Lénine loue les travaux de H. de Man (*Œuvres*, Tome 17, p. 162). En fait, de Man systématisa bien le fatalisme optimiste (déterminisme économique) et le positivisme d'un Kautsky. Sous le choc de la guerre, H. de Man va s'éloigner de ce marxisme et du marxisme en général. Il l'explique dans *Après coup* (Bruxelles, 1941, p. 87). Selon de Man, l'incapacité du marxisme à expliquer « l'engagement des masses » dans la guerre – en 1914, il était traducteur au Bureau de l'Internationale socialiste, struc-

ture tétanisée – est ce qui motive sa rupture avec le marxisme. Pour lui, « la guerre est un conflit mettant aux prises tous les peuples se gouvernant eux-mêmes avec les derniers gouvernements de droit divin » (*La Leçon de la guerre*, Bruxelles, 1920, p. 16). Il va rompre, pan par pan, avec les concepts de valeur, d'exploitation, de classe, pour aboutir à l'idée « d'un salaire équitable pour un travail quotidien équitable » (*Au-delà du marxisme*, Bruxelles, 1927, p. 380). La combinaison entre un mépris pour une classe ouvrière incapable de lutter, un socialisme détaché de la classe ouvrière (*Le socialisme constructif*, Paris, 1933, p. 4 et 68), la conception du rôle autonome des intellectuels, le refus du parlementarisme et un plan à exécuter par l'Etat aboutit à sa position en faveur d'un Etat fort. Après ses affinités avec les régimes corporatistes, en 1946, H. de Man gratifiera l'URSS de Staline d'une reconnaissance: «...la Russie bolcheviste travaille à l'édification d'un ordre social où la suprématie des capitalistes est... remplacée par la domination des travailleurs » (*Au-delà du nationalisme*, Genève, 1946, p.262).

5. Voir à l'encontre, N° 8, cf. site.

6. Paul Sweezy (1910-) a fait ses études à Exter et Harvard University, puis à la London School of Economics. De 1934 à 1942, il a travaillé pour de nombreuses agences mises en place lors du New Deal. Il sera à Londres et Paris en 1943-1944. En 1949, il fonde, avec Leo Huberman, la *Monthly Review*, revue qui connut son plus haut tirage dans les années 1970 (quelque 11 000 copies). Sur l'URSS et la Chine, les positions de Sweezy ont oscillé et évolué, à partir d'un point de départ qui mettait l'accent sur le plan central et l'appropriation publique des grandes ressources, ce qui l'inclinait à caractériser l'URSS comme socialiste. L'évolution de sa réflexion peut se voir dans son recueil d'articles: *Post-Revolutionary Society* (Monthly Review Press, 1980). On peut lire en français un échange entre Sweezy et Charles Bettelheim, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme* (Maspero, 1970). Sa position en faveur de la «révolution culturelle» (1966-1969) y ressort bien (p. 16); cette position sera maintenue. Dans ses essais, après avoir pris ses distances avec l'URSS, il incline fortement à voir dans la Chine de Mao un nouveau modèle de socialisme; puis il déchantera.

7. Max Eastman (1883-1969). Avant la première guerre mondiale, il sera l'éditeur de la célèbre revue *The Masses*. Au début des années 1920, sympathisant du PC américain puis de l'Opposition de gauche, il a traduit de nombreux ouvrages de Trotsky en anglais. Il va rompre avec le marxisme et deviendra l'éditeur d'un magazine farouchement anticommuniste *Reader's Digest*.

8. Edward Bellamy (1850-1898). Fils d'un pasteur baptiste, né dans le Massachusetts, il étudie le droit, puis devient écrivain et journaliste au *New York Post*. Son roman *Looking Backward: 1887-2000*, publié en 1888, sera un énorme succès. Le héros, Julian West, tombé dans un sommeil hypnotique, se réveille en 2000 pour découvrir qu'il vit dans une « utopie socialiste », où les gens coopèrent et ne se font pas la compétition. Bellamy est favorable à la nationalisation de services publics. Il

répondra à ses critiques en 1897 dans un ouvrage intitulé: *Equality*.

9. C.A.R. Crosland (1918-1977). Fabien d'origine politique, ce membre du Parti travailliste occupera de nombreux postes ministériels après l'élection de H. Wilson en 1964.

10. Arthur Henderson (1863-1935). Ce syndicaliste symbolise la trajectoire d'intégration des «sommets» de la bureaucratie. Après avoir lancé un appel à manifester contre la guerre le 1<sup>er</sup> août 1914, il ralliera à la fin du même mois le premier ministre et le leader de l'opposition pour une campagne de recrutement à l'armée. Voir sur ce type de socialisme parlementaire: *Parliamentary Socialism* de Ralph Miliband, Merlin Press, 1973.

11 «Consensus Johnson». Le président Lyndon B. Johnson (1908-1973), vice-président, accède à la présidence suite à l'assassinat de John F. Kennedy en fin 1963. Il est élu en 1964. En août 1964, il monte la provocation du Golfe du Tonkin (prétendue attaque contre le destroyer *Maddox*) pour se voir attribuer tous les pouvoirs afin de bombarder le Nord Vietnam et d'envoyer massivement des troupes au Sud Vietnam. Sur le plan intérieur, il cherche à canaliser la montée du mouvement des Noirs pour les droits civiques et développe un vaste programme anti-pauvreté (la Grande Société). Voir à ce sujet la traduction toute récente du remarquable ouvrage de Howard Zinn, *Une histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours*, Ed. Agone, 2002.

12. Harold Wilson (1916-1995) est élu premier ministre en 1964. Son élection suscite de grands espoirs dans la gauche socialiste européenne. André Goz, dans le *France Observateur* (ancêtre du *Nouvel Observateur*), parlait, alors, de socialisme à venir en Grande-Bretagne. L'espérance ne durera pas.

13. Période ultragauche de l'Internationale stalinisée de 1928 à 1934: la social-démocratie est présentée comme le principal danger face au fascisme. Elle est caractérisée de «social-fasciste». Des syndicats «rouges» ultraminoritaires sont créés. Trotsky critiquera avec une grande pertinence cette politique et montrera en quoi elle facilita la victoire des nazis. La période de Front populaire, théorisée officiellement par Georges Dimitrov, commence en 1934. L'unité doit se faire avec les secteurs bourgeois et pour cela la mobilisation ouvrière doit être contenue, comme en juin 1936 en France. Voir Pierre Frank, *Histoire de l'Internationale communiste*, 2 vol., Ed. La Brèche, 1979.

14. Conflit sino-soviétique: depuis 1959, ouvertement, les deux castes bureaucratiques au pouvoir en URSS et en Chine s'engagent dans un conflit de «mots» recouvrant des intérêts particuliers, au plan économique, des relations internationales. Ce «conflit» servira de référence à des courants des PC pour opter en faveur de l'une ou de l'autre caste, ou pour insister sur la « voie nationale » (direction du PC italien). Le voyage de Kissinger à Pékin en 1971, en pleine guerre du Vietnam, ne servira pas à décoller les maoïstes. La direction du PC chinois soutiendra Mobutu et Pinchet. Pour les maoïstes, le soutien à Mao se poursuivra avec celui accordé à Pol Pot.

15. Paul A. Baran (1910-1964) est un des animateurs de la *Monthly Review*. Il publiera en 1957 un ouvrage qui sera longtemps une référence, *Economie politique de la croissance* (traduction française en 1967 chez Maspero). Un recueil de ses essais sera publié, sous la direction de Sweezy, en 1969, *The Longer View*, Monthly Review Press. Il y développe entre autres sa vision du plan.

16. Isaac Deutscher (1907-1967). H. Draper est ici certainement sous le choc de la publication de l'édition américaine (Ballantine Books, 1961) de *The Great Contest*. Dans sa postface de septembre 1961, Deutscher – biographe de Trotsky et ancien membre de l'opposition de gauche du PC polonais – s'emballe sur « la montée industrielle continue de l'URSS, exemplifiée par les triomphes de la conquête de l'espace » (p. 127). A la page suivante, il insiste sur « l'exceptionnelle et rapide croissance de la richesse technologique moderne, sur les avantages de l'économie appropriée publiquement et planifiée et sur la puissante impulsion qu'un nouveau système social donne à l'esprit aventureux de l'homme ». Avec les réserves d'usage, il cautionne les programmes de croissance folle de Krouchtchev (p. 131) et envisage une accentuation de la «déstalinisation». Cette vision explique son attitude assez réservée face au soulèvement ouvrier de Berlin (1953) et à la Révolution hongroise de 1956. Durant ces années, l'optimisme sur le développement de l'économie de l'URSS était répandu, y compris dans les rangs de marxistes-révolutionnaires.

17. Sur ces deux affrontements ouvriers contre la caste bureaucratique, voir la revue mensuelle *Page 2*, N° 2, juin 1996, p. 47-48, et N° 5, octobre 1996, p. 45-48, qui présentent aussi les positions prises, à ces occasions, par la gauche (PS et Parti du Travail) helvétique. On peut aussi consulter l'ouvrage des historiens hongrois, sous la dir. de György Litvan, *The Hungarian Revolution of 1956. Reform, Revolt and Repression, 1953-1963* (Longman, 1996).

18. Robert Michel (1876-1936) développe ladite «loi d'airain de l'oligarchie» dans ce qui se veut une double démonstration: lorsqu'une classe restreinte est unie par des intérêts communs, elle s'impose à coup sûr face à la volonté du peuple; en outre, une concurrence pour le pouvoir s'exerce au sein même de l'élite, avec une dynamique de concentration.

19. Admirable Crichton: référence à un courtisan écossais du XV<sup>e</sup> siècle sachant s'attirer les grâces des dominants.

20. Guy Mollet (1905-1975), secrétaire général de la SFIO (section française de l'Internationale ouvrière, c'est-à-dire du Parti social-démocrate) de 1946 à 1969. Il est président du Conseil en 1956 et 1957, c'est-à-dire au moment de la « guerre d'Algérie » et de la « crise de Suez », qui révèlent, une fois de plus, le penchant pro-impérialiste de la social-démocratie.

21. En avril 1961, quelque 20000 mercenaires cubains, appuyés par les services américains, débarquent à Cuba (baie des Cochons). Ils seront battus sans coup férir.

# Retrait immédiat de Gaza et de la Cisjordanie !



Tanya REINHART,  
*Détruire  
la Palestine,  
ou comment  
terminer la  
guerre de 1948*

Editions  
La Fabrique,  
2002, 159 pages.

Dans son livre *Détruire la Palestine, ou comment terminer la guerre de 1948*, Tanya Reinhart entend tordre le cou à quelques-uns des mythes officiels de l'histoire récente du conflit israélo-palestinien. Cette linguiste, professeur à Tel-Aviv et chroniqueuse dans le grand quotidien *Yediot Aharonot*, se sert des documents parus dans la presse israélienne pour montrer, tout à la fois, comment se constitue la version dominante des événements de ces dernières années et comment une lecture attentive peut y trouver tous les éléments pour la déconstruction de cette version, dans les déclarations souvent parfaitement cyniques des dirigeants sionistes. L'auteur signe ici une critique intransigeante et extrêmement bien documentée de la direction sioniste de son propre pays.

La venue de Sharon – accompagné de centaines de policiers et soldats ! – sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem, en septembre 2000, fut présentée dans les médias comme le déclencheur de la seconde Intifada. Tanya Reinhart rappelle qu'il s'agissait en vérité de l'épisode « de trop », s'inscrivant dans une succession de blessures et d'humiliations infligées aux Palestiniens tout au long d'un dit processus de paix, qualifié de « processus d'Oslo ».

Quelques mois auparavant, Ehud Barak, alors premier ministre, annonçait son intention de parvenir à un accord final. La presse du monde entier parla alors des « offres généreuses » de Barak lors des négociations de Camp David, puis stigmatisa le « refus arabe ». En fait « d'offre généreuse », c'est une version d'un vieux plan de 1995 – le plan Yossi Beilin-Abou Mazen – qui fut servie aux

Palestiniens. C'est ce même plan qui servira en janvier 2001 lors des secondes négociations de Taba où l'on affirma pourtant que « les deux parties ne furent jamais si près d'un accord ». Ce plan prévoit qu'Israël rendrait 90 % de la Cisjordanie, dont 40 % toutefois resteraient occupés par des colonies et des zones de sécurité contrôlées par l'armée israélienne. La partition annoncée de Jérusalem se limitait également à une vieille promesse israélienne : la cession du village d'Abou Dis, à proximité de la ville, destiné à devenir la capitale d'un futur Etat palestinien. A aucun moment il ne fut question de revenir sur l'annexion en 1967 de Jérusalem-Est. Enfin le droit au retour des réfugiés palestiniens devait être laissé à la discrétion d'Israël, qui refusait le principe même d'un dédommagement israélien aux réfugiés.

Dans ces conditions, Tanya Reinhart s'interroge sur les intentions réelles du gouvernement israélien de parvenir à un accord : le sommet de Camp David (juillet 2000) paraît bien plutôt avoir été miné d'avance. L'auteur rappelle alors que Barak fut un opposant de la première heure au « processus d'Oslo ». A l'instar de Sharon dont il fut l'un des proches officiers, Barak appartient à cette lignée de premiers ministres issus du cénacle de l'armée – une armée qui constitue, selon Tanya Reinhart, un véritable « gouvernement permanent » en Israël et qui depuis 1948 assure une continuité politique redoutable. Alors que l'establishment israélien débattait ouvertement de deux options – celle de la création de bantoustans palestiniens (l'option d'Oslo) et celle du transfert des Palestiniens hors de Palestine (l'option de 1948) – les milieux militaires n'ont jamais caché leur préférence pour la seconde. Sharon lui-même, au cours des années 1980, affirmait à qui voulait l'entendre que l'Etat palestinien existait déjà... en Jordanie. Ce même Sharon déclarait il y a une année : « La guerre d'indépendance n'est pas terminée. Non. 1948 n'était qu'un chapitre. »

Alors que la population israélienne à la veille de Camp David était massivement en faveur de la paix et d'un retrait des

colonies, il semble évident, pour l'auteur, que Barak avait l'intention d'en découdre avec les « concessions » d'Oslo – dont la logique était pourtant celle de « négociations permanentes » pendant lesquelles la colonisation n'a cessé de gagner du terrain. La situation qui résulta de l'échec programmé des négociations de juillet 2000 répondait plutôt à une logique autre, que Barak avait présentée sans fard dans la presse en 1994 comme l'alternative à la création d'un Etat palestinien fantoche : la liquidation de l'OLP et la répression des mouvements islamistes qui prendraient sa place.

Cette seconde stratégie fut partiellement mise en œuvre depuis le début de l'actuelle Intifada, marquée par la violence inouïe des moyens employés par Israël, et ce déjà bien avant les premiers attentats contre les civils israéliens. Aujourd'hui, cette option participe d'un processus, d'une stratégie où s'entremêlent les objectifs régionaux des Etats-Unis, la politique de l'Etat d'Israël et une probable nouvelle guerre (Irak)<sup>1</sup>.

Tanya Reinhart affirme avec force qu'il n'y a qu'une seule solution : le retrait immédiat des troupes israéliennes de Gaza et de la Cisjordanie. Cette proposition « est devenue aujourd'hui une solution réaliste » et en Israël le mouvement pour la paix, dans sa diversité, la défend. A l'opposé du « retrait unilatéral » proposé par Barak, qui devait élever des barrières autour des enclaves palestiniennes, le retrait immédiat tel qu'il est entendu ici passe par le démantèlement inconditionnel des colonies – et une majorité de colons demande effectivement à rentrer en Israël. Il constituerait le préalable à toute négociation : la possibilité pour la société palestinienne de commencer à se reconstruire. Alors pourra être abordée la question de l'intégration de la Palestine dans la structure politique régionale, à travers diverses options : l'Etat binational, deux Etats séparés, ou une fédération plus large d'Etats. – Antonin Wiser

1. Voir sur le site [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org), l'article d'Edward Saïd, *Israël, l'Irak et les Etats-Unis*.